

Repenser les politiques de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités mondiales à partir des approches féministes

**EQUI
POP.
ORG**

**En mouvement(s)
pour l'égalité !**

Dakar • Ouagadougou • Paris
www.equipop.org

Sommaire

Introduction 3

01. Quand les intentions de changement se heurtent à des limites et détournements 6

Apports des analyses féministes sur la prise en compte des inégalités dans les politiques et pratiques de solidarité internationale hier et aujourd'hui

02. Ce que les approches féministes ont à nous dire 10

Perspectives pour repenser nos sociétés, notre secteur et nos organisations

Transformation n°1: questionner et renverser les rapports de pouvoir pour faire société autrement 11

Transformation n°2: réhabiliter les savoirs invisibilisés et les savoirs perdus, replacer l'expérience et le vécu au centre 13

Transformation n°3: placer le soin et l'entraide au cœur de nos pratiques sociétales et collectives 15

03. Conclusion 18

04. Notes 19

05. Bibliographie 21

06. Fiches de lecture 23

Crédits

Création graphique

Jean-Luc Gehres /
welcomedesign.fr

© Illustrations

- Couverture: Anina Takeff for CoGenerate x Fine Acts
 - p.6: Anina Takeff for Fine Acts x OBI
 - p.10: Anina Takeff for Fine Acts
 - p.18: Anina Takeff for IPPF x Fine Acts
-

© Photographies

- p.5: 123ArtistImages
- p.9: Nuva Frames
- p.11: Equipop
- p.14: FatCamera
- p.17: DisobeyArt

Introduction

On assiste depuis quelques années à la (ré)émergence, en France et ailleurs, de travaux de penseur·se·s, chercheur·se·s et philosophes qui déconstruisent, sous divers prismes, les grilles de lecture classiques qui ont structuré la pensée et les interventions sur le genre. Cet élan s'est traduit par un essaimage d'essais, d'articles dans des revues universitaires et scientifiques, de podcasts et émissions radio, de stands ou discussions féministes dans des événements culturels, qui irrigue, doucement, jusqu'au secteur de la solidarité internationale.

Trente ans après la Conférence de Pékin, on entend de plus en plus résonner dans les bureaux de nos organisations des mots comme «rapports de pouvoir», «intersectionnalité», «féminismes», «décolonialité», qui encore récemment étaient considérés comme tabous. Ces concepts, même s'ils ont, au fil des années, gagné en reconnaissance dans les milieux militants et de la recherche, ont tardé à être mobilisés dans le domaine de la solidarité internationale où on leur préférerait ceux, moins engagés, d'«approche genre et développement» ou «*gender mainstreaming*».

Nous devons l'arrivée de ces nouvelles perspectives en grande partie à l'émergence des études féministes postcoloniales, décoloniales et des «*subaltern studies*¹», qui redonnent de la visibilité à des savoirs souvent mis de côté ou invisibilisés et viennent bousculer la colonialité du savoir². Ces mots, toutefois, restent encore souvent enrobés d'un flou sur leur signification profonde, et se heurtent à un large fossé quand il s'agit de passer des idées à la pratique. La résonance de ces concepts dans le secteur de la solidarité internationale est relativement récente, après une longue période où ils ont nourri des réflexions fécondes dans les milieux militants et de la recherche dans divers territoires. Leur opérationnalisation dans les pratiques organisationnelles et dans les programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la solidarité internationale s'inscrit dans un processus graduel de maturation. Ce processus implique de la production de connaissances à large échelle ainsi que la mise en place de mécanismes et outils qui reflètent l'élan de déconstruction et la charge politique de transformation qu'incarnent les concepts évoqués. Dans ce sens, les approches féministes sont centrales dans la définition de politiques et pratiques de solidarité internationale respectueuses des droits humains et de l'égalité des sexes.

À travers ce premier dossier du Centre de Ressources d'Equipop, nous avons souhaité nous emparer de cette (re)visibilisation des pensées et des concepts féministes pour participer à l'émergence de nouvelles réflexions au sein du secteur de la solidarité internationale. Nous proposons des pistes de réponse à ces questions : au-delà de l'usage des mots, comment repenser les politiques et pratiques de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités mondiales à partir des approches féministes ? Quelle place ont-elles dans nos pratiques de solidarité internationale ? Quelle critique de nos modalités d'intervention proposent-elles, et quelles leçons peut-on en tirer ? Comment peut-on s'inspirer des approches et concepts développés par les mouvements, activistes et penseur·se·s féministes pour faire évoluer la lutte contre les inégalités mondiales, à l'échelle de nos sociétés, de notre secteur et de nos organisations, et, in fine, renforcer les dynamiques de solidarité internationale ?

La mise à l'agenda des approches féministes, puis des féministes décoloniales, dans les espaces multilatéraux de solidarité internationale peut être observée à partir de **la décennie des Nations Unies pour la femme**. Lors des conférences de Mexico (1975), Copenhague (1980) et Nairobi (1985) a été institué un cadre transnational visant à concrétiser l'égalité des sexes et à promouvoir la participation des femmes à la paix et au développement.

Mais ce cadre, bien que fédérateur, n'en reflétait pas moins une hétérogénéité des perspectives, des modes d'action et des discours, notamment sur les questions de sexualité et de reproduction, entre progressisme et conservatisme, les considérations décoloniales étaient présentes sans être nommées ainsi — en témoigne les divergences entre féministes du nord global et féministes du sud global au sujet la lutte contre les MSF (Mutilations Sexuelles Féminines) lors de la conférence de Copenhague.

Dans cet écosystème, **la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue en 1995 à Pékin**, marque une étape clé avec l'adoption de la Plateforme de Beijing, principal cadre international en matière d'égalité des sexes constitué d'un programme pour l'autonomisation des femmes. Pourtant référentiel mondial, les perspectives décoloniales y sont restées peu prises en compte.

Dans les années 1990, ces perspectives avaient pourtant déjà nourri des réflexions critiques dans les milieux militants et académiques de différentes régions du monde. Portées notamment par des représentant·e·s de la société civile, ces voix ont longtemps peiné à trouver un véritable écho dans les politiques et programmes de solidarité internationale, où elles sont restées marginalisées.

Avec le temps et les luttes, les approches décoloniales se sont progressivement imposées comme une grille de lecture incontournable pour penser autrement les rapports de pouvoir, et ce aux côtés des approches féministes.

« L'usage de ces mots et ces conceptions donnent l'impression qu'on oublie qu'on essaie d'être vivants dans un système qui ne veut pas qu'on vive, qu'on défend nos territoires et nos vies face à des attaques continuelles. On sait quels sont nos besoins, ça n'est pas la question. C'est une question de structures et de rapports de force. Nos savoirs sont aussi tellement colonisés qu'il faut lutter pour démanteler ces structures. »³

Miriam Nobre, lors de la Conférence *Le féminisme décolonial en pratique : discutons-en !* organisée par la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2022.

📖 FICHE DE LECTURE 1

Cette réflexion s'inscrit dans une démarche plus large de **questionnement du système de la solidarité internationale et de ses fondements historiques et culturels**, qui nous semble primordiale dans le contexte actuel d'exacerbation des inégalités à l'échelle mondiale, et du backlash auquel font face les luttes pour les droits des femmes, des minorités de genre et sexuelles. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les institutions internationales qui sont au cœur de ce système, et les acteur-ric-e-s qui gravitent autour – parmi lesquels les ONG qu'elles financent – s'attachent à poursuivre un idéal de « développement » qu'il faudrait atteindre sur tous les territoires, à tout prix. Un idéal associé à une « modernité capitaliste » : développement économique, production, hausse du PIB, création d'emplois etc. Un modèle dont sont absentes les réflexions sur les rapports de pouvoir en jeu, les rapports postcoloniaux notamment, et des limites duquel témoignent la féminisation de la pauvreté⁴, l'endettement des pays des Suds vis-à-vis des Etats qui les ont colonisés ou encore la destruction croissante du vivant.

« Les mouvements féministes et de femmes ont amplement participé à ces réflexions et ces cheminements politiques, associant décolonisation et « dépatricarisation » des pensées, des savoirs et des structures. Ils ont joué un rôle fondamental dans la formulation et l'expression contestataire à l'encontre des ordres idéologiques, politiques, économiques, environnementaux et sociaux, familiaux et de genre, sur lesquels s'est appuyé la mondialisation du capitalisme au cours du dernier demi-siècle et, sous son couvert, le développement. »⁵

VERSCHUUR Christine et DESTREMAU Blandine, « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde* 2012/1 (N°209), 7-18, Ed. Armand Colin, 2012.

📖 FICHE DE LECTURE 2

C'est dans le cadre de cette réflexion globale que nous convoquons les imaginaires, concepts, théories et approches féministes. Aujourd'hui, la galaxie d'idées et de courants féministes⁶ qui s'est construite à travers les temps et à travers le monde à partir des luttes des femmes et des personnes issues de groupes minoritaires est riche et complexe, et réunit des sensibilités diverses, qui varient selon les enjeux, les régions, les histoires sociales et coloniales. De ce fait, il nous semble fondamental de préciser les féminismes auxquels nous nous référons dans ce dossier : nous nous inspirons des féminismes intersectionnels, des féminismes des Suds – et notamment des féminismes Noirs⁷, des afroféminismes, des féminismes de l'Abya Yala⁸ –, des écoféminismes, des féminismes décoloniaux, des féminismes dissidents⁹ et des théories queers et transféministes¹⁰. Ce sont les concepts et approches qui ont émané de ces mouvements que nous mobilisons, en ce qu'ils ont pour dénominateur commun le refus des inégalités. En ce sens, nous souhaitons souligner l'importance d'être vigilant-e-s face aux discours néolibéraux se revendiquant féministes, qui insistent sur la responsabilité personnelle de chacun-e et suggèrent la possibilité d'une amélioration individuelle sans tenir compte des barrières structurelles qui sous-tendent ce modèle de la modernité capitaliste. Comme le dénonce Lea Sitkin, « le féminisme néolibéral promet la liberté, mais il ne fait que remplacer une source de coercition (l'autorité traditionnelle et patriarcale) par une autre (le marché).¹¹ »

📖 FICHE DE LECTURE 3

« Les crises multiples auxquelles sont confrontés la plupart des pays du Sud appellent un engagement stratégique plus large pour contrer les faux récits et promouvoir des solutions d'une manière structurellement féministe. Les systèmes d'oppression et de libération sont présents en chacun-e de nous, car nous ne sommes pas déconnectés du monde dans lequel nous vivons. »

OXFAM Novib, *Feminist influencing basket of resources*, 2024.

À travers ce dossier, nous souhaitons répondre à un enjeu de diffusion et de (re)visibilisation de savoirs et connaissances encore peu traduits en français, et proposer une mise en dialogue de ces perspectives avec celles des praticien-ne-s de la solidarité internationale pour envisager les possibles alternatives à la façon dont celle-ci prend forme. Nous nous adressons autant à celles et ceux qui ont déjà engagé une réflexion approfondie sur l'intégration du genre dans leurs pratiques de la solidarité internationale qu'à celles et ceux qui en sont aux premières étapes de ce cheminement.

« Depuis la chute du mur de Berlin et l'avènement du « monde unipolaire », les institutions de Bretton Woods – la Banque mondiale, le FMI, mais aussi l'ONU et ses multiples satellites – jouent un rôle croissant dans la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial, derrière l'étendard officiel du « développement » et, plus récemment, de la « lutte contre la pauvreté ». [...] j'ai tenté de montrer, en suivant l'analyse d'une partie des féministes latino-américaines et caribéennes, que ces institutions présidaient à la réorganisation néolibérale du système mondial de production et de répartition des richesses, au détriment des femmes – principalement du Sud –, tout en se légitimant paradoxalement grâce à la participation d'un certain nombre de femmes et de féministes à ce projet. »

FALQUET Jules, « Genre et développement : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la conférence de Pékin », *On m'appelle à régner*, édité par Reysoo F. et Verschuur C., Graduate Institute Publications, 2003.



01

Quand les intentions de changement se heurtent à des limites et détournements

Apports des analyses féministes sur la prise en compte des inégalités dans les politiques et pratiques de solidarité internationale hier et aujourd'hui



Bien que l'intégration du genre dans les pratiques et politiques de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités mondiales ait connu une adhésion croissante, permettant de visibiliser les rapports de pouvoir et la façon dont ils génèrent des inégalités et enclenchant des réflexions et initiatives pour lutter contre ces dernières, **de nombreuses personnes chercheuses et militantes féministes identifient des limites majeures aux pratiques d'intégration du genre dans la solidarité internationale.**

Dès 1970, Esther Boserup soulignait les effets néfastes des approches de développement sur **les femmes** sur le plan économique – et notamment les femmes des Suds, **grandes perdantes de la poursuite du modèle de développement**¹². À cette époque, les chercheuses et militantes constatent l'absence des femmes et de la prise en compte de leurs enjeux dans les pratiques et politiques de solidarité internationale. De cette critique découle l'adoption de nouvelles stratégies visant à « inclure » les femmes dans le développement. Plusieurs approches émergent, se succèdent ou se croisent¹³ : l'intégration des femmes au développement (IFD), les approches femmes et développement (FED), puis dans le tournant de la Conférence de Pékin en 1995, **l'approche genre et développement (GED)** qui – à la différence des précédentes – s'attache à prendre en compte les relations entre les genres et non seulement les femmes en tant que catégorie sociale.

🕒 FICHE DE LECTURE 4

Il faut noter que sur le plan socio-politique, diverses réflexions ont dans la même période, élargi le prisme des analyses sur les femmes des Suds¹⁴. C'est dans cette lancée que l'angle thématique du droit a été pris en compte pour analyser par exemple « la situation juridique des femmes et l'impact de la coexistence de divers codes écrits ou non, avec lesquels les femmes peuvent jouer, que ce soit pour des questions foncières ou matrimoniales¹⁵ ». Dans la même mouvance, différentes prises de position émanant de femmes africaines¹⁶ sont nées en réaction au « constat que la production de connaissances et de cadres d'analyse est toujours dominée par des institutions et des personnes du nord et n'a pas suffisamment pris en compte les contributions, les pratiques et les vécus des Suds, conduisant à une colonialité des savoirs »¹⁷ (Oyèwùmi, 2002 ; Verschuur, 2009 et 2019 ; Abadie, 2017 ; Onibon, 2021).

Il faut dire que la diffusion des approches genre, et l'adhésion croissante, poussée par certaines organisations de la société civile, organisations internationales et bailleurs, a contribué à des changements importants en faveur d'une meilleure prise en compte des enjeux autour des femmes, des filles et des minorités de genre et sexuelles dans leur diversité géographique et culturelle ainsi que **d'un repositionnement de leur place dans l'échiquier des initiatives de solidarité internationale.**

Toutefois, force est de constater que les pratiques d'intégration du genre dans ce secteur connaissent aujourd'hui de nombreuses limites et détournements. À ce sujet, la richesse des analyses féministes nous offre la possibilité d'un déplacement du regard essentiel pour reconsidérer nos pratiques.

« Il y a un énorme effort pour rendre le féminisme plus acceptable, le réduire à une phrase qui sonne bien ou à un refrain qui s'intègre dans une chanson. Le péril du féminisme, dans la dynamique de mainstreaming, a été sa dépolitisation, qui efface les idées politiques radicales qui sous-tendent le concept féministe. »

McFADDEN Patricia et TWASIIIMA Patricia, "A feminist conversation: Situating our radical ideas and energies in the contemporary African context", Friedrich Ebert Stiftung, 2018.

🕒 FICHE DE LECTURE 5

L'une de ces limites tient à **l'institutionnalisation et l'instrumentalisation même de l'approche genre**. Ainsi, paradoxalement, alors que l'on voit les discours évoluer, que les enjeux de genre y sont de plus en plus mentionnés, que des concepts jusqu'alors ignorés du secteur de la solidarité internationale (comme l'intersectionnalité ou le concept même de féminisme) émergent, ces concepts se voient peu à peu **vidés de leur substance critique et politique**. Plusieurs chercheuses ont ainsi dénoncé la cooptation, ou la « colonisation discursive » de concepts militants et leur dépolitisation associée : « féminisme soft », « ONG-isation des féminismes¹⁸ », eurocentricité des approches proposées, « technocratisation du genre ». Il semble que le genre, trop souvent, soit utilisé au sein du secteur de la solidarité internationale comme un « *buzzword*¹⁹ » (de *buzz* en anglais : bourdonnement) ou un « *fuzzword* » (de *fuzz* : duvet, ou confus, d'après Cornwall, 2007). Ainsi, derrière le bourdonnement des mots et un vocabulaire qui bouge, peu de changement en pratique, et une **remise en question insuffisante des barrières structurelles qui limitent notre capacité à lutter contre les inégalités mondiales.**

🕒 FICHE DE LECTURE 6

Au-delà de cette critique de la cooptation des concepts, les penseuses, chercheuses et militantes féministes ont identifié d'autres enjeux fondamentaux qu'elles appellent à adresser pour réviser notre conception de la solidarité internationale. Des travaux ont ainsi mis en lumière la façon dont **certains programmes – en s'attachant à poursuivre un objectif d'égalité de genre – maintiennent, voire alimentent, des hiérarchies sexistes et racistes**. Par exemple des recherches sur l'assistance humanitaire aux personnes réfugiées au Bangladesh et en Thaïlande²⁰ ont mis en évidence la façon dont les biais intériorisés par les travailleur-se-s humanitaires les ont amené-e-s à associer et réduire la question du genre tantôt à la simple mobilisation de la participation des femmes réfugiées (et ainsi à maintenir des préjugés sexistes où les femmes réfugiées sont considérées comme des partenaires plus honnêtes et fiables que les hommes, et à promouvoir une division sexuelle du travail de soin (care)), tantôt à une nécessaire transformation des cultures « traditionnelles » des personnes réfugiées, perçues comme « arriérées », alimentant ainsi des dynamiques racistes par la négation de l'agentivité des personnes bénéficiant des programmes humanitaires et la concentration des pouvoirs de décision sur le personnel des ONG.

Vis-à-vis des personnes destinataires des interventions de solidarité internationale, **les biais intériorisés par les praticien-ne-s de la solidarité internationale amènent encore l'invisibilisation, voire l'exclusion, des nombreuses personnes qui se trouvent à l'intersection de différents rapports de domination**. Sans exhaustivité, les travailleuses et travailleurs du sexe (TdS), les personnes trans, les personnes détenues, les usager-e-s de drogues, les personnes vivant avec le VIH-sida, les personnes en situation de handicap etc. restent encore bien souvent en marge des interventions proposées, ou ne se voient « ciblées » par ces programmes qu'à travers des grilles de lecture biaisées et très souvent stigmatisantes (en témoignent les programmes de lutte contre le VIH-sida, qui ciblent les « populations clés » – parmi lesquelles TdS, personnes LGBTQIA+, personnes usagères de drogues, avec une approche de santé publique, au détriment d'approches plus englobantes qui permettraient d'axer des initiatives autour des besoins et intérêts exprimés par ces groupes de population.²¹)

🕒 FICHE DE LECTURE 7

« Le mot genre a été détourné de son sens dans les programmes de coopération, où il est trop souvent encore considéré comme un buzzword. Plutôt que de s'en débarrasser par ennui, il est impératif, face à la persistance des inégalités, d'intégrer le genre dans le développement en tant que catégorie d'analyse, articulée avec les catégories de classe et de race, et de reconnaître les apports des études féministes postcoloniales aux études sur le développement. »

VERSCHUUR Christine, « Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot « genre » dans le développement », Revue Tiers Monde 2009/4 (n° 200), 785-803, 2009.

Les critiques féministes s'attachent aussi à **dénoncer le déséquilibre de pouvoirs entre les acteur-ric-e-s au sein du système**. Certaines proposent ainsi de parler de « **parties puissantes**²² », plutôt que de parties prenantes, pour cesser d'esquiver la reconnaissance de la colonialité du pouvoir. Face à un système dans lequel les anciennes puissances coloniales concentrent les moyens et l'accès aux espaces de décision, il n'est pas possible d'ignorer les **dynamiques postcoloniales et les rapports de pouvoir qui se jouent pour les acteur-ric-e-s et les habitant-e-s des territoires sur lesquels sont déployées les initiatives de solidarité internationale**. L'imposition d'agendas déconnectés des priorités et intérêts des habitant-e-s de ces territoires, la mise à l'écart des organisations et mouvements féministes *grassroots* et les inégalités dans les partenariats – régulièrement qualifiés d'extractivistes pour souligner la façon dont ils extraient sans compensation, sans contribution ni reconnaissance, des connaissances et du travail – sont ainsi dénoncées de concert par celles qui analysent la solidarité internationale avec une perspective féministe.

🕒 FICHE DE LECTURE 8

« Les mouvements féministes des Suds contribuent à ébranler les ordres hégémoniques et à nourrir le renouvellement de la pensée et des actions sur le système. »

VERSCHUUR Christine et DESTREMAU Blandine, « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », Revue Tiers Monde 2012/1 (N°209), 7-18, 2012.

De ces limites émerge un constat sans appel : **en maintenant le secteur de la solidarité internationale dans son état, il ne nous sera pas possible de nous attaquer de manière efficace aux inégalités.** Aujourd'hui, en dépit des efforts et progrès réalisés pour intégrer une approche genre, notre secteur continue d'alimenter – même indirectement – la division internationale du travail, l'invisibilisation de l'économie du « care », et la marginalisation de certaines catégories de personnes. Dans cette perspective, les initiatives actuelles ne permettent pas de réelle redistribution du pouvoir, certains groupes ou individus se retrouvent encore en marge des politiques et initiatives de solidarité internationale. Les critiques féministes intersectionnelles nous proposent de repenser ces dernières pour les rendre réellement inclusives, rééquilibrer les rapports de pouvoir qui s'y jouent et lutter contre les violences structurelles, dans les Suds comme aux Nords. Pour dépasser ces impasses, nous proposons de nous inspirer d'un « féminisme pour les 99%²³ » et de nous ouvrir à de nouvelles perspectives pour reconsidérer nos pratiques.

« Les politiques doivent investir dans les femmes, leur accès à la terre, à des opportunités et à leur liberté. Les idées féministes peuvent améliorer la qualité de la vie et de la cohabitation, réduire les inégalités et atteindre la liberté de vivre dans la dignité et l'autodétermination (économique). »²⁴

AKIYODE-AFOLABI Abiola, « Political participation, feminist organising and the creation of inclusive democratic spaces » publié dans la série « Réflexions féministes » du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain, Décembre 2020.

📖 FICHE DE LECTURE 9



02

Ce que les approches féministes ont à nous dire

Perspectives pour repenser nos sociétés, notre secteur et nos organisations



Les approches et pratiques féministes constituent des voies profondément prometteuses pour repenser collectivement nos sociétés et les équilibres mondiaux. Elles doivent particulièrement s'appliquer au domaine de la solidarité internationale. Il ne s'agit pas de se satisfaire d'aménagements à la marge, mais bien de concevoir de manière radicalement différente ce champ d'action, à travers nos relations avec les autres Etats, les organisations supranationales, les forums multilatéraux, et la société civile (formelle et informelle). Au-delà du secteur même de la solidarité internationale, ces transformations doivent aussi concerner, de manière impérative et urgente, nos manières de penser et de faire monde.



Transformation n°1 QUESTIONNER ET RENVERSER LES RAPPORTS DE POUVOIR POUR FAIRE SOCIÉTÉ AUTREMENT

Dettes coloniales, imposition d'un modèle unique de « développement » et de « modernité », politiques d'ajustement structurel pilotées par les institutions internationales etc. Ces phénomènes sont autant de démonstrations du maintien aujourd'hui, de rapports de domination et de dépendances imposées entre les territoires anciennement colonisés – et les populations qui les habitent – et les (anciennes) puissances coloniales.

« Ce que j'appelle féminisme décolonial, c'est un féminisme qui, tout en reconnaissant qu'il y a une domination masculine, ne se focalise pas sur la question de l'égalité de genre. »

VERGÈS Françoise, Podcast Les Nuits de France Culture, 15 septembre 2019.

Les pensées féministes que nous convoquons dans ce dossier, par leur prisme décolonial et intersectionnel, nous invitent à repenser ces rapports de pouvoir et à réfléchir à **d'autres manières de construire les relations internationales et la gouvernance mondiale**. Il s'agit d'examiner le système – profondément inégalitaire – sur lequel a été bâti le secteur de la solidarité internationale : repenser la lutte contre les inégalités mondiales ne peut faire l'économie d'une réflexion globale sur les bases mêmes des relations internationales et du système économique global. **Il ne s'agit pas uniquement de questionner ces racines inégalitaires, mais d'envisager, afin de poser des bases pour faire société de façon juste et équitable, de réparer les injustices et oppressions passées ou actuelles.** Dans cette perspective, nous invitons à regarder les pistes proposées pour la réparation des crimes humains, économiques et écologiques qui ont permis l'instauration du *système-monde*²⁵ d'aujourd'hui : annulation des dettes coloniales, réparations (politiques, mémorielles mais aussi financières) en faveur des descendant-e-s d'esclaves, actions en justice pour la reconnaissance et la réparation des crimes environnementaux (à l'instar des actions initiées suite au scandale du chlordécone aux Antilles²⁶, soutenues par des collectifs féministes comme le Koumbit Fanm Karayib), etc.

Il faut noter que ces positionnements ne font pas toujours l'unanimité, notamment au niveau des acteurs des Suds. À titre d'exemple, la revendication de réparation n'est pas forcément vue comme une démarche résiliente par tous. Il existe une tendance à se distancier du ressentiment et de la référence au passé qui bien souvent, prêtre le flanc à des accusations de victimisation. D'où la question de savoir si le focus aujourd'hui n'est pas beaucoup plus de procéder à une relecture des pratiques même de solidarité internationale, pétries de relations de pouvoir à tous les niveaux.

Au sein du secteur de la solidarité internationale plus spécifiquement, cette reconnaissance des rapports de pouvoir en jeu (et de la présence de « parties puissantes ») appelle une évolution des interactions entre acteur·rice·s et encourage **la reconnaissance des privilèges et des endroits d'énonciation et d'action de chacun·e**. La chercheuse franco-camerounaise Rose Ndengue²⁷ nous invite à nous poser cette question: « **Comment faire de ma positionnalité²⁸ un levier d'émancipation pour les communautés auxquelles je me rattache?** » Se poser cette question, en tant qu'acteur « puissant » au sein du système de solidarité internationale, en tant qu'organisation internationale ou bailleur par exemple, implique de reconnaître ses pouvoirs et privilèges, et d'explorer la façon dont ces derniers peuvent être activés au service des parties prenantes qui n'ont pas accès aux mêmes opportunités, aux mêmes espaces de prise de parole et de prise de décision. Il s'agit ainsi d'explorer la façon dont nous, « parties puissantes », pouvons adopter une **posture d'allié·e·s²⁹** auprès des associations de terrain, mouvements sociaux et activistes et représenter, relayer et visibiliser³⁰ leurs intérêts et demandes. Il s'agit de convoquer le principe du « **rien sur nous sans nous** » (« *Nothing about us without us* »).

Cette posture d'allié·e·s nous invite aussi à questionner et faire évoluer nos positions, en tant qu'organisations de solidarité internationale, au sein des mécanismes et canaux de financements.

📖 FICHE DE LECTURE 10

Des travaux ont été réalisés à ce sujet et méritent de gagner en visibilité, mais surtout en appropriation pour enclencher une réelle redistribution des ressources dans le secteur: **comment repenser les financements pour les rendre plus accessibles aux mouvements (y compris les mouvements non déclarés et/ou informels), organisations grassroots et activistes sur le terrain?** Parmi leurs demandes déjà identifiées, on retrouve: renforcer la disponibilité de financements pluriannuels, alléger les conditions d'accès aux financements, baser les critères de financement sur le travail réalisé sur le terrain, fluidifier les processus, développer en parallèle du financement des opportunités de mise en réseau, de renforcement des connaissances, repenser la participation des organisations grassroots dans les espaces d'élaboration et d'octroi desdits financements etc.³¹

« Il y a actuellement un retour en arrière contre une grande partie des progrès réalisés dans les années 1990 en matière de droits des femmes, dans un contexte de crises économiques, sociales et politiques complexes. Les organisations internationales de développement qui prennent au sérieux les droits des femmes et l'égalité de genre doivent faire plus que ce qu'elles font actuellement pour soutenir les organisations et mouvements de femmes internationaux, nationaux et locaux qui élaborent des réponses politiques aux crises qui se déroulent dans le monde entier. Cela implique que les féministes d'identités et de lieux différents travaillent en solidarité pour protéger les avancées en matière de droits des femmes et pour les faire progresser. »

SWEETMAN Caroline, "Introduction, Feminist Solidarity and Collective Action", revue Gender & Development, Vol. 21, No.2, 2013.

Ainsi, **à l'échelle du secteur de la solidarité internationale**, repenser les rapports de pouvoir nous invite à inverser le postulat de départ: il ne s'agirait plus d'élaborer des stratégies et programmes de financement vers un objectif donné (aussi juste soit-il), en allant à la recherche de partenaires adéquats et en leur dictant les conditions dans lesquelles ils pourront s'insérer dans les initiatives ainsi élaborées, mais de **se positionner comme allié·e·s des solidarités féministes transnationales**.

Enfin, **à l'échelle de nos organisations** aussi, les rapports de pouvoir doivent être reconnus et adressés. Comment amener un changement dans nos interventions si en interne, certaines personnes subissent des rapports d'oppression ou des discriminations, ou encore si certaines personnes sont absentes? **C'est en repensant nos pratiques de recrutement et de gestion des ressources humaines³², d'abord, que nous pourrions enclencher un changement:** mettre en place des pratiques de recrutement équitables, encourager la représentativité au sein de nos équipes des personnes minorisées (sur le plan du genre mais pas uniquement, dans toute leur diversité) et assurer que les conditions de travail qui leur sont proposées soient justes, équitables et adaptées.

📖 FICHE DE LECTURE 11

À cela s'ajoute la nécessité de favoriser l'interculturalité dans les pratiques RH en prenant garde à ne pas reproduire inconsciemment, des rapports de pouvoir et des asymétries entre personnes de cultures différentes. Ainsi, mettre le bien-être des personnes au centre des pratiques de gestion des ressources humaines s'avère primordial. De nouveau, au sein de nos organisations, nous invitons à convoquer le principe d'auto-réflexivité et à encourager l'exploration des biais intériorisés³³ auxquels personne ne peut échapper. **La reconnaissance de l'existence de rapports de pouvoir dans nos organisations suggère aussi la mise en place systématique de mécanismes transparents de gestion des dynamiques internes de pouvoir et des tensions ou conflits³⁴.** De nouveau, les réflexions féministes ont beaucoup à nous apprendre sur ces questions.

📖 FICHE DE LECTURE 10

Dans son essai *Comment s'organiser? Manuel pour l'action collective*³⁵, l'autrice écoféministe Starhawk tire ainsi de ses expériences au sein de mobilisations écologistes et altermondialistes et de ses expériences spirituelles des pistes pour organiser l'action collective. Elle y souligne notamment l'importance, pour tout collectif, de trouver un équilibre entre le pouvoir et les responsabilités, insistant sur la nécessité que le pouvoir puisse être lié à la prise de responsabilités et soulignant le caractère essentiel de la présence de mécanismes de transparence, de redevabilité et de la possibilité d'une critique constructive. Elle propose également des outils concrets pour réfléchir davantage autour de cette question du pouvoir dans les groupes, en l'associant aux notions de confiance et de communication, de lutte contre les inégalités liées aux privilèges, de limites et de partage du pouvoir, de soin pour les personnes qui prennent des responsabilités, etc.

Ces propositions, transposées à nos organisations, permettent d'initier des réflexions sur la répartition du pouvoir et des responsabilités, et sur la reconnaissance des privilèges existants au sein de nos équipes, qui peuvent être liés aux enjeux de genre, d'âge, de classe ou de race, mais aussi au capital social, culturel et éducatif des personnes. Conditionner l'accès à certains postes à la possession d'un diplôme universitaire sans ouvrir la possibilité à des personnes disposant d'une expérience personnelle ou professionnelle majeure mais non diplômées d'obtenir de tels postes, peut revenir à renforcer des déséquilibres de pouvoir et des privilèges existants. Se poser la question des barrières (financières, sociales, géographiques, linguistiques, de genre etc.) à l'accès à une formation académique et aux diplômes peut être une première piste pour éviter ce type de biais. De la même manière, nos organisations sont encore très souvent structurées sur le modèle d'un siège éloigné du « terrain » et situé aux « Nords », et d'antennes ou de bureaux localisés sur le terrain, dans les « Suds ». Pour reconnaître et faire face de façon transparente aux dynamiques de pouvoir existantes, nous ne pouvons faire l'impasse sur un questionnement autour du poids de ces bureaux et composantes d'une organisation dans les prises de décision de cette dernière. Les nombreux travaux sur la localisation de l'aide, qui ont gagné en visibilité au cours des dernières années, offrent des pistes de réflexion cruciales pour rééquilibrer la balance.

Transformation n°2 RÉHABILITER LES SAVOIRS INVISIBILISÉS ET LES SAVOIRS PERDUS, REPLACER L'EXPERIENCE ET LE VÉCU AU CENTRE

Les critiques de la colonialité du savoir et de nombreux travaux féministes et décoloniaux ont mis en exergue la façon dont l'instauration du système néolibéral actuel s'est accompagnée de l'invisibilisation, la décrédibilisation, voire la criminalisation de certaines pratiques de transmission de savoirs et de connaissances. Un exemple phare est celui de la répression historique des femmes soignantes par l'Église, soutenue par les États européens, du XIV^e au XVII^e siècle, et dans sa continuité, la mise à l'écart des médecines traditionnelles et des connaissances médicinales développées par les femmes par l'institution médicale en Europe et ailleurs³⁶. Face à cette critique, nous identifions l'enjeu de repenser la notion de « savoir », et de reconnaître notamment la valeur des savoirs expérientiels et non professionnalisés.

« Les écoféminismes dénoncent la primauté du rapport scientifique sur le monde, issu d'un projet colonial et patriarcal qui s'historicise de plus en plus. »

« Des personnes vieilles, aux genres illisibles, redonnaient du pouvoir à des minorités avec l'aide de plantes, d'animaux, d'esprits, invoquaient et créaient une classe de dissident·es en choisissant elleux-mêmes les termes de leur existence. »

BAHAFFOU Myriam, *Des paillettes sur le compost. Ecoféminismes au quotidien*, Ed. Le passager clandestin, 2022.

Cet enjeu se traduit là encore à différents niveaux. **À l'échelle mondiale**, le soutien à l'émergence et à la diffusion des subaltern studies – déjà enclenché – et des connaissances qu'elles produisent, semble fondamental. **Au-delà de rendre ces savoirs visibles, il s'agit aussi de leur offrir une place réelle – et non symbolique – dans les sphères de décision.** Une illustration de cet enjeu peut être trouvée dans la défense des droits des peuples autochtones, qui détiennent des savoirs et pratiques uniques et cruciales pour la sauvegarde des écosystèmes et la protection de la biodiversité. Du fait de leur rapport au monde et au vivant, ces peuples ont développé des pratiques qui semblent fondamentales à l'heure des réflexions pour faire face au changement climatique. Et pourtant, les processus décisionnels continuent de les exclure, et leurs droits aux terres et aux ressources d'être violés. Intégrer ces peuples dans les politiques climatiques à l'échelle mondiale, reconnaître leurs droits et les respecter, semble vital, non seulement dans une démarche de respect des droits humains, mais aussi de sauvegarde d'un écosystème mondial au cœur duquel l'ensemble de l'espèce humaine évolue.

À l'échelle du secteur de la solidarité internationale, ces réflexions autour de la notion de « savoir » nous invitent à reconnaître la diversité de perspectives qui peuvent exister sur les différents sujets dont s'empare le secteur, et sur la nécessité de les prendre en compte dans l'élaboration des politiques et dans nos pratiques. Des initiatives menées dans le champ de la réduction des risques auprès des personnes usagères de drogues, de travailleur-se-s du sexe, ou encore des personnes LGBTQIA+, ont démontré l'intérêt primordial de soutenir les associations et mouvements communautaires, et d'offrir aux personnes qui détiennent des savoirs expé-rientiels une place centrale dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. Dans ce sens, les programmes sur ces domaines recourent depuis toujours au « travail des pair-e-s » et s'attachent à permettre aux personnes concernées d'œuvrer et de piloter les initiatives qui les ciblent, sur la base du principe « *Nothing about us without us* ». Ces savoirs expé-rientiels, non professionnalisés, non académiques, ont démontré leur caractère incontournable. Dans le champ de la santé, des initiatives de promotion de la démocratie en santé³⁷ s'inscrivent dans la même perspective, faisant de la reconnaissance de la diversité des registres de savoirs un enjeu crucial, et invitant à redéfinir la valeur et le sens de « l'expertise », en donnant toute sa place à l'expérience de chacun-e à travers un processus de démocratisation du savoir. Ainsi, de manière générale, les organisations, bailleurs et décideur-se-s au cœur du système de la solidarité internationale devraient repenser la place des personnes concernées au sein des espaces d'élaboration des politiques et programmes, en questionnant les rapports de pouvoir existants entre praticien-ne-s du secteur et « communautés » concernées par les initiatives mises en place.



Reconnaître et valoriser à leur juste valeur les savoirs non professionnalisés, et les savoirs minorisés, implique aussi de faciliter et favoriser le travail collaboratif, la co-création et la construction de savoirs collectifs, en impliquant toujours les personnes concernées. Cela nécessite de repenser la façon dont sont construites les alliances et de proposer des partenariats égaux, articulés autour de cadres de réciprocité et permettant le renforcement mutuel. Il s'agit aussi de soutenir les processus créatifs et les formes alternatives d'action, de plaider, d'influencer.

Les luttes écoféministes ont, à cet endroit, beaucoup à nous apprendre, en ce qu'elles ont démontré, à différents endroits et à différents moments, la puissance transformatrice des pratiques créatives, de l'artivisme et des formes de mobilisation alternatives³⁸.

« Prôner la simple tolérance de la différence entre les femmes est une grossière erreur. C'est un déni total de la fonction créative de la différence dans nos vies. En effet, la différence ne doit pas être simplement tolérée, mais considérée comme un fonds de polarités nécessaires entre lesquelles notre créativité peut jaillir. »

LORDE Audre, *Sister outsider; essais et propos sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme*, 1984 (Traduit par M. Calise, Mamamelis, 2018).

Les mouvements féministes nous invitent aussi à valoriser le potentiel de la différence et de la diversité. Ce potentiel peut être réactivé en repensant les espaces de partage de savoirs, de formation ou de prise de décision du secteur de la solidarité internationale. Nous proposons ainsi de repenser nos espaces de rencontre et de réflexion en créant des espaces démocratiques réellement inclusifs, y compris des espaces virtuels, ce qui implique de questionner leur accessibilité.

Dans le cadre de l'organisation d'événements en présentiel, des considérations sur l'inclusion des personnes en situation de handicap, des minorités de genre et sexuelles, des personnes de différents statuts socioéconomiques, des personnes exerçant différentes activités productives et reproductives ou aux pratiques culturelles variées doivent être prises en compte dès la conception de l'évènement afin d'en assurer l'inclusivité effective³⁹.

📖 FICHE DE LECTURE 12

Selon les sujets discutés au sein des espaces de réflexion mis en place, la question de l'ouverture de l'espace est un enjeu majeur : penser, avec les personnes concernées, la non-mixité ou les modalités de mixité choisie⁴⁰, est une démarche qui peut avoir un réel effet levier sur l'ouverture de possibilités de prise de parole et d'écoute, d'espaces de prise de conscience féministe et de partages d'expériences, ou encore sur la visibilité de certaines inégalités sociales et leur possible dénonciation.

Enfin, la mise en place ou le soutien à des communautés d'intérêt, incarnées par les écoles féministes et les groupes d'échanges féministes solidaires, des clubs féministes dans les écoles, des groupes de discussion sur les questions de genre dans les villages, des groupes de travail ou commissions sur les questions féministes dans les partis politiques, les syndicats ou les institutions publiques etc. sont aussi une piste à explorer pour renforcer la participation et l'accessibilité de toutes et tous aux savoirs et à l'élaboration collective de propositions et d'initiatives favorables au changement : de tels environnements représentent un fort potentiel d'incubation d'idées et de consciences féministes, et gagneraient à être développés pour exister à de multiples niveaux⁴¹.

📖 FICHE DE LECTURE 9

Au sein de nos organisations, il semble fondamental aujourd'hui de repenser la façon dont les savoirs et expertises sur le genre sont concentrées, réparties et mobilisées au sein des équipes : Qui possède ces savoirs ? Quels savoirs sont reconnus ? Tiennent-ils compte d'une approche intersectionnelle ? Quelles connaissances sont diffusées en interne sur les enjeux de genre, et comment ? Les personnes concernées ont-elles de l'espace pour exprimer librement leurs points de vue sur ces enjeux, leurs priorités, leurs conceptions ? **Les concepts de genre tels qu'ils sont abordés au sein de nos organisations ont-ils conservé leur substance politique d'origine – celle qui leur a été octroyée par les théoricien-ne-s, penseur-se-s et militant-e-s féministes de divers horizons qui les ont élaborés – ou ont-ils fait l'objet d'une cooptation au point d'être vidés de cette substance et d'être transformés en concepts et outils technocratiques ?**

Face aux réponses que nous trouverons à ces questions, plusieurs pistes peuvent être proposées, comme la mise en place d'initiatives pour faire émerger et cultiver une culture commune féministe au sein des organisations, la réflexion sur la concentration ou la répartition des expertises sur le genre dans les équipes, sur leur transmission et la formation en interne, la diffusion et l'accès aux travaux des féministes militant-e-s des Suds, de féministes radicales-aux, et des féministes intersectionnel-le-s, etc.

Transformation N°3 PLACER LE SOIN ET L'ENTRAIDE AU CŒUR DE NOS PRATIQUES SOCIETALES ET COLLECTIVES

Le troisième changement que nous appelons sur la base des approches et perspectives féministes, s'attache à **repenser, globalement, nos interactions (entre humain-e-s et entre humain-e-s et vivant-e-s non-humain-e-s également), pour les articuler autour du soin et de l'entraide.**

Ces notions de soin et d'entraide semblent intrinsèquement liées au domaine de la solidarité internationale, ou de lutte contre les inégalités mondiales. Pourtant, les critiques féministes de la solidarité internationale ont constaté une insuffisante prise en compte du soin dans ce secteur.

« Pour moi, les écoféminismes représentent un ensemble de mouvements qui prônent la vie sous toutes ses formes, une sorte de valorisation de l'énergie vitale contre toute l'entreprise mortifère civilisationnelle coloniale. (...) C'est probablement pour cela que le care, les relations auprès des personnes malades, vieilles, mortes, ou qui enfantent, sont au cœur des luttes écoféministes. D'ailleurs, c'est bien de cela qu'il s'agit quand on parle d'écologie : des corps et de leurs différentes interactions écosystémiques, de leurs moyens de coopération et de compétition, des communautés qui bougent, communiquent et s'organisent au sein de milieu précis. En somme, les écoféminismes construisent une politique qui œuvre à partir du corps comme élément interconnecté au vivant, ouvert et en relation constante aux autres espèces. »

Myriam Bahaffou, 2023.

Au-delà de les convoquer à l'échelle du secteur, nous souhaitons rappeler dans un premier temps qu'elles sont **primordiales à l'acte même de faire société**. Pourtant, au sein de nos sociétés humaines, de multiples hiérarchies agencent nos rapports sociaux. Parmi elles, la division sexuelle du travail engendre notamment une survalorisation des activités productives au détriment des activités reproductives (soin aux autres, entretien des espaces domestiques, travail de care, etc.). Ces dernières sont pourtant fondamentales – là encore, à la survie même de notre espèce. Nombre de penseuses féministes ont mis en avant le caractère essentiel du soin : soin aux plus jeunes, aux personnes malades, aux personnes âgées, soin aux travailleur-se-s engagé-e-s dans des activités productives⁴² et à l'ensemble de nos communautés. L'épidémie et la « crise » du COVID en ont été le reflet. **Ce constat des interconnexions et des interdépendances entre activités de care et autres activités, et finalement des interdépendances entre humain-e-s, nous appelle à repenser l'ordre économique mondial, et – comme l'ont souligné les féministes marxistes et tiers-mondistes depuis les années 70 – à mettre en place une économie du care.**

Au-delà même d'un travail visant à éradiquer les hiérarchies au sein des activités humaines, et de celles et ceux qui les mènent, il est fondamental de reconsidérer les systèmes de valeur dominants qui tendent à détacher l'espèce humaine de son environnement de vie. Nos corps humains interagissent continuellement avec le reste du vivant. La crise climatique est indissociable de la survie de notre espèce et des autres espèces avec lesquelles nous cohabitons. Il s'agit d'identifier des solutions pour lutter contre le changement climatique, restaurer la biodiversité et réparer les dégâts de l'activité humaine sur nos environnements. Les perspectives écoféministes nous invitent notamment à **réhabiliter des manières de relationner, entre humain-e-s et au sein des écosystèmes dont nous faisons partie, basées sur le respect mutuel et refusant la possibilité de rapports de destruction, d'extraction et d'extinction**. Cette proposition nous semble d'autant plus impérieuse que le contexte dans lequel nous rédigeons ce dossier est celui d'une situation écocidaire à différents endroits de la planète, face auxquelles le silence de nos gouvernements (et leur complicité) est alarmant.

Au sein du secteur de la solidarité internationale, nos organisations, institutions, structures, ont un rôle fondamental à jouer dans l'instauration de relations axées sur le soin et la protection du vivant. **Nous nous devons de reconnaître le continuum indéniable qui lie les inégalités mondiales que nous souhaitons éradiquer et les violences structurelles qui se jouent et sont perpétuées par le système-monde. Reconnaître les liens entre capitalisme, impérialisme, extractivisme, hétéropatriarcat et racisme, dans le but de démanteler un système et d'en reconstruire un nouveau, protecteur et exempt de violence.** En tant qu'acteur-ric-e-s de la solidarité internationale, et en tenant compte de nos positionnalités de «parties puissantes», nous avons un rôle dans la visibilité de certains enjeux et mouvements sociaux au sujet desquels nous sommes souvent silencieux-ses. Comment plaider pour la régulation des conflits et la paix mondiale si nous ne soutenons pas ceux qui dénoncent la violence extrême de certains Etats: violence génocidaire d'Israël en Palestine⁴³, violences policières⁴⁴, violences et exactions des forces armées étatiques, violences au sein du système carcéral etc.? Comment prôner l'égalité et la liberté de toutes et tous si nous ne prenons pas position en faveur des droits et revendications des peuples autochtones, des luttes contre l'extractivisme et des autres luttes environnementales⁴⁵ qui se battent contre l'annihilation du vivant? Comment dénoncer les inégalités sociales si nous ne soutenons pas les mouvements pour les droits des travailleur-se-s (y compris les travailleur-se-s les plus marginalisé-e-s, parmi lesquel-le-s les travailleur-se-s du sexe), les mouvements de lutte contre la précarité et les mouvements antiracistes partout dans le monde, y compris sur les territoires des «Nords» souvent ignorés par nos propres politiques et pratiques de lutte contre les inégalités? Comment défendre l'égalité de genre si nous invisibilisons les luttes pour les droits des personnes LGBTQIA+ au prétexte qu'elles clivent ou que les mouvements «anti-genre» détourneront nos propos?

Comment, enfin, soutenir le droit de toutes et tous à la santé, à la nutrition, à la vie, sans questionner les systèmes de production, d'exportation et de consommation qui nous nourrissent, l'impact dévastateur de certaines politiques agricoles sur celle et ceux qui travaillent la terre, sur les environnements ruraux et celle et ceux qui les habitent⁴⁶, et des pratiques d'échange qui perpétuent une exploitation postcoloniale de certains territoires?

🕒 FICHE DE LECTURE 8

🕒 FICHE DE LECTURE 13

🕒 FICHE DE LECTURE 5

En tant qu'acteur-ric-e-s de solidarité internationale, nous appelons à l'instauration de liens de solidarité réels avec ces différents mouvements sociaux, dans une perspective transnationale. Nous nous proposons d'incarner le concept de «solidarité transnationale féministe», sans le dépolitiser, sans le vider de sa substance, et de prendre position et de faire corps, ensemble, pour défendre la liberté face aux enjeux capitalistes, impérialistes et racistes qui structurent le monde. Ces solidarités peuvent de nouveau recourir à la posture d'allié-e-s: les organisations les plus puissantes, installées au sein du système de la solidarité internationale et dont la place et la légitimité sont reconnues par les autres acteur-ric-e-s – notamment les Etats –, peuvent soutenir les associations ou les mouvements les plus précaires, en prenant notamment la charge mentale, et financière, de l'analyse des risques de sécurité auxquels leurs membres peuvent être exposé-e-s et en mettant en place des mécanismes de soutien et de protection⁴⁷.

“Les généalogies féministes ont attiré l'attention sur trois éléments importants dans notre définition du transnational: 1) une façon de penser les femmes dans des contextes similaires à travers le monde, dans des espaces géographiques différents, plutôt qu'à toutes les femmes du monde entier; 2) une compréhension d'un ensemble de relations inégales entre les peuples et au sein de ceux-ci, plutôt qu'un ensemble de traits incarnés par tou-te-s les citoyen-ne-s non-américain-e-s (en particulier parce que la citoyenneté américaine continue d'être fondée sur un régime blanc, eurocentrique et hétérosexiste); et 3) une réflexion sur le terme «international» en relation avec une analyse des processus économiques, politiques et idéologiques qui nécessiteraient donc de prendre des positions critiques antiracistes et anticapitalistes qui rendraient possible le travail de solidarité féministe.»

ALEXANDER M. Jacqui et MOHANTY Chandra Talpade, *Feminist genealogies, colonial legacies, democratic futures*, 1997.

Enfin, **au sein même de nos organisations**, les questions de bien-être, de soin et de sécurité doivent aussi retrouver une place centrale. **Promouvoir le soin des équipes (y compris celles et ceux qui occupent des postes de «première ligne», ou des positions plus précaires dans le cadre de stages ou de bénévolat), mettre en place des dispositifs pour soutenir l'accès de tou-te-s à des dispositifs de soutien psychosocial et des soins en santé mentale, reconnaître les apports des approches «trauma-informed»⁴⁸, sont autant de pistes que nous offrent les réflexions féministes⁴⁹.** Les difficultés rencontrées par les personnes engagées dans la lutte contre les inégalités mondiales, qu'elles le soient au travers d'une activité professionnelle au sein d'une ONG, en tant qu'activistes de terrain ou chercheur-se-s, sont nombreuses et ne sont plus à démontrer.

L'épuisement militant ou professionnel est souvent perçu, voire normalisé, comme un revers inévitable de l'engagement pour la justice sociale⁵⁰. Des organisations féministes à l'instar de l'Association for Women in Development (AWID), du Fonds d'Action d'Urgence pour le militantisme féministe ou du Fonds Féministe FRIDA se sont saisies de ce problème il y a déjà quelques années, proposant une remise en question de ce paradigme⁵¹. «*La pérennité implique d'être capable de faire le travail que l'on aime tout en étant épanouie et heureuse dans tous les domaines de notre vie. Cela implique de se sentir en sécurité, connectée, reconnue, respectée et appréciée pour ce que l'on est autant que pour ce que l'on fait*»⁵². Ce constat de la militante Jane Barry doit nous inviter à **questionner les pratiques de nos organisations, et ce qu'elles induisent chez les équipes en termes de difficultés à combiner engagement militant et associatif et épanouissement personnel** : Comment nos organisations soutiennent-elles leurs membres dans la recherche de cet équilibre ? Comment protègent-elles le personnel qui peut être exposé à des risques pour sa sécurité et sa santé du fait de son engagement dans l'organisation ou pour d'autres raisons ? Comment nos organisations rendent-elles possibles la réalisation de l'idée que « s'occuper de soi est un acte politique » et acceptent-elles de jouer un rôle effectif dans ce projet ? Nos pratiques des ressources humaines permettent-elles à chacune d'avoir accès à la santé, d'avoir du temps pour des projets et activités en dehors du travail, pour sa famille, pour du repos, pour des loisirs, pour ses réseaux de sociabilité ?

Quelles sont les définitions de la « sécurité » auxquelles ont recours nos organisations, et englobent-elles des sujets comme la santé physique et mentale et le bien-être, la protection contre l'exclusion, l'accès à la justice, ou encore la protection face à certaines formes de violences spécifiques à certains groupes sociaux, parmi lesquelles les minorités de genre et sexuelles ? Adopter une **approche intégrée de la sécurité**⁵³ est une première piste à envisager pour prendre soin, individuellement et collectivement, des personnes engagées au sein de nos organisations. Ces réflexions autour des pratiques organisationnelles en faveur du bien-être, de la même manière que l'ensemble des réflexions autour des questions de genre, ne doivent pas échapper à une vigilance sur les risques de dénaturation et de les vider de leur substance politique. Le glissement du bien-être radical vers le développement personnel a trop souvent été franchi et dénoncé par des penseuses et chercheuses comme Zineb Fahsi⁵⁴, Camille Teste⁵⁵ ou Aisha Harris⁵⁶.

📖 FICHE DE LECTURE 11



03

Conclusion

Souvent pris-e-s dans l'urgence d'agir, et face à l'ampleur des inégalités qui traversent le monde patriarcal, postcolonial et capitaliste dans lequel nous vivons, nous, organisations de solidarité internationale, manquons de temps pour porter un regard critique, politique et historique sur nos pratiques. En reconnaissant les écueils dans lesquels notre secteur peut tomber, nous souhaitons participer collectivement à sa transformation.

Ce dossier propose un espace pour nourrir cette réflexion. Il est une mise en dialogue des apports des réflexions féministes – issues du monde militant comme de la recherche – avec les pratiques du secteur de la solidarité internationale.

Il s'agit d'une invitation à l'autoréflexivité, à la reconnaissance des biais intériorisés qui nous façonnent et à la visibilité de pensées et outils issues des approches féministes et décoloniales.

Les chercheur-se-s, militant-e-s, théoricien-ne-s et philosophes féministes nous interpellent depuis longtemps. Leurs analyses et pistes d'actions offrent des clés précieuses pour faire évoluer nos approches. Faire preuve d'écoute et utiliser ces ressources est une première étape indispensable.

Ce dossier ne prétend pas à l'exhaustivité. Il ouvre des pistes, propose des outils, et invite à poursuivre le travail pour renforcer la solidarité internationale. Repenser son efficacité au prisme de la justice sociale n'est pas un simple souhait, c'est une nécessité, sur laquelle repose la justification même de l'existence de nos structures et de nos initiatives.



04

Notes

1. Le courant des « subaltern studies », ou études subalternes, s'est formé au début des années 1980 à partir d'une critique des approches dominantes de l'histoire de l'Asie du sud, en particulier au sujet du rôle des mouvements paysans dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde. L'historien Ranajit Guha utilise le terme de *subaltern studies* pour la première fois, le mot « subalterne » désignant « l'attribut général de la subordination dans la société sud-asiatique, qu'il soit exprimé en termes de classe, de caste, d'âge, de sexe et de fonction ou de toute autre manière ». Les études subalternes visent à mettre au jour l'histoire de groupes qui, dans les archives coloniales et nationalistes, ont été relégués à la marge ou n'ont pas été documentés du tout. En se tournant vers les récits populaires de l'histoire publique et de la mémoire afin de combattre ce que Guha qualifie d'« élitisme », le groupe d'études subalternes s'est attaché à récupérer, examiner et privilégier l'action de la classe inférieure au sein des réseaux du capitalisme, du colonialisme et du nationalisme.
2. On doit le concept de « colonialité du savoir » aux penseur-se-s décoloniaux-ales latino-américain-e-s du XX^e siècle, comme Anibal Quijano, qui ont développé cette notion en parallèle de leurs réflexions sur la colonialité du pouvoir. Iels dénoncent la prétendue « objectivité » des sciences et l'invisibilisation et la décrédibilisation dont ont fait l'objet des formes de connaissances et de savoirs indigènes en parallèle de la colonisation, et qui se perpétuent aujourd'hui dans la façon dont sont produites et diffusées les connaissances à l'échelle mondiale.
3. Consultez la fiche de lecture 1.
4. À ce sujet, les travaux d'Esther Boserup, dès les années 1970, ont démontré que les femmes sont les grandes perdantes de la poursuite du modèle de développement lié à la « modernisation ». Lire BOSERUP Esther, *Women's Role in Economic Development*, 1970.
5. Consultez la fiche de lecture 2 : VERSCHUUR Christine et DESTREMAU Blandine, « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde* 2012/1 (N°209), 7-18, Ed. Armand Colin, 2012.
6. Consultez la fiche de lecture 3.
7. Ibid
8. Ibid
9. Ibid
10. Ibid
11. SITKIN Lea, *It's Up to You: Why Neoliberal Feminism Isn't Feminism at All*, 2017.
12. BOSERUP Esther, *Women's Role in Economic Development*, 1970.
13. Pour en savoir plus sur les différentes approches qui ont vu le jour et le contexte dans lequel elles ont connu de l'adhésion ou ont été abandonnées, nous vous encourageons à consulter le Module 1 « Approche féministe à la solidarité internationale » de la trousse de formation « Une approche féministe à la coopération internationale (2020) » proposée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), consultable sur ce lien. Résumé dans la fiche de lecture 4.
14. Sous l'impulsion du comité des femmes (*Women's Caucus*), fondé en 1970, de l'*African Studies Association*, paraissent successivement un numéro spécial d'*African Studies Review*, (XVIII, 3, 1975) et un livre (1976) portant le même titre : *Women in Africa: Studies in social and economic change*, tous deux coordonnés par HAFKIN Nancy J. et BAY Edna G.
15. GOERG Odile, « Histoire des femmes et perspective de genre en Afrique, essai de synthèse », *Ving-cinq ans après*, édité par Enrica Asquer et al., Publications de l'École française de Rome, 2019.
16. Cf. la naissance de l'AFARD (Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement) en 1977 à l'issue du colloque intitulé « Pour la décolonisation de la recherche ».
17. Oyèwùmi, 2002; Verschuur, 2009 et 2019; Abadie, 2017; Onibon, 2021.
18. Pour en savoir plus : FALQUET Jules, *De gré ou de force: les femmes dans la mondialisation*, La Dispute, 2008.
19. VERSCHUUR Christine, « Quel genre? Résistances et mésententes autour du mot « genre » dans le développement », *Revue Tiers Monde* 2009/4 (n° 200), 785-803, 2009. Consultez la fiche de lecture 6.
20. OLIVIOUS Elizabeth, « Constructing Humanitarian Selves and Refugee Others: Gender Equality and the Global Governance of Refugees », *International feminist journal of politics*, 18(2): 270-290, 2015. Consultez la fiche de lecture 7.
21. Au cours des dernières années, Equipop s'est mobilisée pour défendre l'adoption d'approches résolument féministes de la lutte contre le VIH-sida, au-delà des approches biomédicales. Pour en savoir plus sur ce plaidoyer, consultez nos articles sur une lutte féministe contre le VIH-sida. Lien et Lien
22. À ce sujet, écoutez les propos de Chamindra WEERAWARDHANA dans la conférence « Repenser le féminisme et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds » organisée en mars 2022 par la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Voir la fiche de lecture 8.
23. ARRIZZA Cinzia, BHATTACHARYA Tithi et FRASER Nancy, *Féminisme pour les 99%: un manifeste*, La Découverte, 2019.
24. Consultez la fiche de lecture 9.
25. Pour une réflexion sur les liens entre la critique du « système-monde », qui porte sur les structures économiques et géopolitiques, et les approches décoloniales qui apportent une critique culturelle du capitalisme mondial, lire : VERSCHUUR Christine, GUERIN Isabelle, HILLENKAMP Isabelle, « Pourquoi croiser l'économie féministe et l'économie sociale et solidaire? ». *Une économie solidaire peut-elle être féministe?* édité par Christine Verschuur et al., Graduate Institute Publications, 2015.
26. Pour en savoir plus : Reporterre, « Scandale du chlordécone: la justice prononce un non-lieu », 2023.

27. Fiche de synthèse, *Repenser les féminismes et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds: Les incontournables féminismes décoloniaux*, Septembre 2022. Sur la base du compte rendu et de la vidéo de la table ronde réalisée le 8 mars 2022 et intitulée «L'incontournable féminisme décoloniale», cette fiche synthèse est corédigée par (en ordre alphabétique): Chamindra Weerawardhana (autrice, professeure, chercheuse et analyste politique), Isabelle Auclair (professeure agrégée au département de management et titulaire de la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés), Jade St-Georges (doctrante en management à l'Université Laval); Katherine Robitaille, doct-rante en management à l'Université Laval), Mounia Chadi (coordonnatrice du Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'AQOCI), Nohely Guzman Narváez (cofondatrice et coordonnatrice de recherche à la Jasy Renyhê, Asociación de Investigadoras Indígenas, Campesinas y Urbanas), Rose Ndengue (professeure adjointe à l'Université Glendon-York) et Sofia Zaragocin (professeure et chercheuse adjointe à la Universidad San Francisco de Quito). Consultable sur ce lien.
28. La positionnalité est un concept issu des sciences sociales, qui réfère à l'impact des structures de pouvoir explicites et implicites sur le processus de recherche, sur les relations entre le ou la chercheur-se et les personnes étudiées. La notion de positionnalité induit que la situation personnelle (sociale, historique, politique etc), d'un-e chercheur-se influence ses orientations, et que tout processus de recherche est impacté par une part de subjectivité liée à cette situation du ou de la chercheur-se. Ce concept remet en cause la possibilité d'un travail de recherche «neutre», au profit de «savoir situés» ou «positionnés» — conceptualisés par Donna Haraway (1988) et Sandra Harding (2012).
29. Consultez la fiche de lecture 10 du guide de CREA «Alliances féministes: principes et pratiques» (2021).
30. Comme le décrit CREA dans son guide sur les alliances féministes (cf. note de bas de page précédente), «L'alliance féministe doit faire preuve de solidarité de manière concrète (...) elle doit être prête à prendre publiquement position pour se soutenir les uns les autres, en particulier en temps de crise. Dans notre étude de cas, les travailleuses du sexe ont considéré qu'il s'agissait d'un principe et d'une pratique importants, étant donné que peu d'organisations féministes avaient été disposées à soutenir ouvertement les droits des travailleur-se-s du sexe. (...) Ce principe est tout aussi pertinent dans de multiples contextes: par exemple, la demande des femmes racisées aux femmes blanches de prendre publiquement position contre le racisme et le néocolonialisme, ou la demande des femmes palestiniennes aux féministes juives de condamner les politiques d'oppression du gouvernement israélien.»
31. Voir à ce sujet: Black Feminist Fund, «Where is the money for the black feminist movement», 2023; Association for Women in Development (AWID), «Vers un écosystème de financement féministe», 2019; FRIDA (le Fonds des jeunes féministes) et AWID, «Courageuses, créatives, résilientes. Les organisations de jeunes féministes dans le monde: un état des lieux», 2016.
32. Voir à ce sujet: CRIAW-ICREF Institut canadien de recherches sur les femmes, «Un guide pour construire la solidarité féministe intersectionnelle», Ottawa, 2021. Consultez la fiche de lecture 11.
33. Ibid
34. À ce sujet, consultez la fiche de lecture n°10 du guide de CREA, «Alliances féministes: principes et pratiques», 2021.
35. STARHAWK, Comment s'organiser? Manuel pour l'action collective, Cambourakis, 2021.
36. Pour en savoir plus sur ce sujet: MERCHANT Carolyn, *La mort de la nature. Les femmes, l'écologie et la révolution scientifique*, 1980 (traduit en français par Margot Lauwers en 2021); EHRENREICH Barbara, ENGLISH Deirdre, *Sorcières, sage-femmes et infirmières: une histoire des femmes soignantes*, 1973 (traduit en français par L. Lame aux ed. Cambourakis, 2023); FEDERICI Silvia, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Entremonde, 2017.
37. Pour en savoir plus sur ce sujet: Memmi Machado, S., Fournier, J., Gueye, C., Gal-Regniez, A., Lorre, S., Petitpas, E., Pobel, D. et Reine Yameogo, S. (2025). *La démocratie en santé: adopter une approche féministe pour lutter contre les oppressions sociales*. Santé Publique, 37(1), 37-41.; Programme FONDEMSAN, Equipop, «Repenser les rapports de pouvoirs et de savoirs. Mobiliser la démocratie en santé pour faire avancer les droits et la santé sexuelle et reproductifs des adolescent-e-s et jeunes», 2024; Equipop, «JEV — Le guide pédagogique pour une démocratie en santé féministe», 2024.
38. On peut ici penser à la *Women's Pentagon Action*, en 1980, lors de laquelle 2000 femmes se sont réunies autour du Pentagone aux USA pour protester contre la course à l'armement nucléaire, ou encore au mouvement Chipko, initié dans les années 70 en Inde et au sein duquel des villageoises ont enlacé des arbres pour s'opposer à l'exploitation commerciale de leurs forêts.
39. Voir Page 18 section «Evènements et réunions» dans CRIAW-ICREF Institut canadien de recherches sur les femmes. «Un guide pour construire la solidarité féministe intersectionnelle», Ottawa, 2021. Consultez la fiche de lecture 12.
40. Pour en savoir plus: FRANCOIS Camille, GILBERT Pierre, KEYHANI Narguesse, MASCLET Camille, «Espaces non mixtes: l'entre-soi contre les inégalités?», Revue Métropolitiques, 2021.
41. Pour en savoir plus: AKIYODE-AFOLABI Abiola, "Political participation, feminist organising and the creation of inclusive democratic spaces", Friedrich Ebert Stiftung, 2020. Consultez la fiche de lecture 9
42. Pour en savoir plus, lire les ouvrages de FEDERICI Silvia, *Caliban et la sorcière*, Entremonde, 2024; *Le capitalisme patriarcal*, Ed. La fabrique, 2019.
43. Amnesty, «Israël et territoire palestinien occupé. Une enquête d'Amnesty International conclut qu'Israël commet un génocide contre les Palestiniens et Palestiniennes à Gaza», 2024.
44. Lire Rose Ndengue, page 5 dans «Repenser les féminismes et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds: les incontournables féminismes décoloniaux», par la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2022. Consultez la fiche de lecture 8.
45. Lire FERNANDES Marianna et MANUSSE Rosete, "Feminist Solidarity in the Resistance and Construction of Alternatives to Extractivism", Friedrich Ebert Stiftung, 2017. Consultez la fiche de lecture 13. McFADDEN Patricia et TWASIIIMA Patricia, "A feminist conversation: situating our radical ideas and energies in the Contemporary African context, Friedrich Ebert Stiftung, 2018. Consultez la fiche de lecture 5.
46. Lire les travaux de ROUSSEAU Juliette, et son dernier ouvrage *Péquenaudes*, Ed. Cambourakis, 2024.
47. Lire Rose Ndengue, page 7 dans «Repenser les féminismes et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds: les incontournables féminismes décoloniaux», par la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2022. Consultez la fiche de lecture 8.
48. Lire page 12 dans CRIAW-ICREF Institut canadien de recherches sur les femmes, «Un guide pour construire la solidarité féministe intersectionnelle», Ottawa, 2021. Consultez la fiche de lecture 11.
49. Pour en savoir plus: Oxfam, «Feminist Influencing basket of resources», 2024; IN'T ZANDT Katinka, DRION Claudine, *Pédagogie corporelle et bien-être: dans les formations féministes*, Le monde selon femmes, 2023.
50. Dès 2007, Jane Barry et Jelena Dordevic publiaient *À quoi sert une révolution si on ne peut pas danser?* un ouvrage issu de la collecte de nombreuses expériences de femmes à travers le monde illustrant les difficultés des activistes des droits des femmes à gérer leur quotidien et à se prémunir des problèmes de santé physique et mentale liés à l'épuisement.
51. Pour en savoir plus: RONDEROS Katherine, «*Le bien-être, le self-care et la sécurité: en quoi est-ce important pour le féminisme?*», AWID, 2012 et FRIDA, "Practising individual and collective self-care at FRIDA", 2016.
52. BARRY Jane, *Integrated security, the manual*, 2011. Livre contenant de nombreuses propositions pour les organisations qui souhaitent mettre en place des pratiques et politiques intégrées de sécurité. Ce manuel inclut quatre grands axes: l'accès à des espaces sûrs à 100%, des moments pour réfléchir discuter et évaluer tous les aspects de la vie, du travail, de la sécurité et du bien-être, l'esprit d'intersolidarité et l'estime de soi: https://integratedsecuritymanual.org/app/uploads/2024/01/integratedsecurity_themanual_1.pdf.
53. Ibid.
54. FAHSI Zineb, *Le Yoga, nouvel esprit du capitalisme*, Ed. Textuel, 2023. Un essai critique sur les appropriations du yoga au service de perspectives individualistes néolibérales, faisant porter aux individus la responsabilité de composer avec les exigences du capitalisme, et où elle propose une pratique du yoga dans une perspective politique et émancipatrice.
55. TESTE Camille, *Politiser le bien-être*, Ed. Binge Audio, 2023. Livre dans lequel elle propose de «hacker les pratiques de bien-être pour en faire de puissants outils d'émancipation et de changement politique.»
56. HARRIS Aisha, "A History of Self-Care, From its radical roots to its yuppie-driven middle age to its election-inspired resurgence", 2017. Livre qui revient sur l'histoire radicale du self-care.

05

Bibliographie

Ressources académiques

- ABADIE Delphine, « *Le féminisme de la frontière, une heuristique décoloniale* », *Philosophiques*, 44(1), 123-130, 2017
- ALEXANDER M. Jacqui et MOHANTY Chandra Talpade, *Feminist genealogies, colonial legacies, democratic futures*, 1997
- ARRIZZA Cinzia, BHATTACHARYA Tithi et FRASER Nancy Fraser, *Féminisme pour les 99% : un manifeste*, La Découverte, 2019
- BAHAFFOU Myriam, *Des paillettes sur le compost. Ecoféminismes au quotidien*, Ed. Le passager clandestin, 2022
- BARRY Jane et DORDEVIC Jelena, *À quoi sert une révolution si on ne peut pas danser ?*, 2007
- BARRY Jane, *Integrated security, the manual*, 2011
- BOSERUP Esther, *Women's Role in Economic Development*, 1970
- CORNWALL Andrea, "Revisiting the 'Gender Agenda'", *IDS Bulletin*, 38(2), 2007
- CRENSHAW Kimberlé Williams, *Cartographie des marges, intersectionnalité, politique d'identité et violences contre les femmes de couleur*, 1994
- EHRENREICH Barbara, ENGLISH Deirdre, *Sorcières, sage-femmes et infirmières : une histoire des femmes soignantes*, 1973 (traduit en français par L. Lame aux ed. Cambourakis, 2023)
- FALQUET Jules, « Genre et développement : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la conférence de Pékin », *On m'appelle à régner*, édité par Reysoo F. et Verschuur C., Graduate Institute Publications, 2003
- FALQUET Jules, *De gré ou de force : les femmes dans la mondialisation*, La Dispute, 2008
- FAHSI Zineb, *Le Yoga, nouvel esprit du capitalisme*, Ed. Textuel, 2023
- FEDERICI Silvia, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Entremonde, 2017
- FEDERICI Silvia, *Le capitalisme patriarcal*, Ed. La fabrique, 2019
- FERNANDES Marianna et MANUSSE Rosete, "Feminist Solidarity in the Resistance and Construction of Alternatives to Extractivism", *Friedrich Ebert Stiftung*, 2017
- FRANCOIS Camille, GILBERT Pierre, KEYHANI Narguesse, MASCLET Camille, « Espaces non mixtes : l'entre-soi contre les inégalités ? », *Revue Métropolitiques*, 2021
- HAFKIN Nancy J. et BAY Edna G., *Women in Africa: Studies in social and economic change*, 1976
- GOERG Odile, « Histoire des femmes et perspective de genre en Afrique, essai de synthèse », *Ving-cinq ans après*, édité par Enrica Asquer et al., Publications de l'École française de Rome, 2019
- GUHA Ranajit, *Dominance without Hegemony: History and Power in Colonial India*, 1998
- HARAWAY Donna, "Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective", *Feminist Studies*, 14(3), 575—599, 1988
- HARDING Sandra, "Objectivity and Diversity," in *Encyclopedia of Diversity in Education*, ed. James Banks, 2012
- HARRIS Aisha, *A History of Self-Care, From its radical roots to its yuppie-driven middle age to its election-inspired resurgence*, 2017
- IN'T ZANDT Katinka, DRION Claudine, *Pédagogie corporelle et bien-être ; dans les formations féministes*, Le monde selon femmes, 2023
- LORDE Audre, *Sister outsider ; essais et propos sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme*, 1984 (Traduit par M. Calise, Mamamelis, 2018)
- McFADDEN Patricia et TWASIIMA Patricia, "A feminist conversation: Situating our radical ideas and energies in the contemporary African context", *Friedrich Ebert Stiftung*, 2018.
- MERCHANT Carolyn, *La mort de la nature. Les femmes, l'écologie et la révolution scientifique*, 1980 (traduit en français par Margot Lauwers en 2021)
- OLIVIOUS Elizabeth, "Constructing Humanitarian Selves and Refugee Others: Gender Equality and the Global Governance of Refugees", *International feminist journal of politics*, 18(2): 270-290, 2015

- ONIBON Doubogan Y., « Les mouvements féministes et les savoirs locaux endogènes en matière d'éducation au Bénin : une relation d'altérité pour une décolonisation du féminisme africain », *Recherches féministes*, 34(2), 33–50, 2021
- OYEWUMI Oyeronke, "Conceptualizing gender: the euro-centric foundations of feminist concepts and the challenge of african epistemologies", dans *Jenda: A Journal of Culture and African Women Studies*, 2(1), 2002
- ROUSSEAU Juliette, *Péquenaudes*, Ed. Cambourakis, 2024
- SITKIN Lea, *It's Up to You: Why Neoliberal Feminism Isn't Feminism at All*, 2017
- STARHAWK, *Comment s'organiser ? Manuel pour l'action collective*, Cambourakis, 2021.
- SWEETMAN Caroline, « Introduction, Feminist Solidarity and Collective Action », *revue Gender & Development*, 21(2), 2013
- TESTE Camille, *Politiser le bien-être*, Ed. Binge Audio, 2023
- VERGES Françoise, *Un féminisme décolonial*, La Fabrique, 2019
- VERSCHUUR Christine, *Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot « genre » dans le développement*, *Revue Tiers Monde* 2009/4 (n° 200), 785-803, 2009
- VERSCHUUR Christine et DESTREMAU Blandine, « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde* 2012/1 (N°209), 7-18, Ed. Armand Colin, 2012
- VERSCHUUR Christine, GUERIN Isabelle, HILLENKAMP Isabelle (2015), « Pourquoi croiser l'économie féministe et l'économie sociale et solidaire ? ». *Une économie solidaire peut-elle être féministe ?* édité par Christine Verschuur et al., Graduate Institute Publications, 2015
- QUIJANO Anibal, « Race et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, 51, 111-118, 2007

Conférences

- Conférence « *Le féminisme décolonial en pratique : discutons-en !* » organisée par la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2022.
- Conférence « Repenser le féminisme et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds » organisée par la Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2022.
- Podcast Les nuits de France Culture, intervention Françoise Vergès, 15 septembre 2019.

Rapports et articles

- Amnesty, « Israël et territoire palestinien occupé. Une enquête d'Amnesty International conclut qu'Israël commet un génocide contre les Palestiniens et Palestiniennes à Gaza », 2024
- AKIYODE-AFOLABI Abiola, « Political participation, feminist organising and the creation of inclusive democratic spaces », *Réflexions féministes*, Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain, Décembre 2020
- Association for Women in Development (AWID), « Vers un écosystème de financement féministe », 2019
- Black Feminist Fund, « Where is the money for the black feminist movement », 2023
- Chaire Claire-Bonenfant — Femmes, Savoirs et Sociétés (CCB) de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), « Repenser les féminismes et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds : les incontournables féminismes décoloniaux », 2022

- CRIAW-ICREF Institut canadien de recherches sur les femmes, « Un guide pour construire la solidarité féministe intersectionnelle », Ottawa, 2021
- Equipop, « La lutte contre le SIDA doit être féministe ! », 2020 ; Equipop, « La lutte contre le SIDA doit être féministe ! Suivez Equipop à la Conférence Aids 2022 à Montréal », 2022
- Equipop, : Memmi Machado, S., Fournier, J., Gueye, C., Gal-Regniez, A., Lorre, S., Petitpas, E., Pobel, D. et Reine Yameogo, S. (2025). « La démocratie en santé : adopter une approche féministe pour lutter contre les oppressions sociales ». *Santé Publique*, 37(1), 37-41. <https://stm.cairn.info/revue-sante-publique-2025-1-page-37> ; FONDEMSAN, « Repenser les rapports de pouvoirs et de savoirs. Mobiliser la démocratie en santé pour faire avancer les droits des adolescent·e·s et jeunes », 2024 ; Equipop, « JEV — Le guide pédagogique pour une démocratie en santé féministe », 2024

- FRIDA (le Fonds des jeunes féministes) et AWID, « Courageuses, créatives, résilientes. Les organisations de jeunes féministes dans le monde : un état des lieux », 2016
- FRIDA, « Practising individual and collective self-care at FRIDA », 2016
- OXFAM Novib, "Feminist influencing basket of resources", 2024
- RONDEROS Katherine, AWID , « Le bien-être, le self-care et la sécurité : en quoi est-ce important pour le féminisme ? », AWID, 2012

Presse

- Reporterre, « Scandale du chlordécone : la justice prononce un non-lieu », 2023

Formations

- Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), « Une approche féministe à la coopération internationale », 2020

06

Fiches de lecture

Le féminisme décolonial en pratique : discutons-en !

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Conférence (enregistrement vidéo)

DATE

Septembre 2022

AUTEUR·RICE(S)

AQOCI. Conférence animée par Mounia Chadi, directrice du CQFD de l'AQOCI, et Miriam Nobre, de la chaire Claire-Bonenfant

MOTS-CLÉS (#)

colonialité; coopération internationale; féminismes décoloniaux; colonialité du savoir; positionnalité; intersectionnalité; corps territoires: Abya Yala; féministes autochtones; transféministes; anti-impérialisme; Amérique Latina; féministes noires / afroféministes

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

En introduction à la conférence, Mouna Chadi rappelle que les concepts décoloniaux sont cooptés et vidés de leur sens politique par les parties puissantes. À sa suite, Miriam propose un retour sur la table ronde du 8 mars 2022 sur les féminismes décoloniaux et rappelle ce que l'on entend par intersectionnalité: chaque système d'oppression existe en soi, mais les différents systèmes forment un nœud et c'est ce nœud qu'on doit attaquer pour surmonter les systèmes d'oppression. Ils ne sont pas hiérarchisés. Ainsi, à partir des expériences des personnes qui sont exposées à de multiples formes d'oppression, il faut comprendre et analyser comment les systèmes oppresseurs s'organisent et chercher des solutions pour les surmonter. Elle revient sur les différents courants de féminismes décoloniaux qui ont émergé dans la table-ronde du 8 mars 2022, et évoque trois notions au cœur de ces luttes: les corps, les territoires, la mémoire et les mots. «*L'appropriation des mots qu'on a construits dans nos luttes, c'est une forme de cooptation. On a nommé le genre comme une explication de la construction sociale de ce qu'est être un homme et une femme, et quand cette notion est entrée dans les institutions on a enlevé un certain contenu de ce concept et de nos luttes*».

Elle propose plusieurs pistes pour explorer la question des féminismes décoloniaux dans la coopération internationale, à partir de la reconnaissance de l'existence dans ce secteur de rapports de pouvoir et de l'existence de «parties puissantes». Elle énonce trois sentiers pour la réflexion: 1) actions collectives et collaboratives, 2) co-construction des agendas, 3) «la gestion administrative est politique».

Elle introduit ensuite les problématiques autour desquelles sont animés les discussions de groupe :

- Comment les principes et concepts comme l'intersectionnalité, l'approche genre, la décolonisation de l'aide... sont mis en pratique dans les programmes de CI ou SI, et devraient être revus à la lumière des réflexions sur les féminismes décoloniaux ?
- En pratique, comment responsabiliser les parties puissantes actuelles (bailleurs, organisations, universités...) de la CI et la SI de sorte à transformer les rapports de pouvoir sexistes, racistes, colonialistes, etc. et agir comme des alliées ?

Au fil de la restitution, plusieurs idées clés sont partagées par les portes-paroles des groupes de travail :

- L'importance de centrer les partenariats sur les besoins des organismes locaux, et de partir des solutions locales en les identifiant et en les soutenant.
- L'enjeu de codévelopper les capacités, cesser le renforcement de capacités unidirectionnel et parfois non contextualisé (apports descendants de valeurs issues des contextes du Nord global). Les notions de genre peuvent être perçues de manière complètement différente selon le contexte. On peut aussi être confronté·e à des tabous: quand ils existent il faut aussi les écouter !
- L'importance de pouvoir se questionner au quotidien sur nos pratiques au sein de nos organisations: comment on fait une place aux personnes issues de plusieurs horizons, comment on est inclusif·ve·s ?
- La possibilité de travailler à redéfinir les termes d'intersectionnalité, décolonisation, genre, avec les populations.
- Repenser les rapports partenariaux à tous les niveaux, politique, social et économique
- Favoriser les espaces de discussion et d'échanges avec les personnes à la base
- Arrêter avec l'idée que « nous — au Nord global — savons mieux »: c'est colonial. Réfléchir à qui prend les décisions dans nos organisations, et au-delà dans le système et les structures de la coopération.
- Reconnaître nos propres biais et la façon dont on reproduit des structures coloniales, analyser les risques qu'on peut et est capable de prendre, porter ces messages de façon courageuse auprès des bailleurs
- Changer de langages! travailler en français, anglais, espagnol, c'est excluant.
- Sortir des approches uniquement individualistes de l'empowerment qui excluent la possibilité de faire émerger des solutions collectives et des actions collectives
- Le constat d'une certaine déconnexion entre les ONG impliquées dans les projets de coopération dans les pays du Sud et le mouvement féministe dans ces territoires: nécessité d'encourager cette connexion.

En conclusion, plusieurs points clés sont à retenir de cette conférence :

- **L'indissociabilité entre les processus individuels et collectifs :** chacun·e d'entre nous est interpellé·e par la notion d'intersectionnalité et est amené·e à réfléchir sur ses positions de privilège. Il n'y a pas de hiérarchie ou d'ordre chronologique dans l'action sur le niveau individuel et le niveau collectif, et il peut arriver des retours en arrière. On observe une montée des conservatismes très violente contre les femmes, les personnes noires et toutes les personnes ne s'inscrivant pas dans la norme.
- **Si on est d'accord que pendant des années, la coopération a été un outil de néocolonialisme, il faut se questionner sur les structures de la coopération.** Une piste proposée par Miriam Nobre : demander aux personnes « que sentez-vous, dans votre ventre, quand vous entendez « besoins », « bénéficiaires »... ? ». Elle énonce ensuite : « l'usage de ces mots et ces conceptions donnent l'impression qu'on oublie qu'on essaie d'être vivants dans un système qui ne veut pas qu'on vive, qu'on défend nos territoires et nos vies face à des attaques continues. On sait quels sont nos besoins, ça n'est pas la question. C'est une question de structures et de rapports de force. Nos savoirs sont aussi tellement colonisés qu'il faut lutter pour démanteler ces structures. ». Elle reprend ensuite le terme de « l'imaginaire de la coopération », proposé par une participante, et invite à travailler autour de cet imaginaire pour repenser la coopération.
- **Il existe dans notre secteur des parties puissantes :** Il peut être intéressant de s'atteler à cartographier les parties puissantes dans le secteur de la coopération / solidarité internationale. Par exemple, l'OCDE ou d'autres organismes : qu'imposent-ils qui limitent les possibilités d'action, qui dépasse les contraintes propres à chaque contexte (par exemple la présence d'un gouvernement conservateur) ?
- **Avec l'émergence des approches « multi-stakeholders » et le partenariat public/privé, on observe un phénomène de cooptation des structures de coopération internationale par les corporations transnationales.** Ces corporations sont des parties puissantes avec un rapport de force immense. Il est important de se demander comment peut-on évoluer dans des rapports de pouvoir aussi forts ?
- **Les processus dans lesquels sont engagées les participant·e·s à cette conférence ou à d'autres initiatives de ce type sont réels et porteurs d'espoirs.** Il existe une réelle volonté de co-créer et de réfléchir collectivement à ces enjeux.
- **Il est important de rester vigilant·e·s au revers des mots, à nos mécanismes et nos processus :** on observe que certaines organisations qui maîtrisent les mots et les aspects techniques peuvent très bien les utiliser pour obtenir des fonds, du soutien, sans pour autant agir sur le terrain, et vice-versa. Des associations qui font un excellent travail de terrain et ont réellement une approche intersectionnelle sont parfois invisibilisées. Dans ce sens, il est important de tenir compte de ce biais et de ne pas donner autant d'importance aux mots pour considérer en premier lieu les actions de terrain.

→ **Le concept de positionnalité et nos différences doivent être au cœur de nos actions :** Nous avons de multiples savoirs, et nous apprenons beaucoup avec des personnes qui sont dans différents espaces, différentes positions. Pour pouvoir faire usage de ces savoirs précieux, il faut se poser la question de comment donner plus d'espace à celles qui ont été moins écoutées, et ça implique notamment de se poser la question du langage. En utilisant toujours les mêmes langues, ça limite les mots qu'on a pour évoquer nos sentiments, nos conceptions, nos rêves... On a besoin de faire de la place aux langages qui sont ancrés dans nos territoires.

CITATIONS

« Pour décoloniser, il faudrait déconstruire tout un système pour pouvoir mieux le reconstruire. »

(36'42)

Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds.

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Article publié dans la Revue Tiers Monde 2012/1 (N°209), pages 7 à 18, Editions Armand Colin

DATE

Janvier-Mars 2012

AUTEUR-RICE(S)

Christine Verschuur et Blandine Destremau

Christine Verschuur est professeure, chercheuse, fondatrice de la revue Cahiers Genre et Développement, de la collection Genre et développement — Eclairages, et de la collection Genre et développement — Rencontres. Blandine Destremau est sociologue et directrice de recherche au CNRS, spécialisée dans la sociologie de la protection sociale, de l'assistance et de l'action sociales dans les pays en développement ; la sociologie du genre, de l'individu et de la famille, et l'évolution des catégories d'intervention et transformations des formes des solidarités internationales et rôle des organisations internationales multilatérales, et de la société civile.

MOTS-CLÉS (#)

féminismes décoloniaux ; genre et développement ; études postcoloniales ; colonialité du pouvoir ; division internationale du travail ; féminisme soft ; colonisation discursive ; black feminism

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet article, C. Verschuur et C. Destremau commencent par cadrer la notion de féminismes décoloniaux en redéfinissant le terme de postcolonial, celui de décolonial ou encore de colonialité du pouvoir. Elles reviennent sur l'émergence dans les années 80 des études postcoloniales dans le cadre d'une remise en cause de l'Histoire écrite, dite et pensée par les occidentaux et des grands concepts qui en découlent (modernité, race, patriarcat, famille, lutte des classes, démocratie, universalisme, liberté...). Elles présentent le champ des études post-coloniales comme un courant visant à dépasser les conceptions binaires structurant la conception du monde issue de cette construction occidentale. Elles reviennent aussi sur les critiques qui ont été adressées au terme « post-colonial » (renvoi au mythe de « l'authenticité des cultures », négation des formes actuelles de domination à l'échelle mondiale, vision linéaire du temps et de la modernité). Elles explicitent leur choix d'utiliser le terme décolonial, issu notamment des mouvements en Amérique Latine, pour penser à partir du contexte historique et politique des sociétés concernées et tenir compte des structures économiques et des rapports de dominations générés par l'ordre mondial, et invitent à une « décolonisation de la pensée ». Elles insistent aussi sur l'induction par l'approche féministe décoloniale d'une prise en compte des effets de la division internationale du travail productif et reproductif sur les femmes et leurs expériences.

Elles reviennent ensuite sur l'inscription des mouvements féministes et de femmes dans l'élaboration des pensées décoloniales, et reviennent sur les premières apparitions de ces mouvements dès le XIX^e siècle dans de nombreux pays, en Amérique latine (premier congrès féministe d'Amérique latine en 1910 en Argentine et grèves d'ouvrières et de femmes), au Brésil (rôle des femmes noires dans les quilombos, première association de travailleuses domestiques), aux Etats-Unis (émergence du mouvement black feminism et critique de la pensée dominante féministe, mise en lumière des liens entre race, classe et sexe), en Inde (organisations nationales de femmes et luttes pour le principe d'égalité de genre)... Elles retracent

ensuite l'histoire plus récente de l'institutionnalisation «du» féminisme et des études et politiques «genre et développement», et l'émergence de tensions entre un courant dominant, libéral et occidental, et d'autres formes de féminismes, dès la première Conférence mondiale sur les femmes en 1975 à Mexico. Les autrices énoncent ainsi les critiques émises face à cette institutionnalisation du genre, dont celle de la dépolitisation de mouvements et revendications, et de l'essor d'un «féminisme soft» au détriment de revendications et résistances décoloniales. De nombreuses penseuses, militantes et théoriciennes contestent l'émergence de ce féminisme harmonisé et lissé, prédominé par un courant libéral, et lui reprochent également de construire une image homogénéisante des «femmes du Sud», une image coloniale de «la femme du Sud», qui ne prennent pas en compte les différences de race, de classe, de caste... niant ainsi les capacités des femmes — dans leur diversité — vivant sur les territoires faisant l'objet des politiques et programmes de développement.

Cet article permet aux autrices d'introduire le dossier qui le suit, et d'explicitier le choix de constituer ce dernier à travers des textes d'auteur-riche-s issu-e-s de pays du Sud, aux visions plurielles et hétérogènes. Elles rappellent également les enjeux de la parole située et contextualisée, faisant écho à la notion de positionnalité (abordée par d'autres textes lus dans le cadre de ce travail) et de réflexivité.

CITATIONS

“La perspective féministe décoloniale fait ainsi le lien entre la dimension symbolique, construite et culturelle des rapports de genre, et leur dimension économique et politique, du niveau domestique au local et global. Cette perspective se centre aussi sur les luttes pour des droits économiques et sociaux, en s'intéressant au lieu spécifique à partir duquel les femmes prennent la parole dans la lutte sociale.»

“Les mouvements féministes et de femmes ont amplement participé à ces réflexions et ces cheminements politiques, associant décolonisation et «dépatriarcalisation» des pensées, des savoirs et des structures. Ils ont joué un rôle fondamental dans la formulation et l'expression contestataire à l'encontre des ordres idéologiques, politiques, économiques, environnementaux et sociaux, familiaux et de genre, sur lesquels s'est appuyé la mondialisation du capitalisme au cours du dernier demi-siècle et, sous son couvert, le développement.»

“Cependant, parfois dénoncé comme étant trop lié à la pensée féministe occidentale, l'outil analytique du genre est considéré par certain-es comme un buzzword, un mot à la mode, introduit par les discours et programmes de la coopération internationale. Est également contestée la dépolitisation, l'«instrumentalisation» ou encore la banalisation ou la «récupération» de certains mouvements et revendications qui pénètrent ou se trouvent happés dans les cercles institutionnels, associatifs et des organisations multilatérales, y subissent l'épreuve des négociations et compromis politiques, et sont soumis à d'autres impératifs politiques et stratégiques, dont ceux des carrières de leurs porte-parole.»

“Considérant que les grandes conférences internationales ou les écrits majeurs étaient dominés par une pensée hégémonique féministe occidentale, qui marquait les orientations de nombreux programmes de coopération au développement, une démarche de décolonisation de la pensée féministe, inspirée par des militantes et des théoriciennes issues de la migration, des femmes racisées, des militantes et théoriciennes dans les pays du Sud a été entreprise. Celle-ci s'est appuyée sur les propres processus et pratiques des mouvements féministes des Suds, sur leur histoire, tout en s'appropriant et re-signifiant certains enjeux présents dans l'agenda international (voir les articles de Chaudhuri, Millán, Hernández Castillo par exemple).»

“Tant la complexité que la richesse de la pensée féministe ont longtemps été méconnues par les chercheurs «du développement», ou plus largement par les chercheurs travaillant sur des questions localisées dans les pays en développement ou des Suds, ou sur les relations internationales. Il n'est que de voir le cloisonnement des travaux entre études de genre/féministes, d'un côté, et de l'autre les travaux menés par économistes, politologues, sociologues sur des questions qui éludent l'analyse des rapports sociaux de sexe qui leur sont sous-jacents et tiennent peu compte des énonciations des mouvements féministes et de femmes sur ces questions.»

“Le capitalisme n'est pas seulement un système économique (paradigme de l'économie politique), ni seulement un système culturel (paradigme des études culturelles/postcoloniales version anglo-saxonne), mais un réseau global de pouvoir, qui comprend des processus économiques, politiques et culturels dont l'ensemble maintient le système» (Escobar, 2000 cité par Castro-Gomez, Grosfoguel, 2007, p. 17). Les mouvements féministes des Suds contribuent à ébranler les ordres hégémoniques et à nourrir le renouvellement de la pensée et des actions sur le système.»

Explorer la galaxie des féminismes

La galaxie d'idées et de courants féministes qui s'est construite à travers les temps et à travers le monde à partir des luttes des femmes et des personnes minorisées, vivant dans les « marges » est riche et complexe, et réunit des sensibilités diverses, qui varient selon les enjeux, les régions, les histoires sociales et coloniales.

Elle peut être analysée de différentes manières. La métaphore de « vagues » successives a souvent été reprise, comme la présente l'historienne Bivia Pavard dans Faire naître et mourir les vagues: comment s'écrit l'histoire des féminismes (openedition.org): « La métaphore marine s'est désormais imposée pour distinguer une première vague féministe se déployant du XIX^e siècle aux années 1930 autour de la question des droits civils et civiques, d'une deuxième vague émergeant dans les années 1960 davantage centrée sur la lutte des femmes contre le patriarcat et pour les libertés. Cette métaphore a été réactivée alors que l'on parle depuis les années 1990 d'une troisième vague et même plus récemment d'une quatrième vague depuis les années 2010 qui serait portée par l'activisme en ligne ». Ce « découpage » de l'histoire féministe est toutefois occidental-centré, et les pensées féministes et mouvements nationaux en faveur de l'égalité en Afrique, en Amérique latine ou en Asie n'ont pas attendu l'implication occidentale et ont existé bien avant la période des indépendances nationales.

Féminismes intersectionnels: Les féminismes intersectionnels regroupent l'ensemble des courants qui remettent en cause l'hégémonie du féminisme blanc. On doit le concept d'intersectionnalité à la juriste féministe américaine Kimberlé Crenshaw, qui la définit comme « une situation dans laquelle une personne regroupe des caractéristiques raciales, sociales, sexuelles et spirituelles qui lui font cumuler plusieurs handicaps sociaux et en font la victime de différentes formes de discrimination ». Patricia Hill Collins a plus tard affiné le concept pour se référer non seulement aux positions sociales des sujets, mais également à la matrice des oppressions: l'intersectionnalité reflète l'existence d'un système d'oppressions entrecroisées. Cette perspective permet d'analyser les différents facteurs d'oppression, de discrimination et de domination qui hiérarchisent les relations humaines dans un contexte donné (historique, géographique), et les intersections entre ces facteurs, c'est-à-dire la façon dont ils se cumulent, se combinent, se renforcent ou s'atténuent.

Pour en savoir plus, consultez la fiche de lecture 11 sur le guide: *A Guide to Building Feminist Intersectional Solidarity* réalisé par l'Institut Canadien de Recherche sur les Femmes (ICREF).

Féminismes des Suds: Les féminismes des Suds sont pluriels et ne forment pas un tout homogène, loin de là. On les rassemble toutefois dans leur opposition ou contestation des féminismes occidentaux. Dès 1975, lors de la première Conférence mondiale sur les femmes décrétée par les Nations unies à Mexico des tensions entre les divers féminismes occidentaux et des Suds sont apparues, certaines participantes dénonçant l'absence de prise en compte de la diversité d'appartenances (de classe, de race) des femmes. Des chercheuses féministes comme l'universitaire indienne Chandra Mohanty ont dénoncé la « colonisation discursive » des féminismes occidentaux, qui auraient manqué l'intégration des points de vue de femmes racisées, pauvres, et de femmes marginalisées des Suds, et auraient « construit une image homogénéisante des « femmes du Sud », sans prendre en compte les différences de classe, de race, de caste » (C. Verschuur et B. Destreumeau, 2012).

Pour en savoir plus, consultez la fiche de lecture 2 sur l'article *Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds*, écrit par Christine Verschuur et Blandine Destreumeau.

Féminismes Noirs et afroféminismes: La tradition féministe noire aux Etats-Unis d'Amérique (ou sur « l'île de la Tortue ») peut être explorée à partir du communiqué du *Combahee River Collective*, fondé en 1973 et souvent considéré comme un des points de départ du Black feminism. Le communiqué est disponible en ligne, et dans lequel on peut lire « La déclaration la plus générale de notre politique à l'heure actuelle serait que nous sommes activement engagé·es dans la lutte contre l'oppression raciale, sexuelle, hétérosexuelle et de classe, et nous considérons comme notre tâche particulière le développement d'une analyse et d'une pratique intégrées basées sur le fait que les principaux systèmes d'oppression sont interdépendants. La synthèse de ces oppressions crée les conditions de notre vie. En tant que femmes noires, nous considérons le féminisme noir comme le mouvement politique logique pour combattre les oppressions multiples et simultanées auxquelles toutes les femmes de couleur sont confrontées ». Le *black feminism* est présent dans toutes les vagues féministes aux USA. Son existence a été progressivement reconnue, et marquée notamment par la création dès 1896 de la *National Association of Colored Women* (NACW), la publication en 1970 du *Black Women's Manifesto*, la création en 1973 de la *National Black Feminist Organization* (NBFO), et un an plus tard du *Combahee River Collective*, organisation féministe noire lesbienne radicale. En France, l'impact des féminismes noirs est plus tardif, et verra le jour dans les années 2000.

L'afroféminisme est le penchant européen des *Black Feminisms* aux USA. Apparu pendant les années 1970 et porté par des afro-descendant-es, ce mouvement féministe s'attache à lutter conjointement contre les systèmes d'oppression sexiste, raciste, colonial et post-colonial, et capitaliste. En France, il puise ses sources dans les résistances des femmes marronnes puis dans les productions théoriques et politiques des Femmes de la négritude (groupe fondé par Paulette Nardal, Jeanne Nardal et Suzanne Césaire) et dans les idées portées par la Coordination des Femmes noires fondée en 1976.

Pour en savoir plus, écoutez l'interview de la poétesse Kiyémis sur France Inter.

Féminismes de l'Abya Yala : Le nom d'Abya Yala était employé par les Kunas de l'actuel Panama pour nommer la terre de leurs ancêtres. Abya Yala signifie «terre dans sa pleine maturité», ou «terre de vie». En 1992, lors du 500^e anniversaire du voyage de Christophe Colomb ayant mené à la colonisation de leurs territoires, les organisations indigènes latino-américaines ont décidé de ne plus utiliser le terme d' «Amérique» et de réemployer celui d'Abya Yala. Les féminismes de l'Abya Yala regroupent donc les mouvements féministes latino-américains, issus de la pensée décoloniale. On peut y retrouver les femmes révolutionnaires salvadoriennes, les femmes autochtones zapotèques, les militantes lesbiennes noires au Brésil, etc.

Pour en savoir plus, lire l'article de Jules Falquet, *Les racines féministes et lesbiennes autonomes de la proposition décoloniale d'Abya Yala*, Contretemps, avril 2017, et/ou écoutez le podcast *Les féminismes à Abya Yala, rencontre avec Jules Falquet* réalisé par les éditions Anacoana. sur <https://www.anacoana.fr/blog/les-feminismes-abya-yala/>

Féminismes décoloniaux : Les féminismes décoloniaux incarnent un courant qui s'est développé initialement dans les Suds, et a été rejoint par des féministes vivant dans des pays occidentaux. Ils s'inscrivent dans l'élaboration des pensées décoloniales, et sont apparus de diverses manières dès le XIX^e siècle dans de nombreux pays, en Amérique latine (premier congrès féministe d'Amérique latine en 1910 en Argentine et grèves d'ouvrières et de femmes), au Brésil (rôle des femmes noires dans les quilombos, première association de travailleuses domestiques), aux États-Unis (émergence du mouvement Black Feminism et critique de la pensée dominante féministe, mise en lumière des liens entre race, classe et sexe), en Inde (organisations nationales de femmes et luttes pour le principe d'égalité de genre)... Les féminismes décoloniaux intègrent des revendications et résistances décoloniales et se situent du point de vue des femmes racisé-es, dénonçant un capitalisme racial et patriarcal.

Pour en savoir plus sur les féminismes décoloniaux, lire la fiche de lecture 2 sur l'article *Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoires et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds*, écrit par Christine Verschuur et Blandine Destreumeau et l'ouvrage de Françoise Vergès *Un féminisme décolonial* (2019).

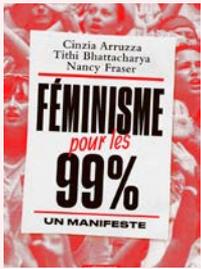
Féminismes dissidents : En 2005 paraissait un numéro de la revue *Nouvelles Questions Féministes* dédié aux «Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes». Selon les chercheuses qui introduisent ce dossier, «la dissidence s'exprime de trois manières : dans le discours de militantes indiennes qui ne s'identifient pas nécessairement au féminisme, mais qui s'attaquent à la triple oppression de classe, de genre et de «race» à partir de leur action dans des organisations populaires; à travers la critique de féministes afro-descendantes aux paradigmes ethnocentriques et aux pratiques racistes du féminisme occidental-blanc; enfin par les remises en question du mouvement féministe par des militantes de la tendance autonome, un courant qui se bat et s'est battu contre l'institutionnalisation du mouvement et en particulier contre le contrôle exercé par les agences internationales de financement sur le mouvement. Toutes partagent une dissidence fondamentale : elles «croisent» dans leurs analyses plusieurs axes d'oppression et prennent en compte dans leur projet politique l'articulation et les alliances à construire pour combattre le racisme, l'hétérosexualité obligatoire, le capitalisme et le patriarcat. C'est là, en quelque sorte, leur «radicalité», mais nous avons préféré parler de dissidence». Il ne s'agit pas d'un courant à proprement parler, mais par le recours aux féminismes dissidents nous proposons d'explorer ces mouvements parfois moins visibilisés et mis de côté par les analyses et arguments pour l'égalité de genre les mieux intégrés dans les pratiques et réflexions au sein du secteur de la solidarité internationale.

Pour en savoir plus sur la notion de féminismes dissidents, lire CURIEL Ochy, MASSON Sabine, FALQUET Jules. *Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes. Nouvelles Questions Féministes*, 2005/2 Vol.24, p.4-13. DOI: 10.3917/nqf.242.0004.

Féminismes queers et transféminismes : Les transféminismes et les féminismes queers ont commencé à voir leur développement dans les années 90 et 2000. En 1990, la philosophe Judith Butler publiait *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity* (traduit en français en 2005 sous le titre de *Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité*), dans lequel elle interrogeait la catégorie «femmes» au fondement des mouvements féministes, et dénonçait les nouvelles formes d'exclusion qu'elle pouvait produire dans l'agenda politique féministe, notamment à l'endroit des personnes non-binaires, trans et queers. Dans la continuité de cet ouvrage, Emi Koyama publie en 2003 *Le manifeste transféministe*, et définit le transféminisme comme «féminisme pour les trans par des trans». Elle écrit : «Le transféminisme estime que nous construisons notre propre identité genrée fondée sur ce que nous ressentons comme authentique, agréable et sincère pour nous alors que nous vivons et que nous établissons des liens avec les autres sous une contrainte sociale et culturelle donnée». Les féminismes queers, ou la pensée queer appliquée au féminisme, apportent également une critique à la binarité des genres et à l'hétéronormativité du féminisme contemporain hégémonique.

Pour en savoir plus sur les transféminismes, lire Karine Espineira, *Un transféminisme ou des transféministes ? Réflexions sur l'émergence d'un mouvement transféministe en France, dans l'ouvrage Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?* (2017)

Pour en savoir plus sur ces différents courants et mouvements, nous vous proposons une série d'ouvrages passionnants à explorer



Féminisme des 99% : un manifeste

Cinzia ARRUZZA, Nancy FRASER et Tithi BHATTACHARAYA
Ed. La découverte, 2019, 128 pages,
ISBN : 9782348042881

Trois des organisatrices de la Grève internationale des femmes s'engagent avec ce manifeste pour un féminisme véritablement inclusif, capable de faire converger l'anticapitalisme, l'antiracisme, l'écologie politique, l'internationalisme et l'anti-hétérosexisme : un féminisme pour les 99 %.



Des paillettes sur le compost. Ecoféminismes au quotidien

Myriam BAHAFFOU
Ed. Le passager clandestin, 2022,
208 pages,
ISBN : 9782369355366

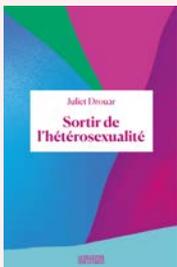
Tout à la fois récit, essai, mais aussi témoignage d'une époque et d'un engagement. Des paillettes sur le compost est une exploration sensible et politique du quotidien. Dans un style enlevé, Myriam Bahaffou montre que c'est dans les replis de situations ordinaires que se déploie la puissance des écoféminismes.



Femmes, race et classe

Angela DAVIS, traduit de l'anglais (États-Unis) par Dominique TAFFIN-JOUHAUD
Ed. Zulma, 2022, 304 pages,
ISBN : 9791038700956

Du XIX^e siècle à nos jours aux États-Unis, Angela Davis décortique les intérêts conflictuels et convergents des grands mouvements de libération et d'émancipation. Elle montre comment le patriarcat, le racisme et le capitalisme ont divisé des causes qui auraient pu être communes.



Sortir de l'hétérosexualité

Juliet DROUAR
Ed. Binge Audio, 2021, 160 pages,
ISBN : 9782491260033

Sortir de l'hétérosexualité est un manifeste pour une société égalitaire qui produit des personnes plutôt que des hommes et des femmes. Juliet Drouar analyse la façon dont les catégorisations de sexe sont utilisées pour définir les rôles genrés et hiérarchiser les relations humaines jusqu'à la vie intime, affective et sexuelle.



Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive

Silvia FEDERICI
Ed. Entremonde, 2017, 464 pages,
EAN : 9782940426379

Silvia Federici revisite ce moment particulier de l'histoire qu'est la transition entre le féodalisme et le capitalisme, en y introduisant la perspective particulière de l'histoire des femmes. Elle met en lumière les similitudes entre le capitalisme contemporain et un passé plus violent, illustrant comment l'esclavage et l'anéantissement des femmes ont été des nécessités de l'accumulation de richesse.



Une guerre mondiale contre les femmes : des chasses aux sorcières au féminicide

Silvia FEDERICI
Ed. La Fabrique, 2021, 160 pages,
EAN 9782358722001

Pour Silvia Federici, les phénomènes de violence sexiste ne sont ni des accidents de l'histoire ni le reflet d'un patriarcat millénaire. Dans cet ouvrage, elle démontre comment dès la fin du Moyen Âge, la condamnation pour sorcellerie devient la pièce maîtresse d'un dispositif de répression contre les femmes mis en place par l'État, l'Église et les puissances économiques. Prolongeant ses analyses à la mondialisation néolibérale actuelle, en s'appuyant notamment sur l'exemple de la privatisation des terres en Afrique, Federici montre que la vague de violence à laquelle nous assistons aujourd'hui met en jeu des mécanismes très similaires.



Ne suis-je pas une femme? Femmes noires et féminisme

bell HOOKS, traduit de l'anglais (États-Unis) par Olga POTOT
Cambourakis, 2015, 204 pages,
ISBN : 9782366241624

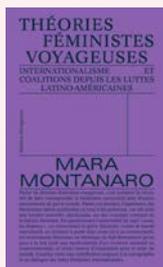
bell hooks décrit dans ce livre paru en 1981 aux États-Unis les processus de marginalisation des femmes noires. Elle livre une critique sans concession des féminismes blancs, des mouvements noirs de libération, et de leur difficulté à prendre en compte les oppressions croisées. Un livre majeur du « Black Feminism ».



Sister outsider ; essais et propos sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme

Audre LORDE, traduit par Magali CALISE
Ed. Mamamelis, 2018, 206 pages,
EAN: 9782940116133

Audre Lorde est une essayiste et poétesse américaine, bibliothécaire, militante féministe, lesbienne, engagée dans le mouvement des droits civiques en faveur des Afro-Américain-es, et figure phare du Black Feminism. Ce recueil rassemble des écrits à travers lesquels elle partage son « Amérique », ses passions, ses colères.



Théories féministes voyageuses, internationalisme et coalitions depuis les luttes latino-américaines

Mara MONTANARO
Ed. Divergences, 2023, 272 pages,
ISBN: 9791097088613

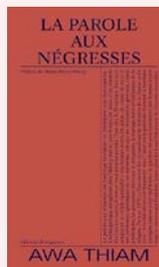
Parler de théories féministes voyageuses, c'est nommer la nécessité de faire correspondre le féminisme eurocentré avec d'autres mouvements de par le monde. Parmi ces derniers, l'expérience des féminismes latino-américains est précieuse, car elle jette une lumière nouvelle, décoloniale, sur des concepts centraux de la théorie féministe. En questionnant l'universalité du sujet « nous, les femmes », en réinventant la grève féministe contre le travail reproductif, en résistant à partir d'un corps lié à sa communauté, les mouvements féministes en Amérique du Sud démontrent qu'on peut à la fois tenir aux particularités d'un contexte national ou communautaire, et rester source d'inspiration pour le reste du monde.



Pour une écologie pirate. Et nous serons libres

Fatima OUASSAK
Ed. La Découverte, 2023, 198 pages,
ISBN: 9782348075445

Dans cet essai, Fatima Ouassak, essayiste et militante engagée dans l'antiracisme et l'écologie cofondatrice du Front de Mères, pose les bases d'un projet écologiste radical, populaire, féministe et antiraciste. Elle met en lumière une alternative initiée dans les quartiers populaires, tournée vers l'Afrique et l'internationalisme contre la destruction du vivant et le réchauffement climatique, se donnant comme horizon à la fois la libération des terres, la libération animale et l'égalité humaine.



La parole aux négresse

Awa THIAM
Ed. Divergences, 2024, 208 pages,
ISBN: 9791097088712

La Parole aux négresse, paru en 1978, est l'ouvrage fondateur du féminisme noir francophone. L'anthropologue sénégalaise Awa Thiam y met au jour le vécu, les maux et les combats des femmes noires, à travers leurs propres paroles. Pour elle, le féminisme doit tenir compte de la « triple oppression » des femmes noires (de genre, de classe, de race) et des problèmes spécifiques de ces dernières, tels que les mutilations génitales, l'analphabétisme, les grossesses précoces, la polygamie, le mariage forcé et l'influence de la religion. Awa Thiam est la première féministe à formuler, quelques années avant bell hooks, la question du positionnement des femmes noires dans le mouvement féministe.



Un féminisme décolonial

Françoise VERGES,
Ed. La Fabrique, 2019, 152 pages,
ISBN: 9782358721745

Dans ce livre, Françoise Vergès propose une définition du féminisme décolonial et revient sur son histoire. Selon elle, le féminisme décolonial révèle les impensés de la bonne conscience blanche ; il se situe du point de vue des femmes racisées : celles qui, travailleuses domestiques, nettoient le monde ; il dénonce un capitalisme foncièrement racial et patriarcal. Cet ouvrage propose un autre récit du féminisme et pose des questions majeures : quelles alliances avec les femmes blanches ? Quelle solidarité avec les hommes racisés ? Quelles sont les premières vies menacées par le capitalisme racial ? Pourquoi les néofascismes s'attaquent-ils aux femmes racisées ? Ce livre est une invitation à renouer avec la puissance utopique du féminisme.

Approche féministe à la coopération internationale

Module 1

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Module de formation

DATE

Mai 2021

AUTEUR-RICE(S)

Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). L'AQOCI, créée en 1976, regroupe plus de 70 organismes de 14 régions du Québec qui œuvrent, à l'étranger et localement, pour un développement durable et humain. Coordonné par l'AQOCI, le CQFD regroupe une soixantaine de membres, dont la moitié est issue d'organismes membres de l'AQOCI, l'autre étant issue de divers milieux : groupes de femmes, milieux universitaire, syndical ou communautaire, soit à titre de représentant-e de leur organisme, soit à titre de membre individuel.

MOTS-CLÉS (#)

besoins pratiques; intérêts stratégiques; Intégration des femmes au développement; Femmes et développement; genre et développement; gender mainstreaming; institutionnalisation du genre; féminisme inclusif; privilèges; approche anti-oppressive; empowerment; contre discours; analyse genre+

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Le module revient sur les évolutions des approches de genre et développement au fil des décennies, en rappelant l'importance de reconnaître l'existence d'une pensée féministe et de mouvements nationaux féministes en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, antérieure aux années 50-60. Il explicite et redéfinit les approches « Intégration des femmes au développement », « Femmes et développement », « Genre et développement » et les replace dans un cadre historique et politique. Le module propose également une analyse des différentes terminologies et approches utilisées dans le cadre de la Solidarité Internationale : égalité de genre, approche par les droits, égalité femmes-hommes, égalité des sexes, féminisme et féminismeS au pluriel, intersectionnalité, justice de genre, *gender mainstreaming*, institutionnalisation du genre...

Le module offre aussi un retour sur des approches clés pour repenser la solidarité internationale dans une perspective féministe :

- l'intersectionnalité (en revenant sur son historicité, son attribution à Kimberley Crenshaw, et en abordant aussi le concept de « matrice des oppressions » théorisé par Patricia Hill Collins), et la nécessité induite de travailler simultanément sur les différents systèmes d'oppression
- l'empowerment (intégré à partir des années 90-2000 par les NU et politiques de solidarité internationale) comme démarche de construction d'un contre-pouvoir (individuel et collectif)
- l'inclusion des personnes LGBTQIA+ (en se référant aux travaux de Judith Butler et Monique Wittig sur la corporéité du sexe, la pensée *straight*, la performativité discursive du genre et l'hétéro-cistème). À ce sujet, le module énonce une série de bonnes pratiques pour les programmes de coopération internationale, à savoir : institutionnaliser et adopter une culture de la diversité; adapter les interventions aux contextes et aux luttes locales; « ne pas nuire »¹; l'adoption de portes d'entrée alternatives afin de ne pas exposer les personnes LGBTQIA+; le plaidoyer pour la décriminalisation.
- Le travail sur les masculinités et l'implication des hommes comme alliés²
- Le recours à une approche par les droits comme outil pour politiser davantage les programmes et actions de CI/SI.

Le module est accompagné de deux annexes :

- un glossaire remarquablement complet et clair reprenant les différents concepts et définitions clés.
- le cadre d'analyse genre+, qui inclut des cadres plus élaborés que l'habituel cadre de Harvard pour intégrer une approche féministe : le cadre d'analyse de Caroline Moser qui introduit le concept des besoins pratiques et les intérêts stratégiques et lie plus directement le triple rôle des femmes (le rôle productif, reproductif et communautaire) aux objectifs du projet. Il reprend les mêmes catégories que celles définies par Harvard mais insiste beaucoup plus sur le renforcement de la position sociale et du statut des femmes), et le cadre d'analyse de Sarah Longwe (qui fait de « l'autonomisation » et de « l'égalité des genres » des notions centrales et privilégiées liées aux actions qui permettent aux femmes de mieux contrôler leur devenir et les choix qui les concernent, et propose une analyse de 5 niveaux d'égalité : bien-être, accès, conscientisation, participation, contrôle).

CITATIONS

« Dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, une pensée féministe et des mouvements nationaux propres à ces cultures existaient déjà avant la période des indépendances nationales des années 1950-1960. L'implication occidentale dans la question des droits des femmes et l'égalité des genres n'est donc pas responsable du progrès accompli dans les pays du Sud. »

« Une approche féministe à la solidarité internationale a pour objectif principal la promotion et l'atteinte des droits des femmes et de l'égalité des genres ce qui implique :

- De s'attaquer aux causes profondes des inégalités structurelles et systémiques. Ceci signifie questionner et transformer tous les systèmes d'oppression et relations de pouvoir.
- Que les femmes dans toute leur diversité participent aux décisions qui affectent leur vie et la société dans son ensemble (capacité d'agir/empowerment)
- De reconnaître le rôle du militantisme, des défenseur-e-s des droits des femmes, et des organisation et mouvements des femmes au Canada et à l'international ;
- D'intégrer l'approche fondée sur les droits dans cette transformation ».

« Il est difficile de donner une définition précise de l'intersectionnalité mais on peut citer trois principes importants de ce concept :

- Les différentes oppressions sont vécues simultanément et ne sont pas dissociables les unes des autres.
- Les systèmes d'oppression s'alimentent et se construisent mutuellement tout en restant autonomes.
- Les systèmes doivent donc être combattus simultanément et ne doivent pas être hiérarchisés »

« L'autonomisation des femmes, telle qu'elle a émané historiquement des mouvements communautaires féministes et tel que la définit aussi l'objectif 5 des ODD de 2015 de l'ONU signifie le pouvoir des femmes d'influencer les rapports sociaux de façon à s'émanciper. L'autonomisation s'inscrit dans une démarche de construction de contre-pouvoir. »

« L'approche basée sur les droits humains a pour but de conférer aux individus (détentrices et détenteurs de droits) les moyens de réaliser leurs droits d'une part, et de renforcer les États (débitrices et détenteurs d'obligations) pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations et devoirs en matière de droits. Les détenteurs et détentrices de droits doivent exprimer leurs demandes politiques en matière de droits humains aux gouvernements ».

1. Ce principe, et le suivant sur les portes d'entrées alternatives, font écho au principe de sécurité, énoncé par Rose Ndengue dans la conférence AQOCI comme l'un des deux piliers qui devrait sous-tendre une approche féministe de la coopération internationale.
2. À ce sujet, se référer aux travaux de Promundo et aux recherches de Francis Dupuis-Déri, professeur de sciences politiques à l'Institut de recherche et d'études féministes de l'Université du Québec. Il a codirigé la rédaction de plusieurs ouvrages. Il est l'auteur du livre *Les hommes et le féminisme, faux-amis, poseurs, ou alliés ?*, paru en octobre 2023 aux éditions Textuel.

Une conversation féministe : situer nos idées et nos énergies radicales dans le contexte africain contemporain*

TITRE ORIGINAL

A feminist conversation: Situating our radical ideas and energies in the contemporary African context

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Essai publié dans la série «Réflexions féministes» du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain, soutenue par le bureau Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique

DATE

Novembre 2018

AUTEUR-RICE(S)

Patricia McFadden & Patricia Twasiima

Patricia McFadden, est une chercheuse et autrice féministe africaine radicale du Swaziland. Sociologue de formation, elle travaille sur les questions de sexualité, citoyenneté et post-colonialité, le nationalisme et les luttes révolutionnaires et l'écriture en tant que résistance sur le continent africain. Elle a enseigné dans diverses universités sur le continent africain et en Amérique du Nord. En 1999, elle a reçu le prix Hellman/Hammett Human Rights. Patricia Twasiima est une féministe radicale originaire d'Ouganda. Elle travaille comme avocate spécialisée dans les droits humains, et est actuellement membre du conseil consultatif du Fonds des jeunes féministes (FRIDA) et rédactrice permanente pour Africanfeminism.com.

MOTS-CLÉS (#)

nationalisme; féminismes africains; résistance; extractivisme; patriarcat; dépolitisation du féminisme; différence culturelle; hégémonie patriarcale; division du travail; hétéronormativité; partenaires du développement; féminisme Twitter; technocratie; intersectionnalité; sororité; féminismes radicaux; self-care; différences; internet; langages des résistances; violences structurelles.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet essai, Patricia Mc Fadden et Patricia Twasiima, deux féministes radicales africaines vivant en Afrique de l'Est et du Sud, tissent leurs réflexions autour des pensées féministes radicales sur le continent africain et des obstacles qu'elles y rencontrent. Dans une première partie de l'essai, elles s'attachent à poser le contexte de leur conversation: elles y évoquent des féministes africaines dont les pensées, actes et théories ont contribué aux luttes anticoloniales et antipatriarcales, et reviennent sur les valeurs clés qu'incarne, selon elles, le féminisme africain contemporain: intégrité corporelle et sexuelle, dignité, autonomie. Elles annoncent aussi leur intention à travers cet essai: élaborer, depuis les idées et connaissances des femmes, des alternatives aux réalités africaines. Dans une seconde partie, elles présentent les luttes féministes et leur rôle dans la conception de modèles de société alternatifs, en partant de l'exemple des actions du réseau WoMin (Africain Women Unite against Destructive Resource Extraction) engagé contre l'extractivisme, illustrant le croisement d'idées écoféministes et anti-extractivismes en Afrique du Sud.

Elles s'attachent ensuite à décrire les manifestations contemporaines du patriarcat, et notamment le mécanisme de cooptation du langage et des concepts féministes qui vient dépolitiser ces derniers. Elles invitent à analyser les dynamiques qui sont à l'origine de ces tentatives de dépolitisation et de détournement des concepts (en évoquant l'utilisation du genre et du féminisme comme des « buzzwords »), en démontrant en quoi les pensées féministes radicales menacent le status quo et les systèmes de société contemporains. Leur analyse vient exclure la possibilité de féminismes pro-guerre, racistes ou capitalistes, et elles présentent le féminisme révolutionnaire et politique comme la seule option possible pour le féminisme africain contemporain.

Elles reviennent aussi sur deux arguments antiféministes couramment utilisés en Afrique pour justifier les discriminations et violences à l'encontre des femmes : le premier, l'usage de la différence culturelle et l'invocation de traditions immuables et misogynes, et le second : l'existence de lois discriminatoires, poliçant les corps des femmes et utilisées au service des intérêts de fondamentalistes religieux.

Elles consacrent ensuite une partie de leur essai aux discours et usages du genre dans les pratiques de « développement » menées sur les territoires africains, et dénoncent la façon dont cette institutionnalisation du genre est menée au service d'intérêts néolibéraux et au détriment d'idées féministes radicales remettant en question le système économique, politique et légal établi. Elles reviennent ici sur les enjeux de division sexuelle du travail et la restriction des femmes à l'espace privé et au travail reproductif, sur la façon dont les luttes des femmes ont permis la conception du genre comme un outil d'analyse des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes et des rapports de domination et d'oppression induits par les systèmes en place, et sur la façon dont ce même concept et cet outil du genre a été dépolitisé par le « gender mainstreaming » mené par les institutions, décideur-ses et bailleurs du développement.

Fortes de cette analyse, les autrices proposent des clés pour renforcer les résistances féministes face aux manifestations contemporaines du patriarcat, appelant :

- à travailler depuis les différences dans une approche intersectionnelle, à explorer ses propres biais et à recourir à la position d'allié-e ;
- à tenir compte des vulnérabilités particulières auxquelles font face certains groupes de femme : les femmes trans, les travailleuses du sexe, les femmes pauvres et à s'assurer qu'elles soient représentées dans les luttes et les mouvements féministes africains ;
- à se réapproprier les connaissances et savoirs sur la sexualité et le genre ;
- à défaire les systèmes de conception et construction de la masculinité ;
- à articuler le mouvement féministe autour des valeurs d'amour et de sororité ;
- à pratiquer le self-care et le considérer comme une pratique féministe radicale ;
- à utiliser internet comme un outil de partage d'information et un espace où contrer les discours antiféministes et les fausses informations qui les alimentent ;

- à utiliser la langue pour défendre et revendiquer les agentivités des femmes africaines, à lutter contre les cooptations de mots et de concepts réalisées par ceux qui ont le pouvoir et à adopter un langage de résistance ;
- à explorer l'impact des pratiques et du système humanitaires et les violations particulières qui en découlent, telles que l'exploitation sexuelle et les comportements prédateurs d'hommes blancs appartenant aux UN ou aux organisations humanitaires et à dénoncer l'impunité de ces actes.

CITATIONS'

“C'est l'interface - conceptuel et existentiel - de la résistance et de la célébration, qui donne au féminisme, en particulier le féminisme africain contemporain, sa qualité unique de contemporanéité. C'est le caractère politique et subjectif d'une idéologie et d'une identité qui réclame et insiste sans compromis sur la non-négociabilité de notions et de valeurs fondamentales. Des valeurs telles que l'intégrité corporelle et sexuelle, la dignité, l'existence autonome en tant qu'élément central de la personne, et la réalisation de la suffisance dans la vie et la pratique philosophique de chacun-e. Ces valeurs non négociables transforment et revitalisent le féminisme en tant que résistance et comme source de joie et de liberté.»

“Il y a un énorme effort pour rendre le féminisme plus acceptable, le réduire à une phrase qui sonne bien ou à un refrain qui s'intègre dans une chanson. Le péril du féminisme, dans la dynamique de mainstreaming, a été sa dépolitisation, qui efface les idées politiques radicales qui sous-tendent le concept féministe.»

“Dans de nombreux pays africains, on assiste à une résurgence de la rhétorique antiféministe, à l'émergence du syndrome garçon-enfant (l'idée que les hommes sont le nouveau groupe opprimé dans la société) et l'idée toujours fautive que le féminisme n'est pas africain et menace les valeurs et les cultures africaines. Le féminisme est décrit comme une épidémie qui détruit le tissu familial. (...) Cette rhétorique et bien d'autres se concentre sur l'amplification et l'exagération des différences biologiques entre les hommes et les femmes, tout en utilisant la religion et la culture pour légitimer la subordination des femmes. L'insertion de la différence culturelle comme manière de défendre les mauvais traitements infligés aux femmes. Elle repose sur l'idée que les traditions sont anhistoriques, immuables et misogynes - une insulte à toute tradition dynamique - et cela doit être au centre de tous les efforts féministes visant à démanteler le patriarcat.»

“Le discours et les politiques sur le genre dans le contexte néolibéral de développement sont une autre tentative du patriarcat d'apprivoiser le féminisme et de modérer les luttes féministes afin de diluer l'impact dynamique qu'elles ont sur l'ordre patriarcal existant et ses systèmes socioculturels, politiques, juridiques et économiques, fondés sur l'exclusion et l'injustice.»

“L'évolution historique du genre en tant qu' « outil de réflexion féministe » est directement liée à l'émergence et à l'internationalisation des luttes des femmes pour la reconnaissance de leur personnalité, de leur dignité, de leur intégrité et de leur liberté en tant que citoyennes à part entière dans leurs sociétés respectives. Tout comme les luttes des travailleurs, qui sont les principaux producteurs de marchandises et de profits dans les sociétés capitalistes, ont donné naissance à la notion de classe comme notion centrale dans l'analyse et la compréhension des relations entre les producteurs et les exploités ; de même, les luttes des femmes pour retrouver leur personnalité et leur intégrité en tant qu'êtres complets et autonomes ont produit un outil heuristique qui explique les structures d'exploitation et de domination dans les relations des femmes avec les hommes et dans les systèmes de pouvoir et les institutions dans toute société. »

“Au cours des quatre dernières décennies, un changement s'est opéré, conduisant à la normalisation du genre en tant qu'outil discursif au sein de divers groupes de la société civile, parmi les bailleurs et les décideurs politiques à différents niveaux de l'État, au niveau international. (...) Les institutions mènent aujourd'hui une campagne visant à « apprivoiser » le féminisme, le faisant passer d'une identité et d'une politique qui était considérée comme répugnante, à une notion à la mode et acceptable dans laquelle même les hommes peuvent se retrouver. En relocalisant la notion épistémologiquement au sein d'une philosophie et d'un discours libéraux, qui n'est pas en mesure d'exposer et de remettre en question les systèmes et les infrastructures du pouvoir et des privilèges masculins, ces gardiens du statu quo ont réussi à atteindre deux objectifs importants : ils ont dépouillé le genre de ses arêtes critiques en tant qu'outil d'analyse radicale et ils ont dépolitisé l'engagement des femmes contre le patriarcat. »

“La solidarité, la sororité et l'amour des femmes sont au cœur du mouvement féministe. C'est cet amour qui nous motive et nous incite à poursuivre le travail difficile de construction du mouvement et de la lutte contre le patriarcat. Bell Hooks parle de cet amour comme d'une réserve extraordinaire de force et de volonté pour continuer à défier le patriarcat capitaliste suprématisant blanc (Hooks, 2015). Le patriarcat nous a convaincues pendant longtemps que les femmes ne peuvent exister que comme concurrentes les unes des autres. Il a édulcoré le pouvoir des amitiés féminines et a convaincu beaucoup d'entre nous que la solidarité des unes avec les autres n'est pas possible. C'est pourquoi, l'acte révolutionnaire de désapprendre ces tristes histoires que beaucoup d'entre nous ont été conditionnées à croire depuis si longtemps est vital pour cette lutte. »

Quel genre ?

Résistances et mésententes

autour du mot « genre »

dans le développement

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Article paru dans Revue Tiers Monde 2009/4 (n° 200), pages 785 à 803

DATE

2009

AUTEUR-RICE(S)

Christine Verschuur

Christine Verschuur est professeure, chercheuse, fondatrice de la revue Cahiers Genre et Développement, de la collection Genre et développement - Eclairages, et de la collection Genre et développement - Rencontres.

MOTS-CLÉS (#)

études féministes postcoloniales; technocratie; buzzword; fuzzword; subaltern studies; division du travail intellectuel; vagues du féminisme; black feminism; intersectionnalité; colonisation discursive; capitalisme; division internationale du travail; économie du « care »; genre et développement; gender menstreaming; dépolitisation;

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet article, Christine Verschuur met en lumière les résistances auxquelles est confronté le concept de genre dans les pratiques et approches de la coopération internationale. Commençant par évoquer l'ennui ou la suspicion souvent provoqués par le concept de genre parmi les praticien-ne-s du développement, elle vise à recontextualiser l'origine du concept, des résistances qu'il rencontre et son potentiel transformateur dans le secteur du développement et de la coopération internationale. L'apparition du concept de genre dans le secteur dans les années 80 a été accompagnée, progressivement, d'une cooptation du terme par les institutions, le détournant de son sens initial, et en faisant un *buzzword*, voire un *fuzzword*. Ainsi, le genre a progressivement pris le sens du mot « femmes », prenant un sens descriptif et perdant son caractère initial d'outil d'analyse. C. Verschuur associe ce détournement du concept par la division du travail intellectuel entre les chercheur-se-s du monde académique, les organisations militantes et les institutions du développement, et la mise à l'écart des idées et mouvements dissidents de femmes dans les Suds, de migrantes ou des « subalternes ».

Dans une première partie « Féminismes en mouvement », l'auteur revient sur les trois grandes vagues du féminisme, rappelant qu'elles ne se succèdent pas forcément selon une logique linéaire, et peuvent se superposer partiellement : la première vague associée au combat pour le droit de vote (fin du XIX^{ème} — première moitié du XX^{ème}), la deuxième vague illustrant la prise de conscience du travail gratuit et invisibilisé des femmes (apparition dans les années 60) et associée à l'émergence du féminisme matérialiste; et la troisième vague (à partir des années 80) remettant en cause le féminisme hégémonique dominant niant les tensions dans les débats et luttes féministes et notamment les questions de classe, de race ou de nation et l'intersectionnalité des rapports de domination. Elle souligne également les apports du mouvement *black feminism*. Elle évoque aussi les travaux de Chandra Mohanty, dénonçant la « colonisation discursive » de certaines théoriciennes féministes et reprochant au féminisme hégémonique l'invisibilisation des points de vue des femmes racisées pauvres et des femmes marginalisées du Sud. C. Verschuur souligne également l'existence de tensions au-delà de l'axe Nord/Sud, au sein même des divers féminismes du Sud, en l'illustrant par l'exemple du Mexique ou

de l'Inde. Elle expose aussi la manipulation, par les courants anti-coloniaux nationalistes, des enjeux de genre au service du maintien de stéréotypes, réduisant les marges de manœuvres pour les femmes et féministes vivant sur certains territoires à revendiquer leurs droits, au risque de se voir reprocher leur «occidentalisation».

Dans une seconde partie, C. Verschuur revient sur les articulations entre les pensées et approches féministes et les programmes de coopération. Elle caractérise trois grandes phases :

- La reconnaissance du travail invisible des femmes, l'identification des biais de l'intégration des femmes au développement et la reconnaissance (issue notamment des travaux des féministes marxistes) de l'articulation entre la sphère reproductive et la sphère productive comme « cause essentielle du sous-développement en même temps que de la prospérité du secteur capitaliste »
- L'analyse des transformations des rapports sociaux de genre liés à la nouvelle division internationale du travail, incluant l'analyse de l'économie du care et l'observation de « la fuite du «soin aux autres» » via la migration de femmes pour fournir des services de care dans des pays occidentaux
- L'analyse des identités et de la lutte pour les droits aux niveaux domestique, local et global dans ce contexte de la division internationale du travail et la réflexion sur l'imbrication des rapports de classe, race, caste et genre.

Sur ce sujet de l'intégration des idées/approches féministes dans les approches et projets de coopération, C. Verschuur souligne le rôle joué par les mouvements de femmes et féministes au Nord pour influencer les réflexions et pratiques de développement. À l'opposé, elle observe l'absence de reconnaissance des contributions théoriques et pratiques des organisations et mouvements de femmes au Sud.

Dans une troisième partie, l'auteur s'attelle à mettre en lumière les définitions et usages variés du mot genre. Il est intéressant de noter que dans la définition qu'elle propose, elle inclut les variables liées aux rapports de classe et de race (alors que le genre est souvent défini comme une construction sociale variant selon le lieu et le temps uniquement). Elle propose un retour sur l'émergence du concept de genre en France, les résistances qu'il a rencontré (qu'elle analyse comme liées directement aux rapports de pouvoir et aux privilèges que le concept de genre vient dénoncer et questionner). Elle revient également sur l'intégration du concept dans le secteur du développement, en remplacement du courant « femmes et développement », et souligne l'un des revers de cette attention désormais tournée vers les relations entre femmes et hommes : selon l'auteur, en dépit de la nécessité de travailler sur les concepts de masculinité, cette implication des hommes a souvent été réalisée au profit de ces derniers, sans remettre effectivement en cause la construction sociale de la masculinité. Après cette première critique, l'auteur analyse également la façon dont le terme de genre a été coopté par le secteur de la coopération internationale, considéré comme plus acceptable que le terme « féminisme », et vidé de sa substance pour ne plus inclure de remise en question des rapports de pouvoir et des inégalités structurelles, et se contenter de remplacer le mot « femme ». Elle explique que face à ce détournement du concept et à sa dépolitisation, des féministes et mouvements de femmes en Amérique latine ont décidé de se refuser à utiliser le terme de genre.

Sur la base de ces critiques, C. Verschuur consacre une quatrième partie de son article aux liens entre féminismes postcoloniaux et genre, et les apports de ces courants de pensée qui remettent en perspective les divisions de genre au prisme des catégories d'analyse que sont la classe, la race et la caste. Elle termine par suggérer, au lieu d'abandonner le concept de genre, devenu buzzword et vidé de son sens, de se le réapproprier et de lui redonner du sens en tant que catégorie d'analyse.

CITATIONS

“Le genre n'apparaît pas toujours comme une catégorie d'analyse utile dans les études de développement malgré son apparition depuis près de 40 ans dans les sciences sociales. La richesse de la pensée féministe et l'hétérogénéité des femmes ont longtemps été méconnues dans les études de développement. Grâce aux apports des études féministes postcoloniales, le genre en tant que catégorie d'analyse, articulée avec les catégories de classe et de race, contribue à renouveler la pensée sur le développement.»

“L'introduction du mot genre prétendait recentrer les programmes vers les hommes et les femmes, au lieu de se focaliser sur les femmes seulement, et «rééquilibrer les relations» entre hommes et femmes. Ces «relations» n'étaient pas entendues comme des rapports de pouvoir. Le mot genre dans le développement a remplacé le mot «femmes» ou celui de sexe, a été employé comme un outil descriptif plutôt que comme outil analytique et associé à des prescriptions normatives plutôt qu'à des revendications de droits. Le répertoire des professionnels du développement s'est accommodé de ce «buzzword», devenu «fuzzword» (Cornwall, 2007), en vidant ce concept de son contenu analytique critique. Faut-il alors se débarrasser de ce mot? Faut-il ignorer ceux et celles que ce mot ennuie? Ou faut-il continuer à démontrer sa portée analytique dans le développement, dans la mesure où le genre continue d'être mis en avant comme une priorité dans les agences de coopération et où les inégalités de genre/classe/race sont loin de se réduire?»

“«Par Black feminism, il ne faut pas entendre les féministes «noires», mais un courant de pensée politique qui, au sein du féminisme, a défini la domination de genre sans jamais l'isoler des autres rapports de pouvoir, à commencer par le racisme ou le rapport de classe, et qui pouvait comprendre, dans les années 1970, des féministes «chicanas», «natives américaines», sino-américaines ou «du Tiers Monde» (toutes les femmes rentrant dans la catégorie de «colored women»). Ce point de vue donne lieu à des luttes, à une appréhension des rapports de force et à une construction de l'identité politique et féministe, différentes de celles d'autres groupes» (Dorlin, 2008, p. 21).»

“Parmi [l]es objectifs [du féminisme Noir] figure celui que «les études féministes ne se réfugient pas derrière une méthodologie prétendument «objective», derrière un académisme qui a historiquement permis d'invisibiliser l'histoire des groupes les plus dominés, qualifiant leurs expériences, leurs résistances ou leurs pensées et cultures d'inexistantes, d'insignifiantes ou de par trop militantes.» (Dorlin, 2008, pp. 25-26).»

“ Le concept genre rappelle qu’être femme ou être homme est un construit social, et non un donné biologique. Les constructions sociales des féminités et des masculinités sont variées et changent, selon les rapports de classe, de race, les époques historiques, les contextes culturels. »

“ S’intéresser à la construction sociale de la masculinité était nécessaire, mais cela a surtout permis de maintenir dans les programmes de coopération l’attention sur les hommes — et n’a pas mené nécessairement vers une analyse critique de la construction sociale de la masculinité. Dans la coopération, la politique du «gender mainstreaming», qui signifie intégrer le «genre» dans tous les programmes, est parfois devenue, comme le disent certaines, du «gender menstreaming»... »

“ Le terme est perçu comme moins menaçant, plus neutre, plus consensuel, un fuzzword. On s’éloigne du qualificatif «féministe», qui apparaît trop militant, pour employer un terme qui semble donner plus de légitimité scientifique. On réduit les résistances des hommes qui se trouvent ainsi à nouveau intégrés dans les processus (ils n’avaient pas franchement disparu...). On tente de répondre aux critiques de celles et ceux qui affirment qu’on risque de surcharger les femmes. Cependant, le mot «genre» ne fait fréquemment que remplacer le mot «femme», et est souvent simplement utilisé comme «cache-sexe» ou comme alibi dans les interventions de développement. Le travail invisible des femmes reste sous-estimé, l’articulation des sphères domestique et publique n’est pas repensée avec l’introduction des programmes «genre». Les apports des économistes féministes, qui remettent en question les valeurs implicites sous-jacentes à l’économie «conventionnelle», ne sont pas pris en compte. »

“ Les chercheuses féministes postcoloniales, les mouvements dissidents de femmes des pays du Sud, les militantes et chercheuses des minorités ou migrantes, critiquent le fait que le terme genre ait été «récupéré» par les agences internationales de développement, en lui ôtant son pouvoir analytique foncièrement critique ou sa capacité mobilisatrice pour transformer des rapports de pouvoir inégaux au sein de la société. Dans la mesure où le genre, dans la coopération, n’est pas utilisé comme une expression de rapports de pouvoir, il ne permet pas de reconnaître et remettre en question les divers mécanismes de pouvoir qui produisent et perpétuent les inégalités, entre hommes et femmes, entre femmes, entre hommes, et ne permet pas de repenser les transformations sociales. »

“ Le mot féminisme avait été détourné de son sens initial, «la féminisation pathologique du sujet masculin», pour combattre la «virilisation des femmes», mais des femmes militantes s’en étaient tout de même emparées avec humour pour défendre leurs propres idées. De même, le mot genre a été détourné de son sens dans les programmes de coopération, où il est trop souvent encore considéré comme un buzzword. Plutôt que de s’en débarrasser par ennui, il est impératif, face à la persistance des inégalités, d’intégrer le genre dans le développement en tant que catégorie d’analyse, articulée avec les catégories de classe et de race, et de reconnaître les apports des études féministes postcoloniales aux études sur le développement. »

Construire des « soi » humanitaires et des « autres » réfugiés : l'égalité de genre et la gouvernance mondiale des réfugiés*

TITRE ORIGINAL

Constructing Humanitarian Selves and Refugee Others:
Gender Equality and the Global Governance of Refugees

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Article publié dans *International feminist journal of poli-
tics*, 18(2): 270-290

DATE

Décembre 2015

AUTEUR-RICE(S)

Elisabeth Olivius

Elisabeth Olivius est professeure associée en études sur
la paix et les conflits à l'Université de Umeå, en Suède.
Ses recherches portent sur la manière dont les relations
de pouvoir entre hommes et femmes sont produites
et remodelées dans les conflits, les déplacements de
population et la consolidation de la paix.

MOTS-CLÉS (#)

gouvernance mondiale; égalité de genre; aide humani-
taire; réfugié-e-s; féminismes postcoloniaux; Thaïlande;
Bangladesh; hiérarchies sexistes et racistes; technocra-
tisation du genre.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Cet article s'inscrit dans le cadre des réflexions critiques sur
les effets de l'institutionnalisation du genre dans les pratiques
de solidarité et coopération internationale. À travers ce texte,
Elisabeth Olivius analyse l'impact de cette institutionnalisation
du genre dans les programmes d'aide humanitaire auprès de
réfugié-e-s. Elle s'appuie sur une analyse de deux outils majeurs
de l'intégration du genre dans la pratique humanitaire (le
Handbook for the Protection of Women and Girls, du UNHCR,
et le Gender Handbook for Humanitarian Action, développé
par le IASC), et sur des entretiens réalisés auprès d'agent-e-s
humanitaires intervenant dans les réponses dans des camps de
réfugié-e-s au Bangladesh et en Thaïlande.

Selon elle, celle-ci produit deux effets nocifs majeurs :

1. L'égalité de genre est pensée avant tout comme un moyen
d'assurer l'efficacité de l'aide grâce à la mobilisation stratégique
de la participation des femmes réfugiées, et comme un outil au
service du « développement ». D'après l'autrice, cette concep-
tion du genre a un premier revers, qui revient à renforcer une
division sexuelle du travail et des normes de genre cantonnant
les femmes à la sphère reproductive et au care. Les femmes
réfugiées sont ainsi essentialisées, considérées comme natu-
rellement plus honnêtes, fiables et en mesure de partager les
ressources et prendre soin de leur entourage, tandis que les
hommes réfugiés, également essentialisés, sont perçus comme
peu fiables, violents et adoptant systématiquement des mascu-
linités toxiques et dangereuses. Le second revers de cet usage
du genre comme outil d'efficacité de l'aide est que les concepts
ne sont plus utilisés dans une approche visant à renforcer
les droits, libertés et opportunités des personnes, mais une
approche visant à transformer une communauté dont la culture
est considérée comme « traditionnelle », « arriérée », méritant
d'être modernisée.

2. Cette conception du genre produit et renforce des rapports de domination entre réfugié·e·s et agent·e·s humanitaires. Les réfugié·e·s sont catégorisé·e·s comme des sujets passifs (les femmes) ou problématiques (les hommes) qui doivent être secouru·e·s, protégé·e·s, assisté·e·s, activé·e·s, contrôlé·e·s et réformé·e·s par des interventions humanitaires. En face, les travailleur·se·s humanitaires sont positionné·e·s comme des administrateur·rice·s rationnel·le·s et des agents progressistes de la transformation sociale. Ainsi, l'égalité de genre est utilisée pour maintenir les asymétries de pouvoir dans une dynamique néocoloniale, et reproduire les hiérarchies mondiales. Comme illustration, l'auteur·rice évoque le travail sur les masculinités et la recherche d'hommes ayant adopté des rôles masculins positifs : les agent·e·s humanitaires sont ainsi placé·e·s dans une position qui leur donne la capacité d'estimer quels comportements sont positifs ou non. Ainsi, non seulement le genre est réduit à un domaine technique et dépolitisé (s'appuyant sur des indicateurs mesurables et des cases à cocher), mais il est aussi, selon l'auteur·rice, utilisé pour « reproduire les hiérarchies culturelles et les images racistes des peuples non occidentaux, et pour légitimer les interventions descendantes visant à « développer » leurs sociétés. »

CITATIONS¹

« Si l'adoption de concepts et d'idées féministes dans l'aide humanitaire est un progrès important, la signification et les effets contextualisés de l'approche genre doivent faire l'objet d'un examen critique permanent afin de détecter et de remettre en question les effets involontaires et éventuellement néfastes qui créent de nouvelles formes d'exclusion et d'oppression (Halley, Kotiswaran et al. 2006). Tous les projets normatifs créent certaines possibilités d'action et de changement, mais ils peuvent aussi profiter à certains au détriment d'autres, soutenir des relations sociales inégales existantes ou créer de nouvelles injustices (Bacchi 2009:44-46). »

« Comme le souligne Mohanty, les féministes occidentales se sont également appuyées sur cette catégorisation binaire pour représenter les femmes « opprimées » du tiers-monde comme l'opposé de leur moi « libéré » : La femme moyenne du tiers monde mène une vie essentiellement tronquée en raison de son sexe féminin (lire : contrainte sexuelle) et de son appartenance au « tiers monde » (lire : ignorante, pauvre, non éduquée, liée aux traditions, religieuse, domestique, familiale, victimisée, etc.). Cela contraste, selon moi, avec l'autoreprésentation (implicite) des femmes occidentales comme étant éduquées, modernes, maîtresses de leur corps et « libres » de prendre leurs propres décisions (Mohanty 1988:65). »

« Dans la politique humanitaire et dans la pratique de l'aide humanitaire dans les camps de réfugié·e·s, l'égalité de genre est souvent associée à la recherche de l'efficacité de l'aide. Cette représentation du problème repose sur l'hypothèse que les différences entre les sexes sont fondamentales dans l'organisation sociale des communautés de réfugié·e·s et qu'elles façonnent donc les expériences, les besoins et les capacités des femmes et des hommes réfugiés ».

« La construction des femmes en tant que partenaires humanitaires stratégiques ne se contente pas de reproduire et d'utiliser les divisions sexuées du travail qui confinent les femmes à la sphère domestique, mais exploite également le travail domestique non rémunéré des femmes comme moyen de mise en œuvre des programmes. »

« Les travailleur·se·s humanitaires sont censés être les juges de ce qui constitue des « rôles masculins positifs ». Comme l'ont déjà souligné Eriksson Baaz et Stern, les récits de la construction et de la réforme des masculinités violentes sont résolument racialisés et imbriqués dans un récit de progrès et de développement. Les masculinités « civilisées » et égalitaires en termes de genre sont opposées aux masculinités violentes et oppressives de l'autre barbare (Eriksson Baaz et Stern 2013:26). »

« En outre, les représentations de l'égalité de genre dans la politique et la pratique humanitaires ne se contentent pas de maintenir les asymétries de pouvoir dans la rencontre entre les réfugié·e·s et les travailleurs humanitaires, elles alimentent et reproduisent également des relations de pouvoir plus générales au niveau mondial. La représentation des femmes réfugiées comme victimes de cultures barbares et sous-développées entretient un binaire entre les États non occidentaux dysfonctionnels, illégitimes et persécuteurs et les États occidentaux qui fonctionnent bien, sont légitimes et respectent les droits humains, ce qui permet aux États occidentaux d'apparaître comme supérieurs (Macklin 1995 ; Oswin 2001). L'inégalité entre les sexes dans les communautés de réfugié·e·s est considérée comme un symbole de l'infériorité des sociétés « moins développées ». En effet, l'égalité de genre est utilisée pour reproduire les hiérarchies culturelles et les images racistes des peuples non occidentaux, et pour légitimer les interventions descendantes visant à « développer » leurs sociétés. »

1. Traductions non professionnelles réalisées par la consultante.

Repenser le féminisme et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Conférence (enregistrement vidéo)

DATE

Mars 2022

AUTEUR·RICE(S)

AQOCI. Conférence animée par Mounia Chadi, chargée de programme en droits des femmes et égalité des genres à l'AQOCI, et Isabelle Auclair, titulaire de la Chaire de recherche Claire-Bonenfant.

Invitées :

- Chamindra Weerawardhana, autrice, professeure, chercheuse et analyste politique
- Nohely Guzman Narváez, co-fondatrice et coordinatrice de recherche à l'Indigenous, Peasant, and Urban Women Researchers Association
- Rose Ndengue, professeure adjointe à l'Université de York
- Sofia Zaragocin, professeure et chercheuse adjointe à l'Universidad San Francisco de Quito

MOTS-CLÉS (#)

colonialité; coopération internationale; féminismes décoloniaux; colonialité du savoir; positionnalité; intersectionnalité; corps territoires: Abya Yala; féministes autochtones; transféministes; anti-impérialisme; América Latina; féministes noires / afroféministes

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes de mars 2022, la Chaire Claire-Bonenfant- Femmes, savoirs et sociétés de l'Université Laval et le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'AQOCI organisaient une rencontre virtuelle sur le féminisme décolonial, autour de la question «Comment transposer les discours féministes intersectionnels et décoloniaux en pratiques et actions concrètes dans la coopération internationale?».

Dans un premier temps de questions, les invitées proposent leurs définitions des féminismes décoloniaux.

Sofia Zaragocin rappelle l'enjeu de la traduction et des langues utilisées dans les espaces de réflexion et de discussion. Dans sa définition, elle énonce que les féminismes décoloniaux sont pluriels et s'articulent autour d'un dénominateur commun: le racisme et la colonialité sont au cœur de l'analyse. Ces féminismes adressent la blancheur des féminismes et notamment du féminisme libéral. En Amérique Latine, ou en terres d'Abya Yala, ils abordent une perspective antiraciste, anti impérialiste, anti-coloniale et intersectionnelle.

Rose Ndengue, quant à elle, revient sur l'afroféminisme, les féminismes africains et les féminismes décoloniaux. Selon elle, ces courants permettent de penser la colonialité du pouvoir et du genre qui traverse les femmes noires sur le continent africain et en diaspora, et illustrent la manière dont elles luttent (collectivement et individuellement) contre toutes les manifestations de l'impérialisme occidental. Elle évoque les termes de colonialité du genre et colonialité du pouvoir. Elle rappelle que les dynamiques coloniales de la fin du 15e ont durablement transformé les sociétés colonisées en introduisant une hiérarchie raciale absolue et transformé la manière de penser les identités sexuées F/H et à les rigidifier et les binariser. Elle ajoute que les rapports et dynamiques coloniales n'ont pas disparu avec les indépendances, et elle cite, pour illustrer la continuité des luttes afroféministes et féministes africaines, Willie Mandela, Wangari Matai, Aminata Traoré, qui luttent contre l'impérialisme blanc, pour la justice sociale, contre les régimes autoritaires en place. Elle propose de réinscrire les femmes noires qui luttent à l'intérieur de leur communauté, se distancer du féminisme hégémonique blanc et bourgeois.

Nohely Guzman Narváez revient sur les liens entre les féminismes décoloniaux, l'antiracisme et les écoféminismes. Elle identifie un point de convergence autour du corps et évoque la notion de corps-territoire.

Chamindra Weerawardhana évoque quant à elle l'usage de la notion de «genre et développement» dans la coopération internationale. Elle définit ensuite ce qu'elle entend par «une coopération internationale fondée sur les principes de féminisme décolonial»: selon elle, cette approche exige un engagement plus fort, notamment de la part des «parties puissantes» dans cette coopération, financièrement aisées, à faire un travail engagé pour recentrer les dynamiques de pouvoir. Souvent dans le secteur international, les gouvernements occidentaux développent des projets de coopération aux budgets très élevés, et réfléchissent de plus en plus à l'accessibilité des événements organisés par ces projets, mais cela ne suffit pas: selon C. Weerawardhana, l'objectif doit être de reconsidérer comment on peut développer une plateforme plus égalitaire, et faire évoluer les comportements des détenteur·rice·s de pouvoir. Elle considère notamment que cette réflexion sur les rapports de pouvoir implique de faire davantage de lien avec des enjeux comme les violences policières quand on travaille sur la coopération internationale. Elle revient aussi sur les rapports de division et clivage qui ont pu exister dans les mouvements féministes des Suds, et observe en Asie du Sud Est une nouvelle génération d'activistes féministes fortement inspirées par les discours féministes noirs. Selon elle, il y a un fort enjeu pour la coopération internationale de tisser des liens entre les féminismes intersectionnels et les mouvements féministes progressistes des différentes régions du monde pour continuer à apprendre et réapprendre de nos multiples traditions féministes, et un autre enjeu de renommer les choses, par exemple en ne parlant plus de «parties prenantes» comme si tout le monde était sur un pied d'égalité, et en parlant des «parties puissantes» (détenteurs de pouvoir) dans la coopération internationale.

La deuxième partie des interventions se concentre sur les applications des féminismes décoloniaux en pratique.

Pour Chamindra Weerawardhana, si on veut développer un plaidoyer ou si on travaille dans le secteur de la solidarité internationale, et qu'on veut un discours féministe intersectionnel et décolonial, il doit inclure plusieurs éléments fondamentaux:

1. être développé à partir d'une perspective progressiste et inclusive centrée sur la justice de genre, la justice sociale et la justice économique (inspirée de la tradition du Black feminism de l'île de la Tortue);
2. travailler continuellement pour rendre l'engagement le plus inclusif possible et assurer qu'il n'exclue pas les femmes et les communautés marginalisées;
3. inclure les femmes dans toute leur diversité;
4. reconnaître qu'on vit dans un monde non binaire et arrêter de fonder nos approches de la coopération internationale sur des normes cis-hétéro (elle prend l'exemple des travaux d'ONU Femmes ou de la CSW pour dénoncer cette approche binaire);
5. assurer qu'on garde un regard critique sur les systèmes oppressifs et qu'on continue à dénoncer et démanteler les multiples formes d'oppression, qu'on priorise la ré-imaginer de nouveaux futurs où les structures de pouvoir seront renouvelées (elle se réfère à Angela Davis sur l'importance de l'optimisme);
6. intégrer les enjeux de justice de genre dans les travaux et discours décoloniaux, ou encore la question de la justice pour les victimes de violences policières, la reconnaissance de la non cis-hétéronormativité du monde, et «arrêter d'être décolonial « en parcimonie » »;

7. inclure, penser et visibiliser la question des violences policières, qui incarnent l'héritage colonial, et reconnaître qu'aujourd'hui la coopération internationale s'exerce aussi, par exemple, par les initiatives de formation des forces policières dans les Suds par des forces policières du Nord global

Nohely Guzman Narváez revient sur l'exemple d'une association féministe autochtone paysanne et précise que selon elle, l'angle le plus important consiste à désintellectualiser notre approche, à penser au-delà de l'inclusion pour réfléchir à démanteler le système dominant, à penser en sororité et en agents externes.

Rose Ndengue rappelle que beaucoup d'ONG féministes décoloniales ne sont pas présentes dans le secteur de la coopération internationale et invite à se poser la question de leur laisser de la place comme partenaires, sur la base de principes de solidarité, de sororité et de complicité dans la coopération internationale décoloniale. Elle pose la question de départ «comment faire de ma positionnalité un levier d'émancipation pour les communautés auxquelles je me rattache?», et présente l'exemple de la coalition féministe camerounaise. Dans ce cas concret, deux enjeux majeurs sont posés pour la participation et le partenariat avec les féministes camerounaises: 1) le financement, 2) la sécurité (Cameroun: Etat autoritaire, répression sévère de toute volonté de manifestation à visée émancipatrice). Elle propose de privilégier les petites structures qui font le travail de terrain mais ont peu de visibilité car n'ont pas de moyens financiers/humains pour communiquer sur leurs activités. Elle dénonce un des impacts du financement des grandes ONG, les plus visibles, souvent portées par des personnes en lien avec des détenteurs de pouvoir, en ce que souvent ces financements reviennent à invisibiliser et taire les femmes qui font le travail de terrain, notamment les femmes rurales. Elle invite ainsi à repenser la question du financement (ex. procédures élaborées de façon bureaucratique), pour mieux cibler les petites structures, en basant les critères de financement sur le travail fait, qui peut être documenté. Sur le volet de la sécurité, elle invite les parties puissantes à porter la charge mentale de la sécurité.

Enfin, Sofia Zaragocin se demande s'il est réaliste de penser que la coopération internationale peut être décoloniale. Selon elle, cela impliquerait de repenser la situation au complet: par exemple, le terme de développement a-t-il toujours sa place? Dans quel cadre international évoluons-nous, et quelle est la place des autochtones dans ces espaces et pratiques? Elle estime que l'idée de l'intersectionnalité ayant été cooptée, il faut repenser les choses, désessentialiser les personnes, les corps, les groupes...

NOTE: une fiche de synthèse réalisée par l'AQOC! issue de cette conférence et de celle qui l'a suivie en septembre 2022 est disponible dans la bibliographie.

Participation politique, organisation féministe et création d'espaces démocratiques inclusifs*

TITRE ORIGINAL

Political participation, feminist organising and the creation of inclusive democratic spaces

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Essai publié dans la série «Réflexions féministes» du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain, soutenue par le bureau Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique

DATE

Décembre 2020

AUTEUR·RICE(S)

Abiola Akiyode-Afolabi

Abiola Akiyode-Afolabi est maître de conférences à l'université de Lagos, avocate, féministe et militante des droits civils au Nigeria. Elle est la directrice fondatrice de Women Advocates Research and Documentation Centre (WARDC), une ONG de défense des droits en santé sexuelle et reproductive, des droits humains, de promotion et l'égalité de genre et la justice sociale au Nigeria.

MOTS-CLÉS (#)

Participation politique; représentation formelle; espaces démocratiques inclusifs; quotas; parité; représentation formelle, descriptive et substantielle; féminisme néolibéral; discrimination positive; dynamiques intra-partisanes; parrainage; nouveaux espaces démocratiques; espaces politiques superficiels; structures patriarcales; espaces virtuels; incubateurs d'idées radicales.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet article, Abiola Akiyode-Afolabi analyse la question de la participation des femmes dans l'arène politique. Elle remet en question le cantonnement de la participation politique aux structures établies et existantes: les partis, les chambres parlementaires et les instances formelles de gouvernance, et dénonce les insuffisances des efforts faits pour assurer une présence des femmes dans ces instances. Selon elle, ces espaces méritent d'être transformés et remis en question dans leur structuration. Par ailleurs, elle propose d'ouvrir le champ aux espaces informels et sûrs qui sont inventés par les femmes pour élaborer des actions politiques, et qui permettent une participation réelle et non superficielle.

Dans la première partie de son essai, elle revient sur les initiatives existantes et les plus courantes qui visent à renforcer la participation des femmes dans les espaces politiques. Elle constate l'inefficacité de l'hypothèse selon laquelle une participation, en nombre, de plus de femmes dans les institutions étatiques aboutirait naturellement à une meilleure représentation des intérêts des femmes. Les systèmes de quota existants, selon elle, sont par ailleurs souvent manipulés au détriment d'une représentation réelle de ces intérêts dans les espaces politiques, et au profit d'un affichage ou d'une mise en conformité «cosmétique». Elle présente ainsi les trois formes que peut prendre la représentation des femmes, en reprenant l'analyse de Paxton et Hughes (2007):

- Une représentation formelle (résultat souvent d'obligations fixées par les lois, mais ne protégeant pas les femmes face aux dynamiques intra-partisanes violentes qui génèrent des rapports de pouvoir et de domination importants, et aboutissant souvent à une présence des femmes aux postes les plus bas dans la hiérarchie des espaces politiques),
- Une représentation descriptive, où le nombre de femmes est placé dans le contexte des intérêts et de la circonscription. Par conséquent, les systèmes électoraux favorisent l'élection de femmes avec des listes de partis, la représentation proportionnelle et des circonscriptions de grande taille.
- Une représentation substantielle, qui implique que les femmes qui participent le font en leur propre intérêt et en leur nom, et sans être représentées par d'autres. Cette forme de représentation est cruciale pour élaborer des espaces politiques inclusifs et tenant compte des intérêts des femmes et des priorités féministes.

D'après l'auteurice, la représentation substantielle est un outil qui peut permettre une meilleure réflexion des intérêts de l'ensemble des femmes, et pas uniquement de celles qui peuvent accéder à des espaces formels et représentent une forme d'élite. Elle ne met pas pour autant de côté la réflexion sur la transformation des espaces politiques formels tels que les partis, et offre des pistes invitant à transformer ces espaces trop souvent dominés par des hommes et favorables aux mécanismes patriarcaux. Par exemple, elle propose la mise en place d'espaces en non-mixité permettant de renforcer la conscience féministe des élues et d'offrir des espaces de dialogue entre les femmes parlementaires et les citoyennes dans le sens d'une meilleure représentation des intérêts de ces dernières et d'une remise en question des structures politiques patriarcales en place.

Abiola Abiyoke-Afolabi analyse aussi l'impact des politiques néolibérales sur les intérêts des femmes, et dénonce l'adoption de mesures «pro-genre» superficielles, qui ne remettent pas en question le statu quo et la distribution du pouvoir et des ressources tels qu'elle existe. Elle dénonce vivement les idées qui sous-tendent la logique féministe néolibérale et explicite en quoi l'insistance sur une responsabilisation personnelle et des dynamiques individuelles qui la sous-tend revient à nier les injustices structurelles, et à remplacer un système d'oppression (le patriarcat) par un autre (le «marché»).

Au-delà d'une réforme et d'une remise en question des espaces politiques formels, l'auteurice propose ainsi de reconnaître des formes alternatives et existantes de représentation et de participation politique des femmes. D'après elle, les connaissances et analyses féministes doivent être mobilisées pour mieux comprendre les injustices structurelles qui fondent le système économique actuel et pour envisager des politiques économiques et sociales alternatives qui répondraient davantage aux intérêts des femmes et des classes populaires.

Elle invite à mieux prendre en compte les femmes ayant des influences positives dans leur groupe ou communauté, à reconnaître leur rôle — même quand celui-ci n'est pas formalisé par l'occupation d'un poste politique — et à sortir d'une logique selon laquelle la politique ne s'exprime et se fait qu'à travers les partis. Elle revient sur l'invisibilisation de la participation des femmes à la politique en la rattachant à la conception sexuée de l'espace public et de l'espace privé. Elle invite les femmes à modifier ce paradigme en occupant les espaces publics reconnus, mais insiste aussi sur la nécessité pour les féministes d'explorer de nouveaux espaces inventés, depuis les bases, pour mener leurs actions collectives et confronter le statu quo (en se référant par exemple aux grandes marches mondiales des femmes ou d'autres marches et mouvements sociaux dans lesquels les féministes sont présentes et élaborent leurs actions et leurs messages).

Dans sa conclusion, elle énonce un certain nombre de clés pour agir et renforcer la participation politique effective des femmes : la construction de communautés d'intérêts (en prenant l'exemple des écoles féministes et des espaces de solidarité féministe) comme incubatrices d'idées radicales et de conscience féministe ; l'organisation d'une occupation de l'espace public par les femmes ; la solidarité et l'organisation féministe à travers des espaces alternatifs et sûrs ; le militantisme intersectionnel et l'élaboration de liens et de ponts d'échange entre les différents mouvements sociaux ; le développement d'économies alternatives féministes qui rendent possible la participation des femmes et ne les excluent pas de facto des espaces de participation ; et enfin l'accès aux partis comme une opportunité de générer du changement depuis les espaces formels existants.

CITATIONS¹

« Comprendre les limites de la dépendance excessive à l'égard des quotas comme réponse à la marginalisation des femmes dans le domaine public, et en particulier dans la sphère décisionnelle, est devenu une urgence face à ce que Rottenberg a identifié comme le «féminisme néolibéral» (Rottenberg, 2018). Au-delà des espaces politiques, les femmes s'organisent dans d'autres sphères. Par conséquent, pour remédier aux inégalités et à la marginalisation des femmes dans la société, il est crucial d'apprécier les espaces de participation et le rôle que les femmes jouent et peuvent jouer dans l'expression de leurs voix à travers ces espaces. La présence visible doit s'accompagner d'une influence qui peut transformer une simple représentation formelle à une présence substantielle. Cette évolution est plus durable et peut rendre les espaces de prise de décision plus démocratiques, inclusifs et équitables ».

« Pour rendre possible une gouvernance qui promeut activement l'égalité de genre, les femmes de l'État doivent s'efforcer d'établir l'agenda (un agenda féministe), de développer des mécanismes de redevabilité plus solides et des processus entre l'État et les organisations de femmes qui leur permettront de participer aux espaces de prise de décision politique effectifs. Ce lien fait incontestablement défaut (Delvin & Elgie, 2008). »

« Les partis ne sont pas liés à un programme idéologique spécifique visant à promouvoir le bien-être et le développement de l'humanité. La politique des partis est plutôt une question de concurrence et d'accès aux privilèges ou aux bénéfices. Les partis politiques ne sont donc pas très attrayants pour les militantes potentielles, qui veulent faire avancer des intérêts collectifs ».

1. Traductions non professionnelles

“ La construction d’une conscience critique chez les femmes parlementaires par le biais de campagnes féministes et de lobbying est une nécessité urgente pour remettre en question les attitudes et les structures conservatrices, anti-femmes et hétéronormatives. Les espaces réservés aux femmes, qui permettent le dialogue entre les femmes parlementaires et les citoyennes, peuvent constituer un mécanisme précieux pour éradiquer le système patriarcal dominant dans les relations et interactions personnelles/politiques (Tripp, 2003) »

“ Il est donc essentiel que, dans le cadre des stratégies visant à accroître la participation des femmes à la vie politique, les femmes soient mobilisées pour résister à la féminisation de la pauvreté et aux politiques imposées par les agences financières internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il est essentiel de faire des efforts conscients pour établir un lien entre la lutte des femmes pour la participation et la résistance à la violence économique que la plupart des politiques économiques actuelles laissent présager. La mobilisation et la vigilance sont également stratégiques face à la montée de l’idée féministe néolibérale, qui se présente comme une exclusion dans son insistance sur l’équilibre et la responsabilité personnelle, où elle minimise les barrières structurelles contre la croissance des femmes et les opportunités de développement, tout en privilégiant l’idée de l’amélioration personnelle en tant que réponse à la marginalisation. Cela correspond bien aux fondements de l’idéologie néolibérale qui met l’accent sur le triomphe de l’individu sur la croissance collective, sur les processus d’inclusion et d’exclusion sélectives des pauvres, et en particulier des femmes (Miraftab, 2004). Comme le souligne Lea Sitkin (Sitkin, 2017), « le féminisme néolibéral promet la liberté, mais il ne fait que remplacer une source de coercition (l’autorité traditionnelle et patriarcale) par une autre (le marché). » »

« Il s’agit d’une idée révolutionnaire de penser que les institutions de l’État démocratique doivent être guidées par l’égalité, l’équité et la justice, et que le peuple lui-même peut transformer le système politique de manière à ce qu’il profite à tout le monde, mais surtout les moins privilégié·e·s ».

“ Les politiques doivent investir dans les femmes, leur accès à la terre, à des opportunités et à leur liberté. Les idées féministes peuvent améliorer la qualité de la vie et de la cohabitation, réduire les inégalités et atteindre la liberté de vivre dans la dignité et l’autodétermination (économique). »

“ Il y a des femmes dans les communautés traditionnelles que les gens reconnaissent, qui ont un pouvoir d’influence, certaines appartiennent à une association de marché, qui exercent une influence positive sur la communauté. Elles sont de puissants leaders d’opinion. Il se peut qu’elles n’occupent pas de poste particulier, mais elles changent beaucoup de choses ».

“ La notion conceptuelle d’espace montre comment l’espace est genré et hautement politisé en tant que ressource sociale dans toutes les sociétés. Des espaces spécifiques ont été marqués culturellement, religieusement et politiquement comme « masculins » ou « féminins » tout au long de l’histoire humaine connue. Les espaces féminins étaient et sont encore aujourd’hui principalement liés aux fonctions de reproduction et d’alimentation dans toutes les sociétés humaines (Geisler, 1995). Les espaces dits publics sont supposés être masculins. Pendant des siècles, les hommes ont exclu les femmes de l’espace public, où toutes les décisions critiques relatives au pouvoir sont délibérées et mises en œuvre. »

“ Pour contester l’hégémonie des structures patriarcales en politique et dans la vie, les espaces publics de toutes sortes doivent être occupés par des femmes, avec pour objectif de promouvoir la justice de genre et le changement transformateur. »

“ Pour développer une bonne analyse et des stratégies de lutte commune, les « espaces sûrs » sont essentiels. Nous devons reconstruire des espaces féministes au sein des mouvements et des partis politiques, où les femmes peuvent se connecter et construire collectivement des agendas d’intérêt commun. »

Alliance féministe, principes et pratiques*

TITRE ORIGINAL

Feminist Allyship, Principles and practices

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Rapport / Guide

DATE

2021

AUTEUR-RICE(S)

CREA (CREA est une organisation internationale féministe de défense des droits humains basée dans le Sud et dirigée par des femmes du Sud. Le travail de CREA s'appuie sur la valeur inhérente d'une approche de la sexualité et de l'égalité de genre basée sur les droits). Le rapport a été coordonné par Srilatha Batliwala, Conseillère Senior en charge du renforcement des connaissances à CREA.

MOTS-CLÉS (#)

alliances féministes; redevabilité; transparence; gestion des conflits; visions féministes; agendas de changement; mouvements sociaux.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

La notion d'alliance féministe est proposée par CREA comme un concept essentiel pour créer des alliances équitables, démocratiques et durables entre les mouvements féministes et de justice sociale.

En 2021, CREA a entrepris une étude de cas approfondie pour explorer les principes et les pratiques de l'alliance féministe, en s'appuyant sur son expérience de collaboration d'une vingtaine d'années avec les organisations de travailleur·ses du sexe en Asie du Sud et dans le monde. Cette étude visait à identifier ce qui fait que les alliances peuvent être considérées comme réellement féministes, et à proposer des pistes pour orienter la construction et le maintien de telles alliances.

Les alliances féministes sont définies comme des relations entre des personnes, des organisations et des mouvements féministes, ou avec d'autres organisations et mouvements de justice sociale qui soutiennent activement l'agenda féministe.

Dans le rapport, CREA revient sur les études de cas de ses propres alliances et relations avec différentes organisations de travailleur·ses du sexe dans le monde. L'organisation décline ensuite des principes et pratiques catégorisées en trois sections :

→ Principes et pratiques pour initier et construire des alliances féministes

- Construction d'une vision et d'un agenda communs à long terme
- Faire preuve de solidarité et soutien mutuel de façon visible
- Mettre en place de la confiance, de la transparence et de la redevabilité mutuelles
- Améliorer l'accès, la visibilité et l'expression individuelle et collective dans les espaces clés et les processus politiques

→ Principes et pratiques pour maintenir des alliances féministes

- Reconnaître, accepter et exploiter les différences
- Renforcer les connaissances, les capacités et le leadership de chacun·e
- Approfondir une approche intersectionnelle et adopter de nouvelles perspectives
- Communication permanente et durable
- Renforcer la résilience grâce à la flexibilité et à la réactivité face aux nouveaux défis
- Construire des liens élargis avec d'autres allié·es et partenaires des mouvements sociaux
- « Rien sur nous sans nous »

→ **Principes et pratiques pour gérer les tensions et défis au sein des alliances féministes**

- Mécanismes transparents de gestion des dynamiques de pouvoir, des tensions et des conflits internes
- Éviter le syndrome du bailleur: veiller à ce que l'accès au financement ne devienne pas une source d'influence plus importante au sein de l'alliance
- Éviter l'exclusivité et établir des relations au-delà des individus

Chaque principe est décliné et illustré sur la base de l'étude de cas réalisée par CREA et ses partenaires.

CITATIONS¹

« Les alliances sont nombreuses dans le monde de la justice sociale, mais elles contiennent souvent des inégalités de pouvoir et de voix entre leurs membres. L'alliance féministe doit être comprise comme s'efforçant d'obtenir une voix, une représentation et un pouvoir égaux pour tou·tes. »

“ Il est inévitable que l'alliance s'accompagne de son lot de frictions et de tensions, en particulier lorsque les relations se construisent entre des acteur·rices dont les lieux, les expériences, les perspectives, les préjugés et les capacités varient considérablement. L'alliance féministe doit avoir le courage de faire apparaître, d'affronter et de traiter ces tensions ouvertement et honnêtement. Si elles sont ignorées ou balayées, elles entraîneront des conflits et des ruptures plus problématiques qui seront encore plus difficiles à résoudre. »

“ Le plus important de tous les principes de l'alliance féministe est le suivant: apprendre de nos expériences, de nos échecs comme de nos réussites. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions construire des alliances féministes encore plus fortes pour réaliser nos visions féministes! »

1. Traductions non professionnelles

Guide pour construire une solidarité féministe intersectionnelle*

TITRE ORIGINAL

A Guide to Building Feminist Intersectional Solidarity

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Guide publié par l'Institut Canadien de Recherche sur les Femmes (ICREF)

DATE

2021

AUTEUR-RICE(S)

Mélissa Alig, Jackie Neapole, Kyla Piccin et Luna K C, pour l'Institut canadien de recherches sur les femmes

MOTS-CLÉS (#)

systèmes de pouvoir; approches «trauma-informed»; professionnalisation du militantisme; intersectionnalité; décolonisation du féminisme; travail collaboratif; redistribution du pouvoir; féminisme non oppressif; cocréation et coconstruction; renforcement mutuel et cadre de réciprocité; auto-réflexion et exploration des biais interiorisés.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Ce guide a été produit par l'ICREF dans le cadre d'un projet pluriannuel «Renforcer les capacités pour le plaidoyer intersectionnel sur les problématiques rencontrées par les femmes» (2017-2021), et s'attache à proposer des pistes pour rendre réelle la solidarité féministe intersectionnelle entre féministes, organisations féministes et mouvements féministes. Dans l'introduction, les autrices citent des militantes féministes comme Jean Fyre Graveline, sur l'importance de reconnaître les différents niveaux de privilèges qui affectent notre capacité à travailler ensemble, Chandra Mohanty sur l'enjeu de «décoloniser le féminisme» en identifiant les différences et les barrières à la solidarité féministe, ou encore bell hooks sur la possibilité de développer des solidarités sur la base de nos forces, ressources et objectifs et non pas sur la base de nos seules vulnérabilités partagées. Elles définissent la solidarité féministe intersectionnelle comme «un cadre utile pour créer et développer des réseaux significatifs, équitables et solidaires de féministes, d'organisations féministes et de mouvements féministes», qui repose sur l'analyse des impacts croisés du patriarcat, de la suprématie blanche, du colonialisme, du classisme, du validisme et d'autres systèmes de pouvoir sur les dynamiques de pouvoir au sein et entre les mouvements et organisations féministes. Le guide est structuré en trois sections:

- Une qui présente deux domaines d'actions prioritaires, à savoir l'identification, la remise en question et la redistribution du pouvoir d'une part, et le travail collaboratif de l'autre
- Une section qui suggère des clés d'action pratiques à l'endroit des féministes, des organisations féministes et des mouvements féministes, en proposant des listes de questions pour guider la réflexion et le changement de pratiques
- Une dernière qui propose un exemple d'action concrète suivant ces principes autour du plaidoyer pour le financement des dépenses de fonctionnement des organisations féministes.

Les listes de questions qui sont élaborées aux pages 10 et suivantes semblent particulièrement utiles pour appuyer des réflexions sur les pratiques féministes de la solidarité internationale. En effet, ces listes permettent de guider la réflexion des militantes féministes, des organisations féministes ou des mouvements féministes — respectivement — pour analyser leurs pratiques au prisme des perspectives intersectionnelles et de collaboration féministe.

Ainsi, les militantes féministes sont invitées à initier un travail d'autoréflexion critique et de questionnement des biais et formes de discrimination intériorisées, à partir duquel elles pourront pratiquer un féminisme « activement non-oppressifs », en s'engageant activement sur les questions antiracistes, anti-validistes, anti-transphobes, anticoloniales et anti-oppressives. La pratique de l'écoute des autres féministes et le partage des espaces de discussion et de prise de parole sont aussi vivement encouragées, de même que la construction de relations de confiance entre féministes, ou encore la reconnaissance du trauma individuel et collectif que peuvent générer les systèmes oppressifs et la prise de conscience des impacts de ces traumas sur nos interactions.

Quant aux organisations féministes, elles sont invitées à :

- Reconnaître la diversité de perspectives qui peuvent exister sur un sujet donné et en tenir compte dans les prises de décision,
- S'engager dans un travail collaboratif qui vise à soutenir les objectifs distincts des organisations féministes et à faire front autour d'un objectif commun et partagé d'égalité pour toutes les femmes ;
- Travailler ensemble, cocréer et construire des savoirs collectifs, en incluant les plus petits groupes et en les soutenant par du financement, de la mise en réseau, du renforcement de connaissances, le partage d'outils et de ressources
- Encourager et rendre possible le « femtoring » (contraction de feminism et mentoring) au sein des équipes pour diffuser une culture commune féministe
- Adopter des pratiques de recrutement équitables et garantissant la représentativité de toutes les femmes dans leur diversité
- Tenir compte, dans la conception et l'organisation d'événements, de l'inclusion sur la base du handicap, des responsabilités reproductives, du genre, de la culture, du statut socioéconomique [un nombre important de pistes très concrètes sont proposées sous cette recommandation].

Enfin, les recommandations s'adressant aux mouvements féministes abordent la reconnaissance des différents types d'expertises et de savoirs, y compris en dehors d'une approche professionnalisante, la représentation des voix des femmes les plus marginalisées ou sous-représentées, le développement de relations équitables et non exploitantes avec d'autres féministes basées sur la réciprocité et le respect mutuel, le renforcement du travail intersectionnel et interdisciplinaire, ou encore la mise en pratique des principes de transparence, d'honnêteté et de redevabilité.

CITATIONS¹

« Les féministes s'efforcent de comprendre et d'analyser les structures de pouvoir inégales et d'exposer les effets cumulés des systèmes de domination sexistes, racistes, hétérosexistes et fondés sur la classe sociale. Les universitaires et militantes féministes autochtones et noires, telles que Kimberlé Crenshaw, Maile Arvin, Eve Tuck et Morrill Angie, et Patricia Hill Collins décrivent la manière dont la suprématie blanche, le patriarcat, le validisme, le colonialisme et d'autres systèmes sont représentés dans la pensée et les mouvements féministes. Les conditions d'inégalité peuvent être reproduites au sein des mouvements et des organisations de défense des droits des femmes lorsque la priorité est donnée à l'amplification des voix, des idées et des expériences des femmes blanches, riches, cisgenres, hétérosexuelles et valides, réduisant ainsi au silence les voix, les idées et les expériences des femmes marginalisées. La création d'une solidarité intersectionnelle féministe forte et résiliente est nécessaire pour remettre en question et transformer les structures de pouvoir dysfonctionnelles au sein du mouvement des femmes. »

« La collaboration féministe consiste à travailler ensemble pour développer de nouvelles idées et stratégies afin de défendre et de réaliser l'égalité pour toutes les femmes. Le fait de travailler en collaboration pour examiner les relations de pouvoir inégales et élaborer des stratégies nouvelles et transformatrices permet aux féministes de défendre et d'atteindre efficacement leurs objectifs. L'élaboration de campagnes en collaboration, la mise en commun et la co-création de ressources, la co-planification d'événements, les réunions régulières pour élaborer des stratégies et se soutenir mutuellement sont autant d'éléments qui créent une solidarité et un impact, même si les mandats des groupes individuels diffèrent. »

1. Traductions non professionnelles

Inclusivité des événements et réunions

Questions à se poser pour s'assurer de l'inclusivité d'un événement

→ Veillez à l'inclusion des personnes handicapées, des personnes ayant des responsabilités de soins (care), des différentes catégories de genre y compris les minorités de genre et sexuelles, ainsi que des groupes culturels et socio-économiques lors de la planification et de l'organisation d'événements.

→ Identifiez à l'avance les profils des personnes qui participeront à l'événement, identifiez les services et soutiens nécessaires et incluez les dans le budget et la préparation logistique de l'événement.

→ Prévoyez suffisamment de temps pour réserver les services et les aides nécessaires à la pleine inclusion lors de votre événement.

Pour les personnes en situation de handicap physique :

- L'espace de l'événement est-il physiquement accessible?
- L'événement est-elle organisée dans un quartier accessible à tou·te·s?
- Y a-t-il des trottoirs à l'extérieur du bâtiment?
- Y a-t-il des ascenseurs et/ou des rampes d'accès (en cas d'étage)?
- La salle accueillant l'événement dispose-t-elle de suffisamment d'espace pour permettre aux personnes utilisant des dispositifs d'aide à la mobilité de se déplacer?
- Le lieu de réunion dispose-t-il de toilettes accessibles?

Pour les personnes exerçant des responsabilités en matière de soins (care):

- L'événement a-t-il lieu à un moment où les femmes s'occupent de tâches non rémunérées - heure du coucher, heure du dîner, heure de la sortie de l'école?
- Des services de garde d'enfants sont-ils disponibles?
- Offrez-vous des remboursements pour les frais de garde d'enfants?

Pour l'intégration de la dimension de genre :

- Qui pourrait bénéficier ou aimer participer à l'événement que vous planifiez?
- Les personnes dont le genre est marginalisé (personnes non binaires, transgenres et en questionnement) s'identifieraient-elles au thème de l'événement? Réfléchissez à l'objectif de votre événement, impliquez les minorités de genre et sexuelles lors de la planification de l'événement et soyez précis-es dans la description de l'événement.
- Des toilettes neutres sont-elles disponibles?
- L'événement est-il ouvert aux hommes cisgenres? Réfléchissez au type d'événement ou de réunion que vous organisez. S'agit-il d'une collecte de fonds, d'un événement destiné à sensibiliser les alliés-es? S'agit-il d'une réunion pour partager les préoccupations liées aux agressions sexuelles ou au harcèlement? Le choix des modalités de mixité pourra avoir un impact important sur le déroulé de l'événement selon son objectif et sa thématique.

Pour l'inclusion culturelle :

- Avez-vous consulté les calendriers culturels pour vous assurer que la date de l'événement n'entre pas en conflit avec des événements ou des fêtes religieuses ou culturelles majeures?
- Avez-vous prévu un espace où les participant·e·s peuvent se rendre pour prier, méditer ou s'asseoir tranquillement?
- Avez-vous tenu compte des restrictions alimentaires?
- Avez-vous inclus des groupes autochtones ou personnes issues de la localité où se déroule l'événement dans sa préparation?
- Avez-vous fait la promotion de l'événement par l'intermédiaire de groupes et d'organisations communautaires dont les membres sont connu·es pour leur diversité raciale, ethnique et culturelle?
- Des services d'interprétation sont-ils disponibles?

Pour l'inclusion socio-économique :

- L'événement a-t-il lieu à un moment où les femmes travaillent? Ou d'autres groupes sociaux concernés? L'événement a-t-il été annoncé suffisamment à l'avance?
- La participation et/ou le partage d'expertise sont-ils compensés par des honoraires ou per diems?
- Les invité·e·s et l'animateur·rice de l'événement sont-ils/elles remboursé·e·s pour leurs frais de déplacement, d'hébergement, etc.?
- L'événement est-il facilement accessible par les transports en commun?
- Des repas et des rafraîchissements sont-ils disponibles lorsque les réunions ont lieu pendant les heures de repas?
- Du temps est-il prévu pour la création de réseaux sociaux pendant les événements, plutôt qu'avant ou après?

*Fiche issue de la publication suivante : « Un guide pour construire la solidarité féministe intersectionnelle », Institut canadien de recherches sur les femmes, Ottawa, 2021, p.18

Solidarité féministe dans la résistance et la construction d'alternatives à l'extractivisme*

TITRE ORIGINAL

Feminist Solidarity in the Resistance and Construction of Alternatives to Extractivism

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Essai publié dans la Série «Réflexions féministes» du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain, soutenue par le bureau Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique

DATE

2021

AUTEUR-RICE(S)

Marianna Fernandes et Rosete Manusse

Cette production s'inspire du travail collectif du groupe de réflexion et d'action féministe africain. Ce groupe est composé de 40 femmes universitaires féministes, actives sociales et progressistes issues de syndicats et de l'arène politique à travers le continent africain. Depuis novembre 2017, les participantes se sont engagées régulièrement dans des débats critiques sur les défis qui découlent des modèles de développement néolibéraux et leurs revers politiques contre les femmes pour un activisme féministe africain contemporain. Les rencontres ont été facilitées par le bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique.

MOTS-CLÉS (#)

solidarité féministe internationale; luttes territoriales; différence; division sexuelle du travail; capitalisme; patriarcat; racisme; corps; entreprises transnationales; extractivisme; réparation; Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD — en anglais); Marche mondiale des femmes; communication féministe

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans ce document, Marianna Fernandes et Rosete Manusse reviennent sur le fruit des rencontres du groupe de réflexion et d'action féministe africain qui se sont déroulées en novembre 2018 à Maputo pour partager les expériences et connaissances de résistance à l'extractivisme et élaborer des alternatives aux modèles extractivistes. Les participantes soulignent l'importance des solidarités féministes internationales dans cette réflexion et ces luttes pour leurs territoires, et évoquent la richesse et la créativité générée par leurs différences et leur diversité. Elles ont collectivement identifié la division sexuelle du travail comme un enjeu majeur les exposant, dans leurs différents contextes, à des inégalités et à l'exploitation de leur travail au service du système capitaliste. Face à ce dénominateur commun, elles identifient l'auto-organisation collective et la création d'espaces auto-organisés de rencontres comme un élément clé qui favorise le partage d'expériences, de sentiments, de vécus, et le renforcement des luttes féministes contre les systèmes d'oppression. Un autre dénominateur commun identifié par les participantes est celui de l'exploitation des corps des femmes, par le travail et par les violences sexuelles, et du rôle essentiel joué par les corps dans les luttes féministes et les résistances contre les systèmes extractivistes. Elles contestent aussi le fait d'être souvent cantonnées au rôle de reproduction au service du capital (produire des travailleur-se-s). Les participantes ont aussi dialogué autour des impacts des industries extractivistes sur leurs territoires, et dénoncent le manque d'information auquel sont confrontées leur communauté, souvent manipulées par les entreprises pour céder leurs territoires sans juste contrepartie, et au détriment de leur mode de vie et de leurs besoins de subsistance. L'absence des femmes dans les espaces de discussion pour obtenir réparation des dommages causés par les industries extractivistes est aussi dénoncée par les participantes. Elles reviennent également sur les approches Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD — en anglais) prônées par les grandes entreprises pour continuer leur activité, et aboutissant souvent à des interdictions de territoire pour les communautés qui vivent et habitent ces territoires qui feront l'objet de plantations d'arbres, souvent pour plusieurs années.

Après avoir identifié ce qui les lie dans leurs luttes et leurs expériences, les participantes proposent des solutions pour mettre en place des alternatives à l'extractivisme. Ces solutions peuvent inspirer les réflexions du monde de la solidarité internationale dans le sens où elles illustrent des principes clés de la solidarité féministe :

- Reconnaître la capacité des femmes à analyser les impacts (en l'occurrence, du modèle extractiviste) et à renforcer leur résilience
- Permettre l'auto-organisation des femmes sur leurs territoires
- Soutenir des processus de résistance permanente en créant des alliances avec d'autres mouvements à l'échelle locale, nationale et internationale
- Créer des territoires libérés où les femmes peuvent organiser leur vie et maintenir leurs modes de vie à partir de leurs propres forces et ressources
- Valoriser le travail des femmes, en particulier dans la production pour l'auto-consommation et le travail de subsistance
- Elaborer et développer une communication / des canaux d'information alternatifs basés sur des valeurs et des principes anticapitalistes, antiracistes, anticoloniaux et antipatriarcaux et sensible aux dégâts causés par l'extractivisme.
- Créer des espaces de visibilité, de solidarité et de dialogue qui replacent les femmes et leurs luttes dans une dimension politique, en tant que sujets et non objets, et dans l'espace public.
- Valoriser la pluralité et la diversité culturelle et géographique des femmes.

CITATIONS¹

“ Le système capitaliste, patriarcal et raciste veut notre corps comme source de travail, de main d'œuvre. Et c'est souvent le travail qui façonne notre corps. Cependant, nous ne recevons pas en retour les richesses que notre corps crée. Nous créons des richesses mais nous n'avons pas d'eau, nous n'avons pas d'énergie. Nos mains restent avec les callosités mais sans les bénéfices de la richesse que nous créons. Nous ajoutons à cela que les instruments de travail du capital ne sont créés que pour nous donner plus de travail, pour extraire plus de notre travail et non pour diminuer notre effort. C'est pourquoi il est important de créer nos propres instruments de travail. »

« Il y a souvent des acteurs extérieurs à nos territoires qui pensent que nous ne savons rien, qu'ils savent ce qui est le mieux pour nous. Ils ne tiennent pas compte de nos connaissances et de ce que nous faisons depuis longtemps. Les alternatives que nous construisons ne répètent pas ce schéma, parce qu'elles sont basées sur nos expériences. Il s'agit d'initiatives populaires visant à transformer le monde à partir de nos territoires ».

1. Traductions non professionnelles

Vaincre le monstre à trois têtes : une réflexion féministe sur le genre*

TITRE ORIGINAL

Defeating the three-headed monster: a feminist reflection on gender

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Essai publié dans la série «Réflexions féministes» du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain, soutenue par le bureau Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique

DATE

Juin 2021

AUTEUR-RICE(S)

Teresa Cunha

Teresa Cunha est professeure et militante féministe. Elle est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'université de Coimbra. Elle est chercheuse au Centre d'études sociales de l'université de Coimbra, où elle enseigne dans plusieurs cours de doctorat; elle coordonne la publication «CES Workshop», les cycles d'ateliers sur le genre. Elle coordonne l'école d'hiver «Écologies féministes de la connaissance» et le programme de recherche "Épistémologies du Sud". Elle est chercheuse associée au CODESRIA et au Centre d'études africaines de l'Université Eduardo Mondlane au Mozambique. En 2017, elle a été décorée de l'Ordre du Timor-Leste par le président de la République démocratique du Timor-Leste. Ses recherches portent sur les féminismes et les post-colonialismes; les économies féministes; la transition d'après-guerre, la paix et les mémoires; les droits humains des femmes dans l'océan Indien. Elle a publié plusieurs articles scientifiques dans plusieurs pays et langues, notamment: Femmes, territoires et identités, Vol 1, 2 et 3 (2018, 2019); Femmes au pouvoir. D'autres économies créées et dirigées par des femmes du Sud non impérial (2015); Never Trust Cinderella. Feminisms, Post colonialism, Mozambique and Timor-Leste (2014); Essays for Democracy, Justice, Dignity and Well-living (2011); They in the South and North (2011); Voices of the Women of Timor; Timor-Leste (2006); Feto Timor Nain Hitu - Seven Women of Timor (2006); Roots of Participation (2008); Walking through other ways (2007) et Chronicle of the Obser.

MOTS-CLÉS (#)

mouvements féministes; transformation participative et émancipatrice; privilèges; études de genre et études féministes; individualisme néo-libéral; capitalisme néo-libéral; féminisme de marché; hétéro-patriarcat; colonialisme; différences et diversité; participation démocratique; justice de genre; backlash; distribution équitable des ressources; intersectionnalité; LGBTQ+; division sexuelle du travail.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet essai, Teresa Cunha propose une analyse de l'intrication de trois systèmes d'oppression qui coexistent: l'hétéropatriarcat, le capitalisme et le colonialisme. Elle dénonce la cooptation et l'appropriation du concept et du mot genre par les institutions et acteur·rice·s du développement et de la coopération internationale, le vidant de son objectif premier de transformation sociale pour l'émancipation et l'égalité. Elle rappelle le principe clé «Pas de justice sociale sans justice de genre», et s'attache à réactiver le potentiel transformateur du concept de genre dans une dynamique politique et émancipatrice. Elle définit le genre comme une catégorie d'analyse des rapports de pouvoir et des privilèges de certain·e·s face aux oppressions subies par d'autres dans la sphère personnelle, communautaire, politique, économique et culturelle, tout en rappelant que ce concept n'est pas également approprié dans tous les contextes, et peut avoir des sens différents, voire être confronté à l'absence d'appropriation ou de sens, dans certains moments, certaines sociétés ou cultures.

Dans la première partie de l'essai, T. Cunha revient sur l'histoire du concept de genre, de son usage et des détournements qui ont contribué à le dépolitiser — tant au niveau des politiques de coopération et de développement conduites par les pays du Nord global que par certaines institutions africaines. Elle identifie comme responsables de cette dépolitisation du genre, un triptyque, ce «monstre à trois têtes»: le capitalisme néolibéral, l'hétéropatriarcat et les formes contemporaines de colonisation (des territoires, des corps des femmes, de la science). Elle reprend notamment les analyses de la chercheuse Akinbobola qui dénonce l'incapacité des féminismes néolibéraux à adresser les changements structurels nécessaires à un réel travail sur les inégalités, en Afrique et dans le monde. Elle évoque aussi d'autres chercheuses ayant contribué à développer et mettre en

avant ces idées : Chandra Talpade Mohanty (1991), Ifi Amadiume, 1998, Silvia Cusicanqui (2010), María Lugones (2010), Karina Bidaseca et Vanesa Laba (2011), Oyèrónké Oyèwùmí (2017) ou encore Patricia McFadden (2018). Ces dernières ont mis en évidence deux éléments majeurs : 1) le concept de « la femme » universelle invisibilise les différences et induit la primauté des femmes straight, blanches et occidentales ; et 2) ce même concept de « la femme » contribue à perpétuer les conditions de l'oppression et de la discrimination auxquelles sont confrontées les personnes qui s'identifient comme femmes, dans une conception occidentale.

Dès cette première partie, T. Cunha propose plusieurs principes clés pour repenser le concept de genre :

- Interroger l'exclusion de certaines femmes « des marges » dans les réflexions et travaux sur le genre
- Accorder la même attention à tous les vécus et toutes les expériences
- Apprécier la diversité des cultures, langues, cosmologies et expériences pour créer des liens et des alliances
- Sortir d'une approche par les chiffres et la mesure des inégalités par les statistiques
- Questionner et dénoncer les attitudes et comportements discriminants à l'intérêt des structures de décision
- Continuer à lutter pour l'accès à la participation démocratique dans les espaces de prise de décision
- S'inspirer de toutes les stratégies imaginées partout dans le monde pour contribuer à mieux vivre, à respecter la dignité et à obtenir plus de justice
- Demander des comptes aux États et se battre pour des cadres légaux plus protecteurs
- Reconnaître qu'il n'existe pas de solution « clé en main » et que chaque personne est différente.

Dans la deuxième partie de l'essai, T. Cunha identifie les effets croisés de l'avènement de gouvernements et de régimes politiques s'opposant aux droits humains des femmes et des personnes non conformes à la masculinité hégémonique et du détournement du concept de genre dans le secteur de la coopération internationale comme un simple critère technique d'accès aux fonds : selon elle, il en découle un contrôle et une influence renforcés sur les mouvements sociaux dans les pays « soutenus » par la coopération internationale, dont les connaissances, les approches, les savoirs et les expériences sont niés. Elle démontre pourtant la capacité de ces mouvements, et notamment des femmes organisées en temps de crise, à faire face aux crises les plus fortes et à maintenir une économie, comme ça a été le cas pendant le COVID, par le travail reproductif non reconnu et non payé. Dans ce sens, elle insiste sur la nécessité de promouvoir la justice de genre, plutôt que l'égalité de genre, et d'envisager le genre comme un outil d'analyse et de transformation vers plus de justice, une distribution équitable des ressources, l'accès de tou-te-s au respect et à la dignité, un partage collectif de la responsabilité de maintenir les conditions de vie et de bien-être (le care).

Dans une troisième partie, l'auteur évoque la variété de définitions et de conceptions du genre à travers le monde. Elle reprend notamment des exemples de sociétés et cultures ne reposant pas sur une construction binaire du genre, et appelle à accepter que pour certaines communautés, le concept de genre peut rester abstrait, et que cette catégorie d'analyse peut ne pas s'appliquer à toutes les conceptions des identités humaines. Elle revient aussi sur le concept d'intersectionnalité développé par Kimberlé Crenshaw (1991), et critique la tendance du secteur de la coopération internationale à s'approprier ce concept sous un prisme individuel uniquement, limitant la capacité à analyser les systèmes et structures oppressifs, à nouer des alliances en vue d'une transformation émancipatrice, et dépolitisant ce concept.

Dans une quatrième partie, T. Cunha propose des pistes pour adresser les trois têtes (hétéropatriarcat, capitalisme, néo colonialisme) du monstre, notamment :

- Porter une attention à la façon dont le concept de genre est coopté par le patriarcat pour être réduit à un critère technique et bureaucratique, voire une arme culturelle contre les droits humains des femmes et des communautés LGBTQ+
- Reconnaître à sa juste valeur le travail reproductif réalisé par les femmes, qui maintient les conditions de la vie, notamment en temps de crise ;
- Redonner au genre sa place en tant qu'outil de transformation sociale et d'émancipation pour un monde plus juste et plus humain
- Renforcer les liens entre toutes les luttes et accepter que selon les moments et le contexte, l'une peut prendre le pas sur l'autre, et refuser l'idée selon laquelle les luttes devraient être exclusives les unes des autres
- Mobiliser les savoirs et compétences qui nous permettent de prendre soin de nous et des autres.

Elle propose ensuite une dernière partie de son essai dédiée au cas du Mozambique, dans laquelle elle analyse les enjeux qu'elle considère comme majeurs et des solutions collectives pour y faire face avec une approche féministe, décoloniale et anticapitaliste.

CITATIONS¹

“Le genre est une catégorie relationnelle qui permet d'expliquer l'exclusivité des privilèges de certains face à la discrimination de la majorité dans les différentes sphères de la vie : personnelle, communautaire, politique, économique et culturelle (Butler, 2004).”

“Le concept de genre, bien qu'il soit le résultat d'une forte critique des systèmes d'inégalités socialement et historiquement construites entre les femmes et les hommes et, par conséquent, revendique une transformation structurelle de la politique, de l'économie, de la science et de la culture, a souvent été utilisée pour créer une éthique essentialiste qui maintient la subordination et la minorité des êtres qui se pensent et se représentent comme féminins.»

“Bien que le capitalisme néo-libéral soit un incubateur d'une vision apolitique, voire conservatrice, du genre, il agit en articulation avec le patriarcat et les formes contemporaines de colonialisme pour imposer une vision dominante, voire universelle, de ce que devraient être les relations entre les êtres humains qui s'identifient comme des femmes ou des hommes (Cunha, 2014, 2015).”

“Selon Akinbobola (2019), nous sommes confronté·e·s à la floraison de féminismes néolibéraux et/ou de marché qui créent ce que l'on appelle un «aveuglement au genre» sous l'apparence d'une rhétorique de politiques sensibles au genre tout en proposant des approches uniquement axées sur le marché et n'acceptant pas les critiques de fond sur son incapacité à changer structurellement la situation et les inégalités persistantes, que ce soit dans le monde en général ou dans les sociétés africaines en particulier.»

« Repolitiser le concept de genre signifie faire du genre un horizon et un outil pour tou·te·s ceux qui sont prêt·e·s à construire la justice, avec des bénéfices égaux pour tou·te·s et sans les privilèges de quelques-uns. »

“Cette centralité apparente du genre, imposée du haut vers le bas, combinée à la bureaucratisation croissante, au contrôle technique des projets et des programmes de coopération et à l'exacerbation d'une atmosphère culturelle conservatrice dans les pays «soutenus» a généré plusieurs impacts négatifs (Akinbobola, 2019). Je retiens les suivants : premièrement, la réduction du concept de genre à un critère bureaucratique d'éligibilité à l'accès aux fonds et à la reconnaissance internationale. Cette situation a exercé une discipline souvent imperceptible mais efficace sur les mouvements et organisations sociales, rendant non-pertinentes leurs interprétations du genre, du potentiel d'égalité entre les femmes et les hommes existant dans leurs culture, de leurs connaissances et de leurs agendas. Deuxièmement, l'émergence d'élites locales de spécialistes du genre qui, sans esprit critique, deviennent capables de mobiliser des ressources et d'entretenir des relations avec institutions de financement sans jamais remettre en question le potentiel néocolonial que ce système représente.»

“Il s'agit en fait de penser à un monde où la justice se matérialise dans la distribution équitable des ressources matérielles et symboliques ; dans l'accès total de chacun·e au respect et à la dignité ; dans une division du travail dans laquelle nous sommes tou·te·s responsables du maintien des conditions nécessaires à l'épanouissement de la vie et du bien-être ; où le genre est une condition permanente de résistance à tous les types d'oppression et de discrimination et sans laquelle on ne peut jouir de tous les biens que l'humanité et la Terre génèrent à chaque instant.»

“Le fait de transformer notre vie et le monde implique que nous soyons clair·e·s quant à nos ressources et nos limites, ainsi que sur nos capacités à dénaturiser l'idée que rien ou presque ne peut être fait pour l'état actuel des choses. Le genre, dans son sens le plus puissant, nous permet de montrer qu'il s'agit de constructions sociales et que, par notre action politique citoyenne et solidaire, un autre monde peut émerger avec d'autres règles et des horizons plus humains.»

“Il s'agit d'une réflexion commencée, mais jamais achevée et c'est ce sentiment d'inachèvement et de défi permanent qui fait bouger le monde et qui fait que ce concept, qui a été malmené et coopté, pourra revenir à ce qu'il était dès le départ : l'idée féministe radicale selon laquelle nous sommes différent·e·s mais égaux·ales et que nous ne serons sauvé·e·s que dans la communion»

1. Traductions non professionnelles

Introduction, solidarité féministe et action collective*

TITRE ORIGINAL

Introduction, Feminist Solidarity and Collective Action

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Article paru dans la revue Gender & Development, 2013, Vol. 21, No.2

DATE

2013

AUTEUR-RICE(S)

Caroline Sweetman

Caroline Sweetman était auparavant rédactrice en chef de la revue internationale Gender & Development et travaille pour Oxfam GB.

MOTS-CLÉS (#)

action collective; solidarité féministe; politiques et pratiques humanitaires; pouvoir d'agir; dynamiques de pouvoir; dépolitisation du genre; backlash; mouvements de femmes; organisations de développement; action collective politique «des bases» (grassroots); empowerment; partenariat égalitaire; justice sociale; féminisme interculturel; allié-e-s du mouvement.

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet article, Caroline Sweetman introduit le dossier du numéro de Gender & Development sur la solidarité féministe et l'action collective, qui vient analyser les liens entre les mouvements de femmes et les idées et pratiques féministes d'une part, et les organisations de développement international de l'autre. Elle rappelle le fait que la solidarité féministe, comme l'action collective, sont deux moyens de travailler pour la justice de genre et les droits des femmes, dans les pays «en développement», mais aussi au Nord global. Elle questionne la capacité des organisations de développement international à s'inspirer de ces approches et à soutenir les luttes pour les droits des femmes et l'égalité de genre, et énonce un point majeur dans son analyse: les acteur-rice-s du développement ne pourront pas atteindre ces buts sans soutenir directement les collectifs et mouvements de femmes et féministes, depuis le niveau local jusqu'au niveau international.

Une première partie de l'article revient sur les définitions du concept d'action collective et de celui de solidarité féministe. C. Sweetman rappelle la force de l'action collective en ce qu'elle permet de sortir les femmes — en tant qu'individus — de leur isolement, en permettant de partager leurs expériences, d'identifier collectivement leurs intérêts stratégiques et de trouver des ressources et de l'énergie pour lutter collectivement. Quant à la solidarité féministe, qui vient rassembler, par des liens d'entraide, les individus, groupes et organisations impliquées dans les luttes pour l'égalité de genre et les droits des femmes, elle renforce le pouvoir collectif des femmes dans la lutte contre les violences de genre, la pauvreté et les marginalisations qu'elles subissent.

La seconde partie de l'article analyse les liens entre les approches et visions féministes d'une part, et l'approche «genre et développement» de l'autre. C. Sweetman constate l'impact des déséquilibres de pouvoir Nord/Sud sur l'identification des priorités et la définition de l'agenda de développement: face aux organisations de développement international, les groupes de femmes des Suds peinent à faire valoir leurs priorités et leurs agendas. Elle souligne aussi la difficile communication entre les féministes travaillant dans le secteur du développement international et les féministes de «l'extérieur», impliquées dans les mouvements féministes et de femmes, et l'isolement relatif des premières face à une critique par les secondes de la dépolitisation des enjeux de genre par et dans le secteur du développement international. Elle évoque également le phénomène de backlash auquel sont confrontées les féministes et la nécessité pour les organisations de développement de renforcer leur soutien aux mouvements et organisations locaux, nationaux et internationaux dans l'élaboration de réponse politique aux crises sociales, politiques et économiques complexes.

La troisième partie revient sur le rôle des femmes dans le changement social. C. Sweetman étaye son propos pour souligner le rôle majeur des mouvements et organisations de femmes dans l'élaboration de solutions contextualisées, et plaide pour un soutien renforcé par les organisations de développement, notamment à travers la canalisation de ressources vers ces mouvements. Elle illustre la capacité unique des mouvements et organisations locales de femmes (mouvements grassroots) à consolider les efforts qui peuvent exister en parallèle dans le cadre d'une participation politique formelle des femmes, lorsque celle-ci est possible, ou à s'y substituer lorsqu'elle n'est pas en place.

Enfin, C. Sweetman propose des pistes pour la mise en pratique de l'action collective et de la solidarité féministe par les acteur-rice-s du développement. Elle insiste sur la nécessité de penser les approches d'empowerment dans une perspective collective, et non individuelle, afin de s'assurer d'accompagner

des changements structurels qui seuls peuvent stopper la reproduction systémique des inégalités. Elle plaide pour une analyse conjointe des enjeux structurels liés au genre et au patriarcat, mais aussi à la race et à la classe. Selon elle, en l'absence d'opportunités de travail décent, de services de santé de qualité et d'un cadre légal et culturel ouvrant la voie à la réalisation par les femmes de leurs droits sur leurs corps, leurs vies et leur avenir, le changement ne pourra pas être atteint, ce qui implique de travailler dans une dimension politique et structurelle. Elle propose l'adoption par les acteur-ric-e-s du développement d'une posture d'«allié-e-s du mouvement» (Batliwala 2012, 18), qui induit de mettre en place des partenariats égaux et «de respecter leur expertise et leur légitimité à représenter leurs intérêts». Elle ajoute que les acteur-ric-e-s du développement ont aussi un rôle à jouer en s'assurant que les enjeux d'égalité de genre soient présents et considérés par l'ensemble du secteur du développement et par les autres mouvements de justice sociale. Enfin, elle insiste sur le rôle majeur pour les organisations de développement de soutenir la construction de mouvements de femmes en offrant à ces dernières — y compris les plus marginalisées — des espaces de rencontre et d'action collective, y compris par des portes d'entrées indirectes (ex. la création de groupes ou coopératives de productrices). Enfin, C. Sweetman rappelle la richesse apportée par la diversité et les différences aux mouvements et aux luttes féministes.

CITATIONS¹

«Plutôt que des centaines ou des milliers de femmes qui s'identifient à un agenda particulier se précipitent de manière incohérente, les organisations créées par les mouvements les aident à créer des actions cohérentes, cohésives et planifiées qui peuvent avoir plus d'effet». (Batliwala 2012, 17).

«La façon dont les travailleur-se-s du développement peuvent le mieux, et de la manière la plus durable, soutenir les objectifs de justice de genre et les droits des femmes consiste à s'efforcer d'aider les femmes - non seulement en tant qu'individus, mais aussi collectivement — dans leurs luttes contre les inégalités de genre. Cela signifie qu'ils doivent fournir des ressources et soutenir les activistes féministes à tous les niveaux: des groupes de femmes au niveau local aux mouvements internationaux de femmes qui plaident pour un changement de la gouvernance mondiale et des conceptions du développement humain. Cela signifie également qu'il faut soutenir les hommes qui s'efforcent de faire progresser les objectifs féministes en remettant en question les attitudes et les croyances patriarcales».

«L'association collective et le partage d'expériences remettent en question l'isolement des femmes, «externalisent» leur sentiment d'injustice et font naître l'espoir que les relations entre les hommes et les femmes peuvent et doivent changer.»

«Cet idéal [que les bailleurs du développement soutiennent l'activisme territorial des femmes des Suds pour alimenter les stratégies et politiques de développement] a rarement été mis en pratique, en raison de la dynamique du pouvoir entre le Sud et le Nord, qui fait que les organisations internationales de développement ont beaucoup plus de pouvoir pour déterminer les priorités que les groupes de femmes du Sud qu'elles sont censées soutenir.»

«Il y a actuellement un retour en arrière contre une grande partie des progrès réalisés dans les années 1990 en matière de droits des femmes, dans un contexte de crises économiques, sociales et politiques complexes. Les organisations internationales de

développement qui prennent au sérieux les droits des femmes et l'égalité de genre doivent faire plus que ce qu'elles font actuellement pour soutenir les organisations et mouvements de femmes internationaux, nationaux et locaux qui élaborent des réponses politiques aux crises qui se déroulent dans le monde entier. Cela implique que les féministes d'identités et de lieux différents travaillent en solidarité pour protéger les avancées en matière de droits des femmes et pour les faire progresser.»

«L'approche genre et développement peut soutenir la construction de mouvements féministes en canalisant des ressources indispensables vers les organisations féministes et les groupes de base: «Le projet d'autonomisation des femmes dépend des organisations de femmes, et les mouvements sociaux en particulier ont un rôle important à jouer dans la création des conditions du changement et en réduisant les coûts pour l'individu» (Kabeer 2000, 457).»

«Les féministes travaillant au sein d'organisations de développement se sentent souvent peu soutenues et isolées lorsqu'elles s'efforcent d'amener leurs institutions à passer de l'intégration de l'analyse de genre dans des programmes qui n'ont que peu ou pas d'impact sur les inégalités structurelles qui façonnent la vie des femmes pauvres dans les pays du Sud, à une méthode de travail plus transformatrice qui aide réellement ces femmes à apporter de réels changements à leur statut, ainsi qu'à leur vie quotidienne.»

«La prise en compte de la solidarité féministe et de l'action collective en tant que méthodes de travail et en tant qu'objectifs à part entière nécessite de travailler en partenariat égal avec les mouvements de femmes, de respecter leur expertise et leur légitimité à représenter leurs intérêts. Dans le domaine du plaidoyer et des campagnes, cela se traduit par un travail en tant qu'«alliés du mouvement» (Batliwala 2012, 18), en solidarité avec les mouvements de femmes. Ce rôle exige le respect de leur droit à diriger, de leur légitimité à représenter leurs membres, de leur expertise et de leur expérience.»

«Le développement et le travail humanitaire avec les femmes vivant dans la pauvreté peuvent être planifiés et mis en œuvre de manière à soutenir l'activisme naissant des femmes et des filles (et des hommes et des garçons), en allant au-delà de l'accent mis sur les questions pratiques pour travailler de manière à identifier le potentiel de leur travail pour améliorer le statut des femmes dans la société. Cela pourrait être considéré comme un «service au mouvement» (Batliwala 2012, 19), mais la conscience et la solidarité féministes peuvent en fait se développer en offrant aux femmes très démunies des occasions de se rencontrer et d'élaborer des stratégies d'action collective; il s'agit donc peut-être plutôt de soutenir la construction de mouvements!»

«L'universitaire et activiste Chandra Mohanty (2003) a souligné: le travail féministe interculturel doit être attentif à la micropolitique du contexte, de la subjectivité et de la lutte, ainsi qu'à la macropolitique des systèmes et processus économiques et politiques mondiaux». Elle a imaginé une solidarité entre les femmes basée sur une «vision de l'égalité attentive aux différences de pouvoir au sein des diverses communautés de femmes et entre elles». Ce qu'il faut, c'est une formule pour la solidarité et l'action partagée qui considère la différence non pas comme un défi, mais comme une partie intégrante - et même une force - des femmes qui travaillent en tant que mouvement.»

1. Traductions non professionnelles

Sur la solidarité féministe transnationale, Angela Davis en Égypte*

TITRE ORIGINAL

On Transnational Feminist Solidarity,
Angela Davis in Egypt

(*Traduction non professionnelle)

FORMAT / TYPE DE SUPPORT

Article publié dans *Signs*, Volume 43, Number 2 Winter 2018.

DATE

Hiver 2018

AUTEUR-RICE(S)

Sara Salem

Sara Salem est rédactrice en chef des revues *Sociological Review* et *Historical Materialism*, et professeure associée au département sociologie de la London School of Economics. Ses principaux domaines de recherche sont la sociologie politique, les études postcoloniales, la théorie marxiste, la théorie féministe et les histoires globales de l'impérialisme.

MOTS-CLÉS (#)

solidarité féministe; positionnalité; décolonisation; féminismes arabes; anticolonialisme; sororité universelle; féminisme transnational; oppression matérielle; auto-réflexivité; modernité capitaliste; différence; anti-impérialisme; racisme; NGO-isation des féminismes; eurocentricité

RÉSUMÉ ET IDÉES PRINCIPALES

Dans cet article, Sara Salem revient sur la visite d'Angela Davis en Égypte au début des années 70 (qu'elle relate notamment dans un chapitre de son livre *Women, Culture and Politics*, 1990), et l'identifie comme un exemple marquant de l'émergence, dans les années 50-70, de connexions transnationales féministes. D'après l'auteure, ces nouvelles solidarités féministes reliant les femmes des Suds, du « Tiers-Monde », et issues des minorités, ont été rendues possibles par les vagues de décolonisations et l'émergence de mouvements radicaux dans le Nord global (dont les mouvements pour les droits civiques et anti-racistes auxquels appartient Angela Davis). Ces connexions ont marqué un changement en se décentrant de la proposition des féministes blanches occidentales, et en se fondant non pas sur

une présupposée « sororité universelle » défendue par ces dernières (au mépris des intérêts et perceptions des féministes et femmes des Suds), mais sur une oppression commune et matérielle issue de l'expansion capitaliste et des formes émergentes d'impérialisme. Sara Salem revient sur les effets pervers de la prétendue « sororité universelle » générée par une même identité, l'identité féminine, et reprend la vision d'Angela Davis selon laquelle cette pensée excluait de fait les femmes racisées et les femmes du « Tiers-Monde ». Ainsi, ces dernières font l'objet de stéréotypes (en l'occurrence, pour les femmes égyptiennes, de stéréotypes orientalistes) qui les cantonnent à certaines sphères (le corps, la sexualité, le voile) et les écartent des espaces politiques et de la sphère publique.

La première partie de l'article de Sara Salem revient sur le féminisme transnational à travers le temps: un mouvement pré-existant (notamment autour de la cause palestinienne et de la nécessaire remise en cause anti-impérialiste peu acceptée par les féministes occidentales), et émergent dans les années 70, qui selon elle permet de comprendre la manière dont la modernité capitaliste affecte les relations de genre, tout en reconnaissant les différences des vies, parcours et situations des femmes et en utilisant ces différences non pas comme source de clivage mais comme source de créativité féministe. Elle se réfère aux penseuses Audre Lorde et Chandra Talpade Mohanty.

Les parties suivantes de l'article reviennent sur le déroulement de la visite d'Angela Davis en Égypte et apporte des éléments de réflexion intéressants sur la manipulation des problèmes vécus par les femmes égyptiennes par des personnes (occidentales) se refusant à les analyser dans un contexte politicoéconomique plus large (capitaliste et impérialiste); la nécessité de remettre sur le devant de la scène les rapports de pouvoir au sein des mouvements et théories féministes; et de repenser les oppressions de genre au prisme de la division internationale du travail (cf. approches marxistes, anti-capitalistes, anti-impérialistes et déconcoloniales) et des rapports de classe tant à l'échelle locale qu'internationale. Dans ce texte, Sara Salem revient aussi sur l'importance de la positionnalité, démontrant comment la positionnalité d'Angela Davis — en dépit d'être une chercheuse américaine — lui a permis d'accéder et d'échanger avec les femmes égyptiennes; et sur les enjeux de participation des personnes concernées dans les recherches menées à leur sujet: elle illustre par le nombre limités de rencontres entre Angela Davis et des femmes paysannes égyptiennes l'enjeu de mettre en place des consultations réelles, et de favoriser une participation réelle et non symbolique des personnes pour pouvoir comprendre leurs enjeux, besoins et intérêts.

Un autre axe important de cet article est le retour proposé par Sara Salem sur l'institutionnalisation des liens entre féministes et des travaux sur le genre et ses effets. Elle reprend les critiques émises par Dr Shehida Elbaz — une des femmes rencontrées par Angela Davis durant sa visite - face aux attitudes «patronisantes» des femmes occidentales vis-à-vis des femmes musulmanes. Elle illustre aussi ce biais libéral et occidental par les index et classements élaborés pour mesurer l'évolution de l'égalité de genre, isolant les femmes des contextes sociopolitiques et économiques dans lesquels elles évoluent, et utilisés d'après elle pour «consolider une hiérarchie raciale déjà établie». Elle évoque l'ONG-isation des mouvements féministes arabes (et ailleurs) dans les années 80, et les déséquilibres de pouvoir entre les bailleurs et les ONG locales, et leurs effets en termes de reprise de cadres de pensée et d'analyse des droits des femmes issus d'une pensée libérale.

En conclusion, Sara Salem propose des pistes d'application du féminisme transnational sur le terrain: 1) établir des liens qui ne reposent pas sur l'idée d'un patriarcat universel, mais qui, au contraire, attirent l'attention sur la manière dont d'autres structures, telles que le capitalisme, l'impérialisme, le racisme, etc. se croisent avec le patriarcat pour créer une multitude de réalités sociales à travers le monde; 2) intégrer dans les analyses les formes matérielles particulières d'oppression subies par les populations du tiers-monde; 3) assurer un travail permanent d'autoréflexivité comme outil de compréhension mutuelle et moyen concret d'aborder les différences de manière productive.

CITATIONS¹

“Le féminisme transnational peut être considéré comme un paradigme qui vise à comprendre la manière dont la modernité capitaliste affecte les relations de genre.»

“Le féminisme transnational a fourni un moyen aux féministes de se rassembler dans la solidarité sans supposer que les différences entre elles n'existaient pas ou qu'elles n'étaient pas susceptibles d'être source de division. Audre Lorde a joué un rôle central dans la définition de la puissance de la différence, en écrivant: «Prôner la simple tolérance de la différence entre les femmes est une grossière erreur. C'est un déni total de la fonction créative de la différence dans nos vies. En effet, la différence ne doit pas être simplement tolérée, mais considérée comme un fonds de polarités nécessaires entre lesquelles notre créativité peut jaillir.» (1984, 99).»

“Les généalogies féministes ont attiré l'attention sur trois éléments importants dans notre définition du transnational: 1) une façon de penser les femmes dans des contextes similaires à travers le monde, dans des espaces géographiques différents, plutôt qu'à toutes les femmes du monde entier; 2) une compréhension d'un ensemble de relations inégales entre les peuples et au sein de ceux-ci, plutôt qu'un ensemble de traits incarnés par tou·te·s les citoyen·ne·s non-américain·e·s (en particulier parce que la citoyenneté américaine continue d'être fondée sur un régime blanc, eurocentrique et hétérosexiste); et 3) une réflexion sur le terme «international» en relation avec une analyse des processus économiques, politiques et idéologiques qui nécessiteraient donc de prendre des positions critiques anti-racistes et anticapitalistes qui rendraient possible le travail de solidarité féministe. (Alexander et Mohanty 1997, xix)»

“C'est précisément cette hypothèse naturalisée - selon laquelle le genre dans les contextes arabes devrait être discuté à travers le prisme des droits et de l'autonomie sexuels - que Davis critique. Alors que l'oppression de genre dans d'autres pays, comme l'Angleterre, était perçue comme plus complexe et comme consistant principalement en une oppression politique, en Égypte, les femmes étaient comprises principalement en termes corporels, sexuels et culturels, et non en termes politiques ou intellectuels. Davis plante ainsi le décor de sa visite en replaçant dans leur contexte la dynamique entre les féministes égyptiennes et occidentales au sein de la croisade contre la circoncision, qui est considérée comme la panacée de l'oppression de genre dans des pays comme l'Égypte.»

“Davis met explicitement l'accent sur la solidarité en tant que concept. Elle ne suggère en aucun cas que les lignes de démarcation entre les femmes devraient empêcher les formes de solidarité susceptibles de produire des voies d'émancipation. Au contraire, elle redessine les lignes le long desquelles la solidarité peut et doit être encouragée. Ainsi, les conditions matérielles qui placent les femmes de part et d'autre de la division internationale du travail peuvent fournir aux femmes une base de solidarité.»

“(...) dans les années 1980 et 1990, avec l'émergence des ONG de genre et ce qu'Israh Jad (2004) appelle l'«ONG-isation» du mouvement des femmes arabes, on assiste à un retour au cadre des droits des femmes défini selon les discours libéraux mondiaux.»

“Cela nous rappelle les nombreux indices et classements actuels qui mesurent le degré de progressivité ou de régression des pays en matière d'égalité de genre, dans lesquels le tiers monde se trouve invariablement en bas de l'échelle. De tels classements réaffirment les idées reçues sur la signification de l'égalité de genre et sur la manière de la mesurer, d'une manière qui est eurocentrique. En outre, ils représentent les femmes comme des êtres existants en vase clos, ignorant les contextes économiques et politiques nationaux.»

“La montée du néolibéralisme a été suggérée comme l'une des principales raisons du déclin de l'analyse structurelle, qui a à son tour influencé l'analyse du genre (Fraser 1997; Mohanty 2013). Certain·e·s chercheur·se·s ont indiqué que le postmodernisme était lié à ce processus. Chandra Talpade Mohanty (2013, 971) pose la question suivante: «Qu'advient-il de la construction féministe clé de «le personnel est politique» lorsque le politique (le domaine public collectif de la politique) est réduit au personnel? Mohanty fait appel à une analyse matérialiste lorsqu'elle souligne que les politiques de représentation du genre, de la classe, de la race, etc. sont détachées de leurs fondements matérialistes et que la différence est ainsi aplatie (972). Le rôle de l'expérience en particulier est de comprendre comment les structures créent les subjectivités, il est devenu quelque chose de trop fluide et subjectif pour être une catégorie d'analyse utile.»

1. Traductions non professionnelles



www.equipop.org
info@equipop.org

Financé par

France ■ ■

